

Le dossier Économie de l'Élevage

TOUS LES MOIS, UNE ANALYSE SUR LES FILIÈRES BOVINES, OVINES ET CAPRINES



Juin 2004 • n° 336

Brésil : Le zébu conquérant

Etude réalisée
dans le cadre d'un contrat avec l'Ofival

Rédaction et réalisation :
Département Économie
de l'Institut de l'Élevage (GEB)

■ Sommaire

I - LE BRÉSIL, UN CONTINENT VERT.....	3
La construction du pays rythmée par les fièvres exportatrices.....	4
La fin de l'hyper-inflation et l'émergence de l'élevage productif.....	6
II - L'ÉLEVAGE, FER DE LANCE DE LA COLONISATION.....	7
18 % de vaches en plus en 10 ans !.....	9
III - LA LONGUE MARCHE DU ZÉBU VERS LE NORD-OUEST.....	12
Centre-Ouest : le front de colonisation en voie de stabilisation.....	12
Le Sud-Est industriel et urbain reste le centre nerveux de la filière.....	14
Au Sud, l'élevage bovin plafonne.....	16
Au Nord-Est, agriculture et élevage semblent rebondir	18
La colonisation du nord : la solution ou le problème ?.....	20
L'eldorado bovin amazonien.....	21
Deux grand types d'agriculture.....	22
L'élevage bovin bien adapté aux espaces déboisés.....	24
IV - L'AMÉLIORATION DES PATURAGES TROPICAUX A LA BASE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE.....	28
Un potentiel phénoménal.....	28
90 millions d'ha de pâturages dégradés.....	29
Le zébu Nelore, l'autre instrument de la conquête de l'Ouest.....	31
L'éradication de la fièvre aphteuse en bonne voie.....	33
V - LA GRANDE MAJORITÉ DES ÉLEVEURS SONT NAISSEURS.....	35
38 % des ventes de bovins assurées par les fazendas de plus de 1 000 ha.....	36
La promotion des "bouvillons" rajeunis.....	36
Le naissage, la phase stratégique.....	38
Des broutards plutôt disponibles en milieu d'année	39
Les taurillons restent marginaux.....	40
Des maigres à tout âge.....	40
La finition au grain progresse à nouveau.....	42
...Et la complémentation se développe rapidement.....	43
VI - DES ABATTAGES EN PLEIN ESSOR, MAIS CLANDESTINS POUR MOITIÉ.....	45
La clandestinité progresse plutôt.....	46
Les adultes s'alourdissent pour l'export.....	49
SISBOV, l'identification généralisée des bovins à l'horizon 2006.....	49
La classification des carcasses obligatoire en 2005	51
Le prix entrée abattoir à Sao Paulo joue un rôle directeur.....	52
Le boeuf plus compétitif en US\$.....	52
Les prix plus élevés vers l'Atlantique.....	54
Pas encore de paiement à la classification.....	55
La saisonnalité de la production.....	56
La plus-value des arrières s'amenuise	56
Des arrières proches de 1 US\$/kg !	57
Une bonne complémentarité entre exportations et marché intérieur.....	57
VII - UN MARCHÉ INTERIEUR QUI S'EFFRITE.....	59
Un énorme potentiel quand les pauvres mangeront à leur faim.....	59
1/4 du budget alimentaire hors domicile.....	60
La grande distribution a surtout conquis les riches.....	61
La définition de segments haut de gamme...	62
...Mais le marché reste gouverné par les prix.....	63

VIII - EXPORTATIONS : LA RECETTE DU DÉCOLLAGE.....	66
Le cuir rapporte encore plus de devises.....	66
Le "boeuf nature" qui monte, qui monte...	66
Les découpes fraîches visent surtout l'UE.....	67
D'autres marchés émergent tout juste	70
Des découpes congelées tout azimut.....	71
La destination UE minorée dans les flux de congelé.....	71
La Russie a absorbé presqu'autant que l'UE en 2003.....	73
Cap à l'Est.....	74
Le Moyen-Orient pratiquement conquis.....	74
Le Chili, le client régulier	74
Les expéditions de préparations progressent encore.....	75
Du corned beef pour le Royaume-Uni.....	75
Du cuit congelé ailleurs dans l'UE.....	75
Les USA importent surtout du cuit congelé	76
Les abats essentiellement vers Hong-Kong.....	76
Le Zébu brésilien, "star ou météore" ?	77
Quelle place en Europe ?.....	78
Remerciements.....	79

BRÉSIL : LE ZÉBU CONQUÉRANT

Avec environ 170 millions de têtes, le Brésil détient le 2ème cheptel bovin au monde (après l'Inde). Pourtant, il a longtemps été un acteur de second plan dans le marché mondial du bœuf. Au milieu des années 90, il exportait moins que l'Irlande...

Le zébu colonise l'intérieur du pays

Cependant, le zébu est depuis 3 décennies déjà l'instrument de la colonisation du plateau central, comme il l'est aujourd'hui dans le sud amazonien. Les races taurines sont maintenant très minoritaires. La race phare au Brésil est la Nelore d'origine indienne, sélectionnée depuis les années 1950. Sa domination sans partage s'appuie sur sa rusticité et sa bonne résistance aux conditions tropicales et équatoriales, en premier lieu aux parasites. Elle

semble avoir encore un gros potentiel de progression, en race pure ou en croisement.

L'autre saut technologique ayant permis l'expansion du troupeau zébu est la révolution fourragère en zone tropicale. Elle est désormais remise en question par l'expansion des cultures d'exportation (soja, maïs, canne à sucre...). Les experts brésiliens prônent donc désormais une plus grande intégration entre l'agriculture et l'élevage.

L'élevage bovin viande est historiquement dominé par les grands fazendeiros. Les ¾ des bovins sont détenus dans des élevages spécialisés et la moitié de la production est assurée par les exploitations de plus de 500 ha.

Deux filières distinctes

La première filière de commercialisation et d'abattage, l'officielle, est de plus en plus orientée vers l'exportation. 350 abattoirs sont agréés au niveau fédéral, dont 42 pour l'exportation vers l'UE. Ce sont des outils modernes et de grande taille, surtout implantés dans la région de São Paulo et le Centre-Ouest, reconnus indemnes de fièvre aphteuse. Ces abattoirs exportateurs n'achètent plus que des animaux identifiés selon le système SISBOV, principalement aux grands éleveurs. Avec près de 22 millions de têtes en 2003, les abattages contrôlés ont progressé de près de 50% en 6 ans. Ils comprennent une majorité de bœufs de plus de 3 ans et environ 15% de jeunes bovins. Les bœufs s'alourdissent pour satisfaire aux exigences de l'exportation, au minimum 240 kg de carcasse. La plupart sont finis à l'herbe : seuls 2 millions d'animaux sont finis au grain en feed-lots.

La deuxième filière, clandestine, est beaucoup plus difficile à cerner. Les experts brésiliens estiment qu'elle concerne près de la moitié des abattages totaux. Surtout approvisionnée par les petits éleveurs, notamment en animaux de réforme, elle alimente uniquement la consommation intérieure, via la distribution informelle (marchés en plein air, vendeurs itinérants...).

Cette consommation intérieure reste de loin le principal débouché de la production de bœuf brésilien : 85% en 2003, même si cette proportion baisse. La consommation par habitant est une des plus élevées au monde (36 kg éc en 2003), pourtant la moitié des 180 millions d'habitants ne mangent pas à leur faim. Le potentiel de croissance de cette consommation est considérable dans ce pays, le 2ème plus inégalitaire d'après l'ONU.

A l'export : volumes, prix et segmentation

L'intensification du cycle bovin pourrait simultanément permettre de nourrir une demande intérieure croissante et des exportations en hausse ces prochaines années. En 2003, les exportations totales ont déjà atteint 1,2 million de têtes, plaçant le Brésil juste derrière l'Australie dans les principaux fournisseurs de bœuf des marchés internationaux. Beaucoup s'accordent à prévoir un potentiel à l'export de 2 à 3 millions de têtes à l'horizon 2012. Pour cela, il faudra que le zébu brésilien pénètre l'ensemble des marchés. Jusqu'alors, il reste encore cantonné essentiellement sur l'Union Européenne et le Chili, et, pour le congelé uniquement, sur le Moyen-Orient et la Russie.

Bien sûr la filière entend bien consolider ses marchés actuels, mais les nouvelles priorités de l'ABIEC, le lobby des exportateurs, sont l'ouverture des marchés d'Amérique du Nord, de la Chine et du Sud-Est asiatique. Le Brésil pariera toujours d'abord sur des prix bas et la complémentarité de ses clients pour écouler la totalité de la carcasse. Mais la filière commence aussi à définir des cahiers des charges pour des marchés de niche. Elle s'apprête à les tester sur ses marchés traditionnels, sur l'Union Européenne en premier lieu. Et ce n'est pas l'augmentation des contingents européens à droits réduits envisagée dans la négociation de l'accord bilatéral UE-Mercosur ou à l'OMC qui empêchera le Brésil de poursuivre sa stratégie de conquête tout azimut : des volumes et des prix toujours, mais aussi des marchés de niche.

I - LE BRÉSIL, UN CONTINENT VERT

C'est devenu un lieu commun de dire que le Brésil est un véritable continent, même s'il ne couvre que 21% de la surface des Amériques. Ce pays s'étend de la latitude 5° Nord au 34ème parallèle au Sud, sur plus de 4300 km du Nord au Sud, comme d'Est en Ouest : c'est l'équivalent de Paris-Moscou. Il y a plus de distance à parcourir du point le plus occidental de la frontière brésilo-péruvienne à la pointe du Nordeste que de cette pointe à l'Afrique.

En superficie, le Brésil couvre un peu plus de 15 fois la France : 851 millions d'ha, soit 6% des terres émergées de notre globe.

Sur cette superficie totale, les surfaces couvertes par les exploitations agricoles couvrent 354 millions d'ha d'après le dernier recensement agricole qui date de 1996. On détaillera la répartition de ces superficies, mais on peut constater d'emblée que celles-ci ne couvrent que 41% du territoire, ce qui laisse assurément encore de la marge de progression. En effet, la forêt couvrait encore près de 57% du territoire brésilien au milieu des années 1990.

Un pays très bien arrosé

L'eau est omniprésente au Brésil, puisque ce pays recèle 13% de l'écoulement des fleuves et rivières au monde. L'eau est rarement un élément limitant comme il l'est dans d'autres pays tropicaux, en Australie par exemple.

La seule **zone semi-aride**, le **Nordeste**, s'étend du nord du Minas Gerais, sur tout l'intérieur de l'Etat de Bahia jusqu'au Rio Grande do Norte, au Ceará, au Piauí et la moitié est de Maranhão : cette zone subit une saison sèche de 6 à 8 mois. La pluviométrie annuelle, qui n'excède pas 500 mm, est très variable d'une année sur l'autre : des

sécheresses quasi totales peuvent durer 2 à 7 ans. En outre des poches plus arides encore couvrent la moitié occidentale du Pernambouc et la boucle du Fleuve São Francisco, à la frontière avec l'Etat de Bahia, avec une moyenne de 9 à 11 mois de sécheresse.

Cette zone semi-aride couvre 90 millions d'ha. C'est le domaine de la Caatinga, une steppe arbustive où prédominent les cactées et les épineux, une zone où la végétation était autrefois dense mais a été largement dégradée par des sécheresses répétées et du surpâturage fréquent. Un chercheur¹ estime que le Sertão (nom local de cette "brousse blanche") a ainsi perdu la moitié de sa végétation originelle durant les dernières décennies, à cause de l'érosion et de la salinisation des sols suite aux sécheresses.

Mais tout le Nordeste n'est pas semi-aride (voir carte en cahier central). Les côtes au sud de la pointe extrême orientale (Natal, capitale du Rio Grande do Norte) sont bien arrosées et présentent souvent 1 à 3 mois de sécheresse au maximum. Cette frange côtière s'étend vers l'intérieur d'Etats comme le Pernambouc, Sergipe, l'Alagoas et même Bahia. Elle bénéficie d'une pluviométrie de 1 000 mm à 1 500 mm du nord au sud, concentrée sur l'hiver austral (mars à août) au nord de la zone, ou l'été austral au sud. L'amplitude des températures est très peu marquée.

Le reste du Brésil ne présente pas de période sèche supérieure à 5 ou 6 mois.

C'est le cas de l'immense **Plateau central (le Planalto)** qui s'étend de la plaine amazonienne au nord aux plaines de l'extrême sud (côtière dans le Rio Grande do Sul, d'effondrement dans le Pantanal à la frontière du Paraguay et de la Bolivie).

¹ Paulo Cesar de Faccio Carvalho, chercheur à l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul, in "FAO Country Pasture/Forage Resource Profile" publié en juin 2002 sur le site Web de la FAO.

Dans cette immense région des "Cerrados²", la pluviométrie s'étage entre 1 500 et 2 000 mm, avec des maxima vers le nord-ouest d'une part, vers le sud-ouest d'autre part (Mato Grosso du Sud) et vers la côte enfin. On distingue 2 périodes dans l'année : "Aguas", la saison des pluies, la plus longue et centrée sur l'été austral et "Secas", la saison sèche qui dure de 2 à 5 mois, centrée sur l'hiver austral. L'amplitude des températures est plus marquée vers l'intérieur, notamment dans le Mato Grosso. Cette région couvre environ 190 millions d'ha. Il s'agit d'une région de savane plus ou moins arborée, où la végétation originelle a été mise à mal par l'expansion des cultures et des pâturages. Il s'agit en effet de la principale région de colonisation agricole depuis les années 50.

Le **Pantanal** est un écosystème tout à fait original, presque totalement inondé en été, une véritable mosaïque de paysages et de formations végétales entre savanes et forêts galeries. Essentiellement dévolu à l'élevage très extensif, il couvre à lui seul 14 millions d'ha.

Les régions côtières du **sud-est** sont plus arrosées encore. Originellement, entre Porto Alegre et Natal (entre les parallèles 6°S et 32°S), la zone côtière était couverte de forêt, la "**Mata Atlantica**" qui ne subsiste plus que par lambeaux dans les zones les plus escarpées de cette région qui a aussi été la première colonisée et qui est aujourd'hui la plus urbanisée du pays. Cette zone est toujours appelée ainsi, et même si la forêt ne couvre plus que 4% de sa superficie originelle, elle constitue néanmoins encore l'un des conservatoires mondiaux majeurs de la biodiversité. En tout, cette région couvre près de 94 millions d'ha. Ce qui a été déboisé est cultivé de longue date et il s'agit souvent là des terres les plus fertiles du pays.

A **l'extrême sud**, le climat devient tempéré, avec une pluviométrie de 1 250 à 2 000 mm bien

répartie sur l'année sans saison sèche. En revanche, l'hiver est plus marqué, avec une amplitude de température qui peut dépasser 10° C, et avec même parfois de la neige dans le Rio Grande do Sul. Dans le prolongement de la précédente, presque toute cette région était occupée par la Forêt Atlantique, qui subsiste surtout aujourd'hui dans l'intérieur du Paraná (forêt à Araucarias, où domine le "pin du Paraná" à une altitude supérieure à 500 m). La moitié méridionale du Rio Grande do Sul est occupée par la Pampa, appelée localement "Campos", dans le prolongement des paysages uruguayens.

Au nord, c'est bien sûr l'**Amazonie** qui domine très largement. Cette forêt amazonienne couvre près de la moitié du pays, 400 millions d'ha. Il s'agit de loin de la plus grande forêt du globe, mais qui est rapidement colonisée par les activités extractives (mines diverses et abattage de bois), par le creusement de routes et par la colonisation agricole. Il s'agit d'une forêt équatoriale très humide où la pluviométrie n'est jamais inférieure à 2 500 mm. La saison sèche ne dépasse jamais 3 mois et les températures sont relativement étales tout au long de l'année.

La construction du pays rythmée par les fièvres exportatrices

La construction humaine, géographique et économique s'est effectuée depuis la colonisation au XVI^e siècle par vagues successives de productions exportables. Ce sont ces vagues qui ont structuré la colonisation du terrain, aux dépens des populations indigènes et par apport de populations successivement européennes, africaines, moyen-orientales, asiatiques³...

Le premier de ces cycles, dès le début de la colonisation, a été l'exploitation du bois de braise,

² Cerrados : on nomme ainsi les formations végétales de savane arborée au Brésil. Ce terme désigne aussi, par extension, tout le plateau central qu'elle couvre.

³ Parmi les diverses sources consultées, nous recommandons tout particulièrement l'ouvrage de Hervé THERY, "Le Brésil", Armand Colin, Paris 2000 pour la 4^e édition.

ou "Pau Brasil" qui a donné son nom au pays et qui servait de base à la teinture rouge alors très prisée en Europe. Il a été rapidement supplanté sur le territoire originel de la colonie (côte nordestine, centrée sur Recife et Salvador de Bahia) par le cycle de la canne à sucre. Cette économie a été à la base de l'introduction de l'élevage de bétail de trait (pour faire tourner les moulins) et de la traite des esclaves en provenance du Golfe de Guinée. Ce cycle va connaître son apogée au XVII^e et commencer à péricliter au XVIII^e devant la concurrence antillaise.

La ruée vers l'or jette les bases de l'élevage extensif

Mais le véritable départ des grandes expéditions vers l'intérieur sera la "ruée vers l'or" du XVIII^e. Les fameuses colonnes armées d'aventuriers, les "bandeirantes", iront très profondément chercher des amérindiens à réduire en esclavage, puis, surtout, de l'or et toutes sortes de métaux précieux et de gemmes. Ils ne s'arrêteront pas au Minas Gerais (les "Mines générales") malgré son extraordinaire richesse... Ce sera les prémisses de l'élevage extensif à l'intérieur du Sud-Est et dans le Centre-Ouest, avec la sédentarisation d'une bonne partie des membres de ces bandes, parties avec femmes et bêtes. Les prospecteurs puis les mineurs avaient besoin d'être ravitaillés en animaux de trait, en viande séchée et en cuir. Cette économie pastorale va survivre à la fin du cycle de l'or, mais de façon extensive et précaire lorsqu'elle sera loin des centres urbains. Néanmoins, une multitude de fazendas⁴ éparpillées sur ces immenses étendues restera en connexion avec les villes de la côte par tout un réseau de chemins à bœufs et de points d'eau, ponctués de bourgades où se tiennent des foires. C'est bien l'élevage qui est à l'origine de la colonisation durable du Planalto.

Au XIX^e siècle trois autres cycles agricoles prennent le relais : l'hevea dans la haute Amazonie après la découverte de la vulcanisation

par Goodyear, jusqu'à l'émergence de la concurrence malaise dans les années 1920 ; le coton dans le Nordeste au moment de la guerre de sécession qui ravageait les Etats-Unis ; le café dans les Etats de Rio, de São Paulo et du Paraná. Le cycle de l'hevea et surtout celui du café ont permis la mise en place d'infrastructures portuaires importantes. Dans le Sud, cela s'est accompagné par beaucoup d'autres équipements : chemins de fer, routes goudronnées... Les principaux ports actuels d'exportation du soja et de viande ont été créés à cette époque : Santos près de São Paulo et Paranaguá. C'est véritablement l'économie cafétière qui a permis le décollage du Sud-Est du Brésil et plus particulièrement de la ville de São Paulo.

Tant et si bien que le seul Etat de São Paulo concentre aujourd'hui 22% de la population du pays et 34% du PIB brésilien. L'ensemble des régions du Sud et du Sud-Est (7 états en tout) hébergent 58% de la population sur seulement 18% du territoire et produit 74% de la richesse nationale. Même sur le plan agricole, son poids reste prépondérant, avec 61% de la Production Agricole Finale brésilienne.

Le XX^e siècle a été celui de la consolidation de l'Etat fédéral et d'un développement davantage autocentré, reposant beaucoup moins sur les activités extractives liées à l'exportation après la crise de 1929 et le déclin de l'économie cafétière. La figure la plus emblématique de cette période est celle de Getúlio VARGAS qui a été au pouvoir presque sans discontinuer de 1930 à 1954. Il est suivi par une autre grande figure, Juscelino KUBISTCHEK, tout aussi volontariste que son prédécesseur sur le plan du développement industriel et des infrastructures, un nom que l'histoire retient comme celui du bâtisseur de Brasília.

Afin de "sauver" le "miracle économique" des années 40 et 50, "menacé" par les revendications de pans entiers de la société qui en étaient exclus, la dictature militaire est instaurée en 1964 avec le

⁴ Propriétés agricoles, en général de grande taille et consacrées à l'élevage bovin.

soutien actif des USA. Elle ne cède la place qu'en 1985 et laisse en héritage une dette financière et sociale énorme.

La fin de l'hyper-inflation et l'émergence de l'élevage productif

La démocratie a eu bien du mal à s'installer, dans un contexte de crise financière endémique et d'hyper-inflation. Entre 1987 et 1995, l'inflation n'est ainsi jamais descendue en dessous de 400% par an, atteignant une apogée à 2 708% (!!!) en 1993. Après de multiples plans monétaires, changeant chaque fois le nom de la monnaie, les billets et les pièces, le plan Real a enfin stoppé l'hyper inflation en 1994-1995. Le Ministre des finances de l'époque, Fernando Henrique CARDOSO, y a gagné 2 mandats consécutifs à la présidence de la République fédérale, jusqu'en décembre 2002.

La période d'hyper-inflation avait favorisé des comportements de capitalisation en nature de la part des agriculteurs et surtout des éleveurs : une bête maintenue correctement au pâturage ne perdait jamais de valeur en US\$, contrairement à l'argent liquide qui se dévaluait tous les jours. Cette période a correspondu aussi avec une forte reprise des exportations de céréales et surtout de soja, favorisée par l'Etat qui avait cruellement besoin de devises et par la dévaluation permanente de la monnaie.

Cependant, c'est la fin de cette période qui a véritablement permis une révolution mentale chez les éleveurs. Jusqu'alors, la valeur patrimoniale du bétail dominait. Avec une économie plus stable, plus prévisible, il devient envisageable de produire, d'acheter des intrants, d'accélérer les cycles d'élevage... Bref, d'améliorer la productivité.

On assiste ainsi depuis le milieu des années 90 à un véritable redécollage agro-alimentaire. Celui-ci

n'est plus porté par un produit unique, comme c'était le cas dans les périodes historiques antérieures, mais au contraire par la synergie entre les filières exportatrices de soja sous toutes ses formes (huile et tourteaux principalement), de sucre, de café, de concentré de jus d'orange et plus récemment de viandes de volaille, de porc et de bœuf.

La crise financière de 1998 s'est traduite par un franc décrochement du Real par rapport au dollar US à partir de la fin de l'année, ce qui a encore stimulé les exportations brésiliennes. Alors que le solde global du commerce extérieur était négatif jusqu'en 1998, il s'est pratiquement annulé en 1999, et a commencé à devenir positif en 2001. Tout cela tiré réellement par les exportations agro-alimentaires qui représentent entre 35 et 40% des exportations totales.

C'est l'agriculture qui tire la croissance

Le secteur agricole a même réussi la gageure d'augmenter sa part dans le PIB du pays sur la période la plus récente : alors qu'il représentait 6,8% du PIB au début des années 1990, il en assure désormais 9,1% en 2003 : c'est à dire que sa croissance a été supérieure à celle de l'économie globale. Ainsi, le taux de croissance annuel moyen sur la décennie 90 a été de 3,8% pour le secteur agricole à comparer aux 2,5% de l'économie globale. Dans les années récentes, le différentiel est encore plus flagrant : la croissance du secteur agricole s'inscrit en moyenne annuelle à 4,6% entre 2000 et 2003, le triple de celle de l'économie globale sur la même période.

En résumé, le secteur agricole porte largement la croissance brésilienne, et tient une grande partie de ses revenus de l'exportation. Le Brésil est aujourd'hui avant tout une puissance agro-exportatrice, et ce pays n'a pas vraiment le choix s'il veut continuer à assurer le service d'une dette considérable, désormais stabilisée à la moitié environ du PIB.

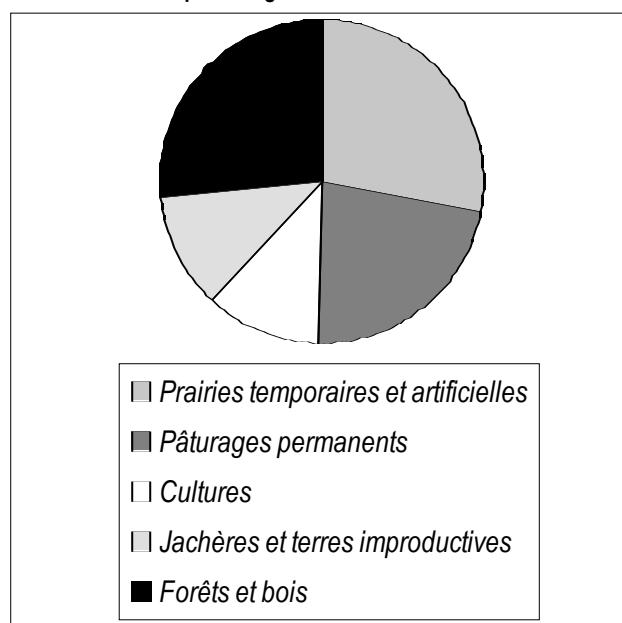
II - L'ELEVAGE, FER DE LANCE DE LA COLONISATION

"Historiquement, l'élevage bovin viande brésilien s'est développé grâce à l'expansion de la frontière agricole, incorporant au système extensif de nouvelles terres incultes dans des régions dépourvues d'infrastructures, et utilisant les terres épuisées après quelques années de culture. Ce secteur a toujours contribué de façon décisive (...) à la colonisation du territoire brésilien"⁵. On ne peut sans doute pas mieux dire...

L'élevage bovin est de loin le principal occupant des surfaces exploitées par les agriculteurs brésiliens.

Le dernier recensement agricole date déjà de 1996. La superficie détenue par les exploitations agricoles était alors de 354 millions d'ha. A l'époque, seulement 42 millions d'ha étaient en cultures permanentes ou temporaires. Le reste était essentiellement :

● Répartition des surfaces occupées par les agriculteurs en 1996



Source : Recensement agricole de 1996 - IBGE

⁵ Citation tirée de "Estudo sobre a eficiência econômica e competitividade da cadeia agroindustrial da pecuária de corte no Brasil", Instituto Euvaldo Lodi, Confederação Nacional de Agricultura et SEBRAE Nacional, étude publiée à Brasilia en 2000 et disponible sur le site de la CNA : www.cna-rural.com.br.

⁶ "Distribuição da área agrícola : as grandes regiões do Brasil na década de 90", in *Agricultura em São Paulo* (revue publiée par l'Institut d'Economie Agricole de l'Etat de São Paulo), volume 49 (1er semestre 2002), p 95-125.

- soit en pâturage : 178 millions d'ha dont 100 en prairies semées et le reste en pâturages permanents, dits "nativs";
- soit en bois et forêts, 94 millions d'ha, dont 89 millions de formations "natives" (c'est à dire non semées ou plantées) ;
- soit enfin 40 millions d'ha sans affectation précise, qu'il s'agisse de jachères (8 millions d'ha), de terres "potentiellement productives mais non utilisées" (16 millions d'ha) ou de terres incultes (15 millions d'ha).

Une partie des terres en jachère, des forêts, voire des terres improductives sont utilisées aussi par les bovins, même si c'est de manière extrêmement extensive.

Une étude précise des années 1990 retrace l'occupation du territoire agricole lors de cette décennie de tous les changements⁶. Elle sépare la période en deux, avant et après le plan Real (1994).

La superficie des exploitations agricoles consacrée aux cultures et aux pâturages s'est accrue de 28 millions d'ha au cours de la décennie, ce qui illustre bien la "colonisation agricole" de terres. Cette progression s'est effectuée de deux manières : soit par déboisement de forêts privées ou par reprise de jachères (+20,5 millions d'ha), soit par privatisation du domaine public, en général en forêt native (+7,5 millions d'ha). Cette colonisation semble s'être accélérée durant la deuxième moitié de la décennie : alors que le gain net avait été de 6 millions d'ha entre 1990 et 1994, il bondit à 22 millions d'ha entre 1995 et 1999.

Les variations les plus radicales sont celles concernant les pâtures. Les pâtures cultivés, c'est à dire essentiellement semés en variétés améliorées, gagnent près de 24 millions d'ha (soit une augmentation d'un quart !). Les pâtures "nativs", c'est à dire non semés, gagnent quant à eux près de 3 millions d'ha, soit une augmentation beaucoup plus modeste de 4% environ.

L'essentiel de la croissance des pâtures cultivés s'est effectué par substitution à d'autres utilisations, pour environ 20 millions d'ha (surtout ressemis de prairies "natives"), le reste étant colonisé sur de nouvelles terres. Quant aux pâtures naturels, ils se sont uniquement agrandis suite à la colonisation de nouvelles terres.

Les autres cultures qui ont profité de cette expansion de la frontière agricole sont :

- le soja surtout, qui a gagné 2,9 millions d'ha en 10 ans, principalement en substitution aux autres

cultures depuis 1995 ;

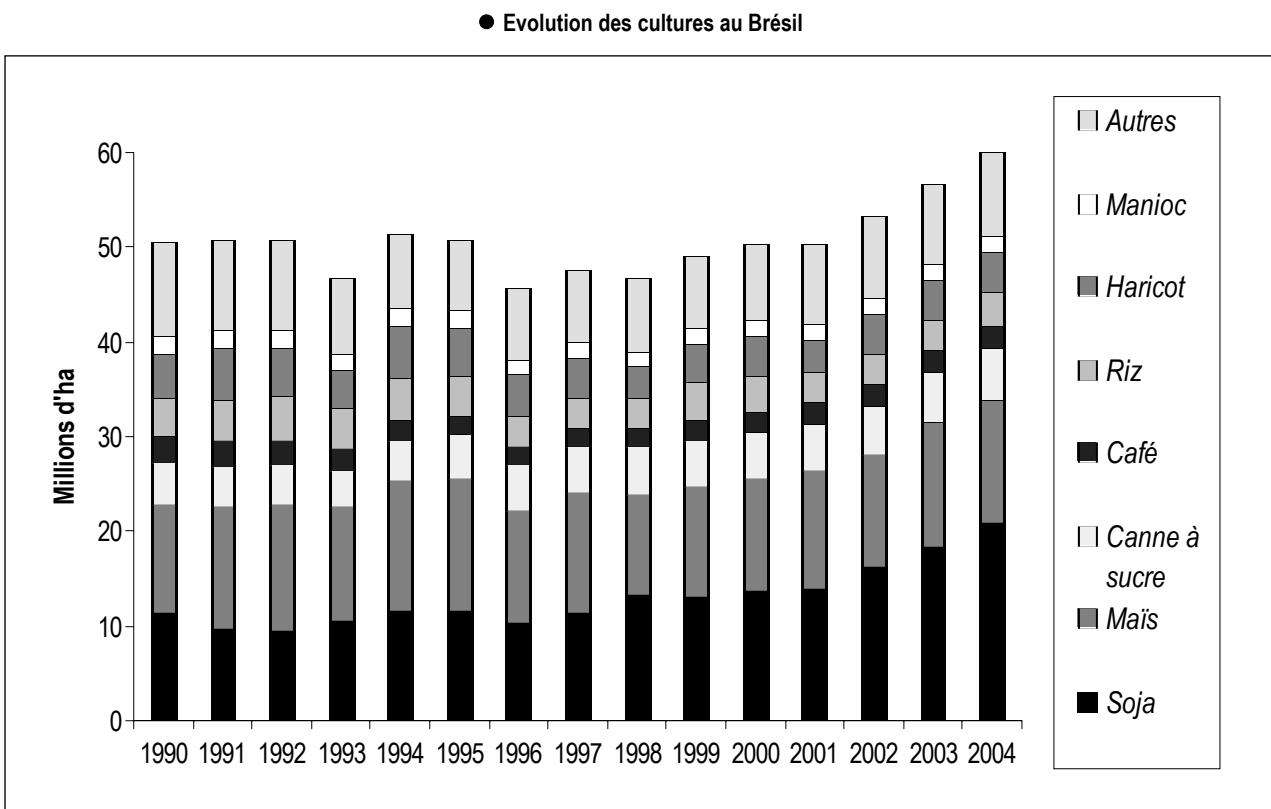
- le blé, qui a gagné 1,9 million d'ha, surtout entre 1990 et 1994 ;
- la canne à sucre, qui a gagné 250 000 ha.

A l'inverse, deux types de cultures ont perdu beaucoup de surfaces durant cette décennie :

- les cultures d'exportation en déclin, comme le café (-0,5 million d'ha) mais surtout le coton (-1,4 million d'ha) ;
- les cultures vivrières typiques des exploitations familiales comme le haricot noir (-0,9 millions d'ha) ou le manioc (-300 000 ha).

Les derniers résultats des enquêtes municipales depuis 2000 confirment les tendances relevées dans les années 90 sur les surfaces cultivées⁷.

Ainsi, en 14 ans, la surface consacrée au soja a augmenté de 83%, pour atteindre 21 millions en 2004.



Source : GEB d'après IBGE

⁷ Ces chiffres sont publiés mensuellement par l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (IBGE) sous l'acronyme de LSPA, et disponibles sur le site www.ibge.gov.br

La 2ème plus forte augmentation est celle de la canne à sucre, avec 27% (en 2004 : 5,4 millions d'ha).

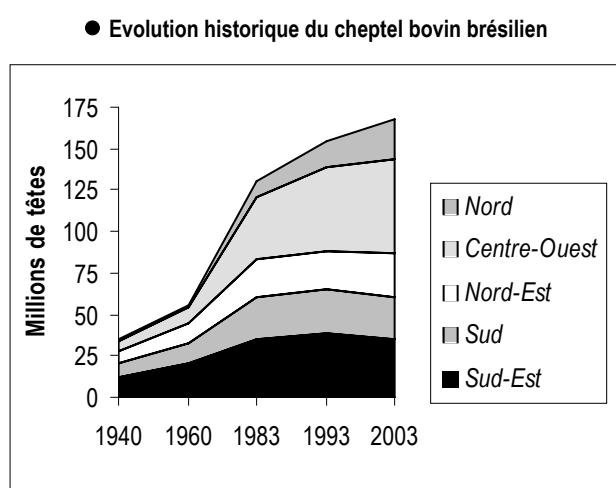
En comparaison, le gain du maïs reste extrêmement modeste, aux alentours de 13% pour 12,9 millions d'ha consacrés à cette culture en 2004.

Le haricot et le manioc voient leurs surfaces continuer à s'effriter, de respectivement 13% et 10%, occupant ensemble moins de 5,8 millions d'ha en 2004. Même le riz recule de 4 à 3,6 millions d'ha en 14 ans.

Au bilan, les terres cultivées de façon permanente et annuelles voient leur surface grimper à près de 60 millions d'ha en 2004. En outre, cette progression est principalement intervenue au cours des 3 dernières années, avec pratiquement 3 millions d'ha en plus chaque année !

18% de vaches en plus en 10 ans !

La progression du cheptel bovin brésilien n'a pas été un long fleuve tranquille : elle s'est effectuée par à-coups. Le principal saut a eu lieu entre le début des années 60 et le début des années 1980, puisque le cheptel a alors plus que doublé en 20 ans. Depuis, la progression s'est nettement



Source : GEB d'après IBGE et estimations FNP

ralentie, le cheptel gagnant 18% entre 1983 et 1993, puis 8% dans les 10 années qui suivirent. Il s'établit ainsi entre 167 et 185 millions de têtes selon les sources (cf encadré p 11).

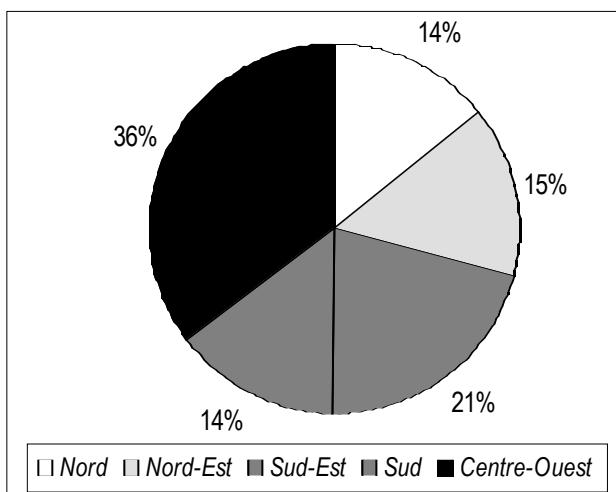
La progression numérique est également bien différente selon les régions. En 1940, l'essentiel du cheptel bovin brésilien était surtout élevé dans le Sud-Est, autour de São Paulo et dans le Minas Gerais, puis dans les pampas du sud du pays et dans le Nord-Est semi-aride. Le Centre-Ouest était encore peu représenté et le nord amazonien pratiquement pas.

La première progression a surtout été sensible dans le Sud-Est dans les années 40 et 50, avec le développement industriel de cette région. Puis le Sud a pris le relais dans les années 60 et 70 avec la mise en place d'abattoirs exportateurs, notamment vers l'Europe. Le cheptel du Centre-Ouest commençait alors à se développer fortement avec la colonisation agricole. C'est cette région qui va essentiellement tirer la croissance du cheptel dans les années 80 et 90, avec en outre l'émergence de la région Nord comme région d'élevage importante, alors même que le cheptel bovin du Sud stagne dès les années 80 pour diminuer ensuite. Au cours des années 90, ce sera au tour du cheptel du Sud-Est de reculer, tandis que les autres régions continuent à capitaliser.

L'évolution de ce cheptel a principalement accompagné l'ouverture de nouveaux pâturages, mais aussi l'intensification de ces pâturages, notamment avec l'introduction de nouvelles variétés fourragères.

D'ailleurs, si le cheptel bovin n'a globalement augmenté que de 8% entre 1993 et 2003, le cheptel de vaches a lui augmenté 2 fois plus vite, passant de 53 à 61 millions de mères. Donc ce ralentissement de la capitalisation est en trompe-l'œil : sur la dernière période, le cycle d'élevage s'est nettement accéléré, permettant de libérer des pâturages pour les vaches en abaissant l'âge d'abattage des bœufs.

● Répartition des 61 millions de vaches en 2002



Source : GEB d'après FNP

Un cheptel laitier essentiellement à double-fin

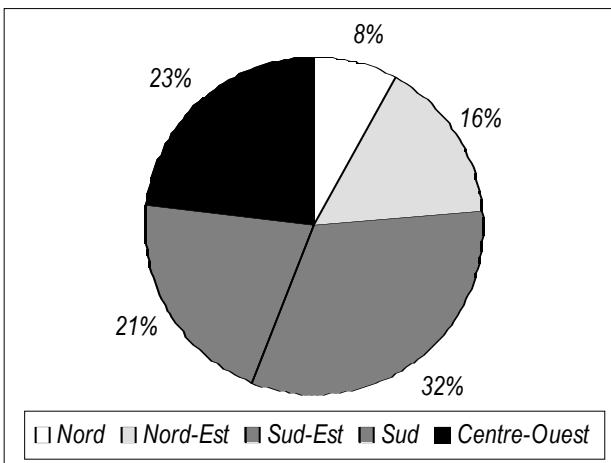
Il s'agit essentiellement d'un cheptel destiné à la production de viande. En 2003, 34 millions de bovins seraient à vocation laitière sur un cheptel global estimé à 167 millions par la FNP (voir encadré p 11), soit 1/5ème environ (15,7 millions de vaches laitières en 2003).

Ce cheptel laitier serait en croissance de 2 millions de vaches entre 1995 et 2003 d'après la FNP. Comme pour le cheptel bovin viande, cette croissance est surtout sensible dans les régions de colonisation : Centre-Ouest (+600 000 vaches depuis 1995) et le Nord amazonien (+400 000 vaches), mais aussi dans le Nord-Est (+500 000 vaches). Néanmoins, elle se poursuit aussi dans les zones d'élevage laitier traditionnel, même si c'est beaucoup plus lentement : +200 000 dans le Sud-Est et +300 000 dans le Sud. Tant et si bien que si les régions méridionales restent majoritaires dans le cheptel laitier brésilien, leur domination tend à s'éroder nettement.

Ce cheptel reste à très faible productivité, sans nette tendance à l'augmentation. La FNP l'estime à 4,9 litres/jour en 2002, soit 1300 litres/lactation. Cette productivité est bien différente selon les régions : entre 1800 litres/lactation dans le Rio Grande do Sul ou le Minas Gerais et moins de 900 litres/lactation dans le Nord et le Nord-Est, voire

même 400 litres dans le Mato Grosso do Sul (Centre-Ouest). Il s'agit surtout de races rustiques à double-fin, presque toujours croisées de zébus, qui fournissent des broutards pour la viande.

● Répartition des 16 millions de vaches laitières en 2002



Source : GEB d'après FNP

Ce cheptel laitier devrait continuer à se développer pour approvisionner une demande intérieure qui devrait croître et qui est fournie à 10% environ par des importations. Or chaque Brésilien ne dispose que d'environ 130 litres d'équivalent lait par an (estimation, car environ le quart de la production rentre dans le marché informel, et 1/7ème est autoconsommé), alors que les recommandations de la FAO prônent 200 équivalents litres de lait. Le plan "Fome Zero" (qui pourrait se traduire par : "en finir avec la famine") du nouveau gouvernement du président Lula Da Silva vise cet objectif, par l'intensification de l'agriculture familiale et l'augmentation des disponibilités alimentaires pour les plus pauvres.

Le principal obstacle au développement de la production laitière est le très faible prix payé aux producteurs, tout particulièrement depuis la fin du contrôle du prix du lait en 1991 et la libéralisation des importations en 1994. En effet, le prix s'établit à environ 0,4 à 0,5 Reais/kg selon les régions et les périodes sur les 6 derniers mois, soit 0,15 à 0,17 US\$/kg. Bien qu'il ait progressé depuis 2002, ce prix reste en dessous des coûts de production des grands élevages intensifs calculés par la FNP (entre 0,5 et 0,6 Reais/kg).

Ce bas prix explique aussi la stagnation de la productivité, avec une production avant tout basée sur les pâturages. La production laitière reste le plus souvent une production familiale, voire principalement de subsistance : dans le principal Etat laitier, le Minas Gerais, les 3/4 des producteurs livrent moins de 50 litres par jour.

25 millions de petits ruminants, surtout pour l'autosubsistance

Quant aux autres cheptels de ruminants, ils occupent une part marginale dans l'occupation du territoire brésilien, même s'ils sont tous en croissance.

Les buffles seraient un peu plus d'1,1 million, essentiellement en Amazonie et notamment dans la gigantesque île de Marajo qui occupe l'estuaire commun des fleuves Amazone et Tocantins. Ce cheptel, qui a gagné 200 000 têtes en 10 ans, serait promis à un bel avenir d'après plusieurs chercheurs, grâce à sa bonne adaptation aux milieux naturels équatoriaux et aussi à son rendement en carcasse et la qualité de sa viande.

Les ovins sont pratiquement 15 millions, un chiffre stable depuis 1990. Il s'agit en réalité de 2 cheptels distincts. Le cheptel lainier (race Corriedale dominante) est élevé principalement dans la Pampa du Rio Grande do Sul et il est en forte baisse sur les 10 dernières années, passé de près de 6 à 4,5 millions de têtes. L'autre est à double fin lait-viande : c'est un élevage de subsistance pour les "minifundi" du Nord-Est, dans les Etats de Bahia, du Ceara, de Piaui... Il s'agit d'animaux de races rustiques (races Santa Iñes, Morada nova, Somali...), très bien adaptés à la sécheresse et aux conditions difficiles du Sertão. Ces ovins sont élevés la plupart du temps en troupeaux mixtes avec des caprins. Ce cheptel à double fin a gagné 1 million de têtes en 10 ans, s'établissant à 8 millions. Les autres ovins sont éparpillés un peu partout dans le pays.

Les caprins sont un peu moins de 10 millions et leur cheptel a fait un bond de 2 millions en 10 ans.

Ils sont principalement détenus par des "minifundi" du Nord-Est, pour moitié dans le seul Etat de Bahia. Les caprins jouent un rôle fondamental pour la sécurité alimentaire de milliers de familles, puisque les 2/3 sont détenus dans des troupeaux de moins de 100 têtes

■ Une incertitude importante sur le cheptel brésilien

La donnée considérée comme la plus fiable est celle issue du Recensement général de 1996, qui décomptait 153 millions de bovins. C'est la base sur laquelle a été recalée la plupart des estimations publiées par diverses sources.

L'organisme gouvernemental de statistiques (IBGE) qui a effectué ce recensement publie aussi une estimation de cheptel calculée à partir de l'enquête municipale qu'il effectue chaque année. Pour 1996, l'estimation tirée de cette enquête indique un cheptel supérieur de 5 millions de têtes à celui dénombré par le recensement.

Partant de ce constat, la compagnie de consultants privés FNP publie ses propres estimations. Elles partent de leurs réseaux d'information statistique et commerciale : la FNP conseille plusieurs milliers d'éleveurs et publie quotidiennement les prix de 24 régions agricoles. En effet, la FNP considère que beaucoup d'éleveurs, notamment les plus grands dans les régions de colonisation, déclarent un cheptel et des surfaces mises en valeur supérieurs à la réalité, à la fois pour bénéficier des aides gouvernementales à la colonisation agricole, mais aussi pour échapper aux expropriations qui menacent les terres improductives dans le cadre de la réforme agraire.

Ainsi, pour 2002, l'IBGE publie un chiffre de 185 millions de têtes pour le cheptel brésilien, alors que la FNP s'arrête à 167 millions, un écart de 10%.

Cet écart atteint 13% dans le Centre-Ouest et même 22% dans le Nord, alors qu'il n'excède pas 6% dans le Sud et le Sud-Est. Il est vrai que les structures sont beaucoup plus stables dans ces dernières régions mises en valeur de longue date.

En revanche, la différence joue à rebours pour le cheptel du Nord-Est, pour lequel l'estimation de la FNP est supérieure de 6% à celle de l'IBGE.

L'analyse régionale permet de mieux comprendre les évolutions qui sont actuellement à l'œuvre.

III - LA LONGUE MARCHE DU ZÉBU VERS LE NORD-OUEST

CENTRE-OUEST : Le front de colonisation en voie de stabilisation

Le Centre-Ouest ne comprend que 3 Etats (Mato Grosso, Mato Grosso do Sul, Goiás) plus le "district fédéral" de la capitale politique et administrative Brasilia. Très étendue, avec 19% du territoire brésilien, cette région n'héberge que 7% de la population.

C'est véritablement le Far-Ouest brésilien, où l'agriculture conquiert les "cerrados" depuis les années 60. A cette époque là, ce territoire immense était surtout voué à l'élevage naisseur, à la production de cultures vivrières comme le riz ou le haricot, à la production de charbon de bois. Malgré la très basse fertilité originelle des sols (acides et très déficitaires en phosphore notamment), la colonisation y a été très intense, surtout grâce à l'introduction de nouvelles techniques, d'abord pour l'installation de pâturages, ensuite pour les cultures. Le gain de terres pour l'agriculture et l'élevage a été considérable, le plus marqué de tout le Brésil : plus de 18 millions d'ha, moitié par défrichement de terres publiques, moitié par mise en valeur de terres autrefois improductives.

Depuis quelques années le soja y concurrence l'élevage comme moteur principal de cette conquête.

La surface de soja y a progressé de 1,8 million d'ha dans les années 90, mais surtout de 3 millions entre 1999 et 2003, pour atteindre 8 millions d'ha. Cette augmentation s'est faite pour $\frac{1}{4}$ par conquête de nouvelles terres et pour les $\frac{3}{4}$ par substitution à d'autres utilisations agricoles, pratiquement exclusivement par mise en culture de pâturages

permanents. C'est surtout au Mato Grosso, l'Etat le moins peuplé, le plus septentrional et le plus grand de la région, que le soja a explosé ces dernières années.

Les pâtures sont en expansion rapide, même si le rythme semble s'être ralenti depuis le milieu des années 90. Entre 1996 et 2002⁸, les pâturages naturels sont passés de 17 à près de 30 millions d'ha, mais, dans le même temps, les prairies semées perdaient pratiquement 2,5 millions d'ha, à l'inverse du mouvement observé au début des années 90.

L'expansion des prairies semble désormais terminée d'après la compagnie de consultants indépendants FNP. Pour les 10 années à venir, les prairies semées devraient même perdre 14% de leur surface et les pâturages naturels devraient régresser de 10%. Le tout aboutirait à une diminution des pâturages à 64 millions d'ha contre 73 millions en 2002, principalement au bénéfice des mises en culture de soja, voire de canne à sucre ou de maïs.

La hausse du prix des terres pousse à l'intensification

Le cheptel bovin a suivi l'expansion des pâturages depuis 10 ans puisqu'il est passé de 50,7 à 57,3 millions de têtes dans l'ensemble de la région selon la FNP, avec un chargement estimé à environ 0,8 bovin par hectare de pâturage.

L'évolution devrait être toute autre dans la décennie à venir, avec la poursuite de la croissance du cheptel qui devrait atteindre près de 60 millions de têtes en 2012 malgré le recul de la surface destinée au pâturage : le chargement dépasserait alors 0,9 bovin/ha.

⁸ Pour 2002, en absence de données statistiques disponibles par région pour les pâturages, on reprend les estimations de la compagnie de consultants brésilienne FNP, qui publie des rapports annuels vérifiables mines de statistiques et de renseignements divers, comme AnualPec pour l'élevage. Ces estimations ont été publiées dans l'article "Uma visão do futuro : a pecuária brasileira daqui a dez anos", figurant dans l'AnualPec 2003.

Ces prévisions reposent sur une importante intensification de l'élevage viande face à la hausse du prix des terres, sous la poussée des cultures, soja en premier lieu. Ainsi, entre fin 1998 et fin 2002, les prix des terres labourables ont été multipliés par 3 ou 4 dans le Centre-Ouest. Au Mato-Grosso, l'hectare labourable est passé de 550 Reais à près de 1 900 Reais⁹. Les pâturages ont suivi ce mouvement, en l'amortissant nettement cependant : le prix d'1 ha de pâturage dans le même Mato-Grosso est passé de 400 à 1 000 Reais durant le même laps de temps. Cela veut dire que l'incitation à mettre en culture est de plus en plus forte. Et c'est un changement total pour cet Etat récent, qui n'a été séparé de son homonyme du Sud qu'en 1979 et fait encore partie de "l'Amazonie légale", dont le statut offrait jusqu'il y a peu des avantages fiscaux importants en échange du coût du défrichement.

L'intégration agriculture-élevage

La concurrence entre cultures et pâturages joue de plusieurs manières. Bien sûr, la terre peut tout simplement être cédée par un éleveur à un cultivateur, le premier montant plus au nord pour coloniser de nouveaux pâturages, là où les terres sont beaucoup moins chères : c'était le processus historique du front pionnier. Mais, de plus en plus, des entreprises sollicitent les propriétaires de pâturages pour les mettre en culture : c'est la pratique de l'"arrendamento". Il s'agit encore d'un contrat de fermage, mais un contrat où le propriétaire reste sur sa terre, délégant simplement la mise en culture à une entreprise. Quand il s'agit de pâturage dégradé, le propriétaire ne touche rien durant les 2 premières années, puis 3% de la récolte la 3ème année, 4% la 4ème année, puis 5% de la récolte dans le cadre de contrats d'au moins 5 ans.

Une bourse de contrats de fermage a été mise en place dans les régions du Sud-Est (Minais Gerais, São Paulo...) pour faciliter l'accès le plus large à ces pratiques. D'après ses concepteurs, il s'agit d'une alternative sérieuse et plus rentable pour tout

le monde que la réforme agraire : en effet, un propriétaire qui sous-exploite sa terre peut alors aisément en tirer davantage, tandis que des agriculteurs installés sur des surfaces trop étroites, souvent dans le Sud, peuvent ainsi développer leur entreprise, valoriser leur matériel et leur savoir-faire. Néanmoins, ce type de contrat est bien sûr inaccessible aux petits agriculteurs ou aux paysans sans terre qui n'ont pas les moyens d'avoir accès au matériel nécessaire ou à ces "bourses".

Les initiateurs de la "bourse des fermages" estiment qu'il y a 90 millions d'ha de pâturages dégradés au Brésil : c'est principalement là qu'il faut chercher la zone d'expansion des cultures. En outre, "cela finira par profiter aussi à l'élevage", avec l'inclusion des pâturages semés dans les rotations et l'amélioration marquée de la fertilité des sols.

L'élevage très concentré dans le Centre-Ouest

Cette intensification sera sans doute aussi facilitée dans cette région du Centre-Ouest par la taille des structures. Les exploitations y sont les plus grandes du Brésil : selon le recensement de 1996, 15 000 exploitations de plus de 1 000 ha (6% du total des exploitations de la région) détenaient plus de la moitié du cheptel bovin, tandis que plus de 150 000 fermes de moins de 100 ha ne cumulaient que 12% du cheptel bovin. Cette concentration est extrême dans le Mato Grosso, où 6 000 fazendas de plus de 1 000 ha hébergent les 2/3 du cheptel de l'Etat, soit une moyenne de près de 3 500 têtes par élevage.

Il est évident qu'une région aussi grande est très disparate.

Naisseurs exclusifs dans le Pantanal

Dans la plaine d'effondrement du Pantanal, les possibilités d'activités économiques sont limitées : la chasse et la pêche y sont pratiquées de très

⁹ Il faut fin mai 2004 environ 3,8 Reais pour 1 Euro. La parité moyenne était de 3,48 Reais pour 1 Euro en 2003.

longue date, mais de nombreuses espèces sont désormais protégées ; la ruée vers l'or a été à l'origine de la colonisation de l'espace, mais les gisements sont épuisés ; reste l'élevage qui ne peut être que naisseur vu les conditions pédo-climatiques très difficiles.

Le chargement est en moyenne d'une vache et sa suite pour 5 à 10 ha de prairie. La productivité tant fourragère qu'animale y est très faible, ne permettant pas de dépasser un taux de sevrage d'environ 45%, à cause de la faible fertilité des femelles et de la forte mortalité des veaux, surtout en saison des pluies : il n'est pas rare d'observer les prédateurs (les "jacarés", alligators locaux, les jaguars, les pumas...) en visitant les fazendas.

Avec de tels systèmes, l'engraissement est impossible et la vocation de la région est de vendre des animaux maigres de 1 à 4 ans aux engrasseurs des "cerrados" voisins. Le Pantanal Brésilien comptait environ 6 500 fazendas élevant 4 millions de bovins en 1996, dont 1,6 million de vaches. Les voies de développement pour ces éleveurs consistent à diversifier leur activité vers le tourisme intégré notamment et aussi à valoriser les produits de l'élevage comme avec le "veau biologique du Pantanal".

Un important cheptel laitier

Mais le Centre-Ouest inclut aussi des zones beaucoup plus fertiles, comme la vallée du fleuve Araguaia, qui délimite Mato Grosso et Goais, où les éleveurs pratiquent le "cycle complet", du naissance à l'engraissement final, ou encore la région laitière à la limite des Etats de Goais et du Minas Gerais. Ainsi l'Etat de Goais compte-t-il près de 1,9 million de vaches laitières en 2003, ce qui en fait le 2ème Etat brésilien le plus important pour ce cheptel, et représente près du tiers du cheptel de vaches de l'Etat (6 millions en tout).

Ce cheptel laitier atteint aussi près de 1,1 million de vaches au Mato Grosso do Sul, sur 8,6 millions de vaches, mais seulement 600 000 têtes au Mato Grosso (du Nord) sur un total de 7 millions de vaches.

Ce sont donc près d'un sixième des 21,7 millions de vaches du Centre-Ouest qui sont plutôt destinées à la production laitière, mais qui sont pour la plupart à double fin, et dont les veaux rentrent sans problème dans le filière viande.

L'engraissement se développe

Avec la progression des cultures et l'intégration montante de l'agriculture et de l'élevage, l'engraissement est pratiqué de façon croissante dans ces régions, même si elles restent davantage orientées vers la fourniture de broutards aux engrasseurs du Sud-Ouest. Ainsi, si on se fonde sur les estimations de la FNP, la production de bœuf en équivalent carcasse représentait 38 kg par bovin en 2002, contre une moyenne brésilienne à près de 43 kg. Ce ratio était particulièrement bas dans le Mato Grosso, avec 31 kg, indiquant une vocation davantage naisseur.

Les performances du troupeau du Centre-Ouest apparaissent assez élevées, avec une estimation moyenne à 72% de veaux sevrés par vache pour 2003, un peu supérieure à celle du Brésil dans son ensemble.

Le SUD-EST industriel et urbain reste le centre nerveux de la filière

Cette région couvre 4 Etats, 2 très grands et agricoles : Sao Paulo et Minas Gerais, et 2 plus petits et côtiers : Rio de Janeiro et Espírito Santo. Couvrant 11% du territoire national, la région héberge aussi 43% de la population brésilienne et 55% des entreprises : toute l'industrie lourde, la majeure partie des industries de pointe, des services... C'est vraiment le cœur de l'économie brésilienne et aussi du complexe agro-industriel, qui étend ses réseaux dans les régions voisines : au Sud dans le Paraná et à l'Ouest dans les états de Goias et du Mato Grosso do Sul.

A l'inverse, certaines zones restent en dehors de ce développement agro-industriel, comme les marges nord de la région, qui se rapprochent davantage du Nord-Est semi-aride ou comme les franges de terres escarpées à proximité de la côte, où subsiste la Mata Atlantica originelle.

C'est dans cette région que se sont succédés sans interruption les différents cycles de produits d'exportation depuis celui du café.

Le recensement de 1996 indique une surface totale de 64 millions d'ha exploités par les établissements agricoles, dont 10,5 en cultures, 20,5 en pâturages semés et 17,5 en pâturages naturels.

Dans la décennie 90, les surfaces agricoles auraient encore progressé de plus d'un million d'ha. C'est le solde de deux mouvements contradictoires. D'un côté, 4,6 millions d'ha de terres naguère improductives ou en forêts étaient intégrées à l'espace agricole. De l'autre, 3,3 millions d'ha agricoles ont été perdus, principalement pour des infrastructures ou par urbanisation.

Progression des prairies semées

Les pâturages semés ont nettement conquis le territoire durant la décennie 90 : +3 millions d'ha, au détriment principalement des pâturages naturels qui ont perdu 1 million d'ha et aussi grâce au défrichement. Depuis 2000, cette intensification s'est encore renforcée. Les prairies semées couvriraient 29 millions d'ha en 2002, alors que les pâturages "natifs" n'occuperaient plus que 10 millions d'ha.

Cette intensification des pâtures répond à la hausse des prix des terres : dans l'état de São Paulo, ils battent des records à près de 4 000 Reais/ha en 2002, en ayant plus que doublé depuis 1998, et ils se situent aujourd'hui à 80% des prix des terres cultivées.

Cependant, les projections à l'horizon 2012 indiquent une diminution de 3 millions d'ha des pâturages semés, au profit des cultures.

Estimé à 0,9 bovin par hectare, le chargement moyen des pâturages est le plus élevé du Brésil. L'intensification s'est surtout réalisée par un raccourcissement du cycle et une production supérieure de viande par ha : le niveau estimé par la FNP est de 48 kg équivalent carcasse par ha de pâturage en 2002.

L'intensification prévue par cet organisme à l'horizon 2012 serait de grande ampleur puisqu'elle permettrait une production moyenne 59 kg de viande par animal présent, avec un chargement passant à 1 bovin/ha de pâturage.

Quant au naissage, il affiche également des performances honnêtes, avec un taux moyen de 77 veaux sevrés pour 100 vaches présentes d'après la FNP. Cependant, le seul Etat de São Paulo affiche des performances nettement meilleures avec 90% de taux de sevrage, contre seulement 70% dans le Minas Gerais, handicapé par ses régions semi-arides du nord ou montagneuses du sud.

Grosse poussée du soja et de la canne à sucre

Dans les années 90, l'avancée du soja avait été très discrète, mais elle s'est considérablement accélérée depuis 2000, pour atteindre 1,5 million d'ha, une progression de 40% en 3 ans. La culture qui a le plus progressé depuis le début des années 90 est la canne à sucre, avec 0,8 million d'ha supplémentaires pour atteindre 3,3 millions d'ha en 2003.

Le café reste une spéculation importante dans la région, avec plus de 2 millions d'ha, ayant regagné depuis 3 ans le terrain perdu durant la décennie passée. En revanche, le coton a pratiquement disparu du paysage alors qu'il occupait encore près d'un demi-million d'ha au début des années 90.

Les cultures vivrières ont franchement reculé. C'est surtout le cas du riz qui a perdu ½ million d'ha pour ne plus être que marginal dans la région, mais aussi du maïs, qui a perdu 10% de sa surface en 13 ans pour se stabiliser aux alentours de 2,4 millions

d'ha. En revanche, la culture du haricot résiste mieux, occupant environ 0,7 million d'ha.

Ce panorama est donc bien celui d'une région agro-exportatrice, qui joue sur de multiples tableaux : viande bovine bien sûr, mais aussi lait (un tiers du cheptel national), soja, sucre et éthanol, café, sans oublier les fruits. Même la production de viandes blanches n'est pas absente dans la région, avec le quart de la production de poulet et le cinquième de celle de porc.

La zone la plus fertile de la région, la plus riche aussi en industries de transformation, est le nord-ouest de l'Etat de Sao Paulo et le "triangulo Mineiro" voisin, la pointe occidentale de l'Etat du Minas Gerais qui s'enfonce entre celui de Sao Paulo et celui de Goias. Toute cette zone est celle où les contrats d' "arrendamento" sont les plus fréquents pour la mise en culture de grandes portions de pâturages dégradés.

Au SUD, l'élevage bovin plafonné

Région la plus petite du Brésil, avec seulement 7% de la superficie, elle regroupe 3 Etats : le Parana, Santa Catarina et le Rio Grande do Sul. C'est une zone frontalière à double titre : politique, jouxtant l'Uruguay, l'Argentine et le Paraguay ; et climatique puisque cette région est en presque totalité en zone tempérée, sauf le nord-ouest du Parana qui peut être assimilé au Nord-Ouest de l'Etat de Sao Paulo.

C'est aussi une zone de population dense, puisqu'elle héberge 15% de la population brésilienne et une zone économiquement développée, avec 24% des entreprises du pays. Comme dans le Sud-Est, l'agriculture reste pourtant un moteur de l'économie, avec 16% du PIB de la région en 2000.

Lors du dernier recensement agricole en 1996, 44 millions d'ha étaient exploités par 1 million d'exploitations agricoles, dont 12,3 millions d'ha en cultures : c'était de loin le taux de mise en

culture le plus élevé au Brésil et même la plus grande surface consacrée aux productions végétales en termes absolus. Ce qui est cohérent avec une répartition du territoire parmi les moins inégalitaires au Brésil, avec encore une multitude d'exploitations familiales de polyculture-élevage.

Toujours plus de cultures

Depuis 1999, les cultures ont encore accru leur emprise, d'une part par intégration de terres naguères improductives, d'autre part par retournement de pâturages "natifs".

Ainsi le soja qui avait perdu 0,5 million d'ha dans la première moitié des années 90, a regagné 2,5 millions d'ha depuis 1995 : cette culture occupe en 2003 7,5 millions d'ha pour moitié au Rio Grande do Sul et pour moitié au Parana. Alors que le soja OGM introduit en fraude semble avoir conquis une grande partie de l'état le plus méridional, gouvernement et agriculteurs d'autres Etats résistent à cette pénétration : bien sûr à cause des barrières légales (voir encadré), mais aussi parce que les variétés actuellement sur le marché correspondent mal aux conditions pédo-climatiques tropicales. Ce n'est donc pas, comme en Argentine, le soja OGM qui a enclenché le boom récent, mais il semble bien y participer au Rio Grande do Sul notamment. En outre, soja OGM ou pas, les techniques de semi direct semblent se répandre rapidement dans ces régions tempérées.

Malgré une compétition directe pour l'utilisation du terrain, l'expansion du soja n'a pas trop nui à la culture du maïs sur la période la plus récente. Ainsi, les surfaces en maïs ont augmenté de 1990 à 1994 quand le soja reculait, et l'inverse s'est produit entre 1995 et 1999. Mais, depuis 2000, surfaces en maïs et en soja gagnent simultanément du terrain. Le maïs dépasse désormais les 5 millions d'ha.

D'ailleurs, les céréales en général font un bond dans cette région tempérée depuis le milieu des années 90. Le blé d'abord, qui n'est pratiquement cultivé au Brésil qu'au Parana et au Rio Grande do

Sul, dont les surfaces étaient tombées à 1 million d'ha en 1995, a rebondi à 2,5 millions d'ha en 2003. De même, le riz se maintient bien, occupant 1,2 million d'ha en 2003 (surtout dans le Rio Grande do Sul, qui représente à lui seul le tiers de la sole rizicole brésilienne).

En revanche, le haricot est ramené à moins d'1 million d'ha, perdant le tiers de sa surface en 10 ans.

Au bilan, la sole cultivée a très fortement progressé dans cette région sur la dernière période, passant à 17,5 millions d'ha en 2003 pour les seules cultures annuelles. Cependant, ces hectares peuvent être comptés 2 fois dans la même année : cette région a pour particularité d'offrir facilement la possibilité d'une deuxième récolte annuelle, notamment en blé, en maïs, en haricot ou encore en céréales secondaires (avoine, orge, sorgho...)¹⁰. Ces secondes cultures ont plus que doublé en 4 ans, passant de 2 à 4,4 millions d'ha en 2003, surtout en blé et maïs. Dans le même temps, les premières cultures n'ont vu leur emprise progresser que beaucoup plus lentement, passant de 12 à 13 millions d'ha.

D'après la FNP, la région comptait en 2002 près de 32 millions d'ha de pâturage, dont 24 en pâturages permanents (essentiellement dans les pampas du Rio Grande do Sul, 17 millions d'ha) et 8 millions d'ha en prairies semées. Ces dernières semblent avoir beaucoup progressé depuis le milieu des années 90.

Le bétail en revanche est resté stable, sous les 26 millions de têtes : le chargement serait plutôt en baisse, même s'il est toujours parmi les plus élevés au Brésil, avec une moyenne de 0,8 bovin à l'hectare. De même, la production par hectare est estimée à environ 41 kg de carcasse, 20% sous celle de la région Sud-Est, malgré un taux de sevrage particulièrement élevé, à environ 79%. Elle est plus élevée dans les petits élevages du

Parana et de Santa Catarina (où plus de la moitié du cheptel est élevé dans des exploitations de moins de 100 ha) que dans ceux de la pampa du Rio Grande do Sul, où dominent de grandes structures (20% du cheptel dans 2 000 fazendas de plus de 1 000 ha).

Fief de l'élevage bovin viande dans les années 60 et 70, notamment avec ses bovins de races européennes et ses prairies tempérées, cette région perd du terrain dans la filière viande du pays, mis à part le Nord-Ouest du Parana qui est embarqué dans un développement régional partagé avec le Mato Grosso do Sul et l'Etat de São Paulo. Ainsi le prix des pâturages du Parana s'est-il aligné sur celui de ses voisins à 3 500 Reais/ha, tandis que celui du Rio Grande do Sul reste très en retrait, à 1 500 Reais/ha.

A l'horizon 2012, la FNP prévoit une poursuite de cette tendance : un cheptel qui perdrait 1 million de têtes sur des pâturages réduits de 4,5 millions d'ha. La production augmenterait certes sensiblement, à 1,46 million de tonnes à l'échelle de la région (53 kg éc par ha), mais la contribution de la région Sud à la production brésilienne serait ramenée à 16% contre 20% au milieu des années 90.

La filière viande bovine semble se faire distancer par des filières en plein essor : soja et céréales bien sûr, mais aussi production de viandes blanches dont toute la région constitue le cœur. En 2003, les 3 Etats du Sud ont réalisé ensemble 45% de la production porcine et 56% de la production de poulet du Brésil. Les productions hors-sol connaissent un essor fulgurant : la production de poulet y a été multipliée par 2 en 6 ans et celle de porc a gagné 20% (2 millions de têtes) depuis le milieu des années 90.

¹⁰ En 2003, d'après l'IBGE, la région Sud représente la moitié des 9 millions d'ha où est pratiquée une 2ème récolte annuelle (voire une 3ème dans le cas du haricot). Le reste des terres en double production annuelle est réparti entre le Centre-Ouest (2,3 millions d'ha, essentiellement en maïs et sorgho), le Sud-Est (1 million d'ha, en maïs et céréales secondaires) et le Nord-Est (1,2 million d'ha, essentiellement du haricot).

■ **L'imbroglio des OGM au Brésil**

Alors que les cultures d'OGM étaient illégales, le soja OGM semble bien avoir fait une percée depuis 5 ou 6 ans dans les régions frontalières de l'Argentine et du Paraguay : Mato Grosso do Sul, mais surtout Rio Grande do Sul. Et, malgré la loi fédérale, les récoltes finissaient toujours par être autorisées à la vente à titre dérogatoire, année après année.

Tant et si bien que le soja OGM, RR (résistant au glyphosate) dans sa grande majorité, a fini par représenter 12% de la récolte brésilienne en 2002-2003 et plus des 2/3 de celle du Rio Grande Do Sul.

Le nouveau gouvernement a pris acte de cet état de fait, et après avoir autorisé le semi d'OGM pour la seule saison 2003-2004 en septembre 2003, a édicté une loi encadrant strictement la production d'OGM en décembre dernier. Cette loi précise en particulier que la commercialisation de semences OGM est interdite (seule l'usage des semences autoproduites est autorisé) ; que le dépôt de licence, de patente ou de brevet de commercialisation reste interdit pour les semences OGM au Brésil ; que chaque agriculteur produisant et commercialisant des récoltes OGM doit signer une " reconnaissance de responsabilité et de bonne conduite ", au titre duquel il sera considéré avec ses collègues comme juridiquement et financièrement responsable en cas de dommage quelconque à l'environnement, de contamination croisée... ; enfin cette loi de décembre 2003 instaure l'étiquetage obligatoire des récoltes OGM avec un seuil de détection de 1%.

Autant de gardes-fou qui ne convainquent pas les opposants au soja OGM, notamment les gouverneurs et les représentants des agriculteurs de l'Etat du Parana, qui craignent avant tout de perdre leurs marchés à l'export vers l'Europe en particulier.

encore Fortalezza. Une bonne partie de celle qui s'entasse dans les bidonvilles provient des zones rurales intérieures, chassée par les sécheresses, souvent en prélude à une émigration plus lointaine, vers les grandes métropoles du sud brésilien ou bien sur les fronts pionniers d'Amazonie.

D'après Hervé Théry (voir partie 1), la région ne s'est jamais remise de l'écroulement de l'économie sucrière et ses ressources (en hommes et en argent) ont littéralement été pompées par le développement du sud du Brésil. Le Nordeste semble en effet avoir peu bénéficié du mouvement d'industrialisation des années 50 à 80 et son agriculture se résume trop souvent à la juxtaposition de grandes exploitations d'élevages extensifs et d'une multitude de minifundi qui ont bien du mal à survivre. Le cheptel bovin était ainsi réparti en 1996 à 49% dans les 1,6 million d'exploitations de moins de 100 ha (le tiers de l'ensemble des fermes brésiliennes) d'un côté et 11% dans quelques 7 000 fazendas de plus de 1 000 ha. La part de cheptel détenu par les grandes fazendas monte à 14% dans l'Etat de Bahia et à 19% dans celui de Maranhao, les deux Etats les plus bovins de la région.

Les conditions pédo-climatiques sont très diversifiées, entre franges côtières plus arrosées et cultivées en canne à sucre, en arboriculture fruitière, en cacao ou en tabac, vallées fertiles (fleuve Sao Francisco qui s'étend jusqu'au Minas Gerais), steppe à palmier qui est la zone de transition avec la forêt amazonienne dans l'Etat du Maranhao... Même la steppe intérieure (le "sertão") présente une grande diversité, entre poches quasi-désertiques et oasis d'altitude ou de vallée.

Au plan statistique, d'après le recensement de 1996, 78 millions d'ha relevaient d'exploitations agricoles, mais seulement 10 étaient cultivés. 32 millions d'ha étaient en pâturages (dont 12 de prairies semées), 4 autres étaient en jachère et le reste était classé soit en forêts, soit en territoire improductif (13 millions d'ha).

Dans la 2ème moitié des années 90, ce territoire

Au NORD-EST, agriculture et élevage semblent rebondir

Le "Nordeste" est la région où est né le Brésil colonial, mais c'est aussi aujourd'hui la région la moins développée, où les contradictions sociales sont les plus fortes. Les 9 Etats de la région, souvent les plus morcelés, histoire oblige, couvrent 18% du territoire national, à peu près comme le Centre-Ouest. Mais la densité de population y est beaucoup plus élevée avec près de 30% de la population brésilienne. Cette population est essentiellement concentrée dans les mégapoles côtières, comme Salvador de Bahia, Recife ou

exploité par les agriculteurs a reculé de près d'1 million d'ha, avec une amputation de presque toutes les cultures, principalement des vivrières (haricot, manioc, maïs notamment), traduisant bien un mouvement de disparition de nombreux minifundi. Mais les cultures industrielles ne se portaient pas mieux : la canne à sucre, emblématique de la région, reculait comme le coton. Seuls le soja (+300 000 ha) et surtout les prairies semées (+1,5 million d'ha) ont alors progressé.

Renversement de tendance depuis 2000

Depuis 2000, on assiste à une nette reprise des cultures. Le soja continue à tirer l'ensemble, gagnant 50% de superficie entre 1999 et 2003, mais il n'occupe encore que 1,2 million d'ha. La canne à sucre elle-même a regagné 23% à 1,3 million d'ha, même les cultures vivrières ont repris : +23% pour le maïs (2,9 millions d'ha en 2003), +9% pour le haricot (2,4 millions d'ha), +27% pour le manioc (0,8 million d'ha).

Parallèlement, les prairies semées semblent avoir encore considérablement progressé, passant à 19 millions d'ha d'après la FNP. Cela a permis l'expansion du cheptel bovin, qui serait passé de 22,7 à 25,4 millions de têtes entre 1996 et 2002. Cependant, le chargement reste de loin le plus faible du Brésil : estimé à 0,3 bovin/ha de pâturage en 2002 par la FNP.

Expansion des petits ruminants

Les bovins ne sont pas les seuls ruminants : la quasi-totalité du cheptel caprin brésilien est élevé dans la région et environ la moitié des ovins. Le premier est en expansion rapide depuis le milieu des années 90, passant de 7 à 9 millions de têtes en 2003 : les caprins sont élevés en petites troupes principalement dans les micro-exploitations, et c'est d'ailleurs un axe du plan "Fome Zero" que de distribuer des chèvres aux familles rurales pour éviter la malnutrition. Les ovins sont détenus dans le même type de troupeaux, mais leur progression

a été moindre : de 7,1 millions en 1996, ils sont passés à tout juste 8 millions en 2003. Néanmoins, même en ajoutant ces quelques 16 millions de petits ruminants, le chargement des pâturages reste très faible.

Les performances au sevrage sont aussi les plus faibles du Brésil, ce qui est bien en accord avec la description de cet élevage extensif et précaire. Néanmoins, il se serait notablement amélioré depuis les années 90, atteignant tout juste 60% de veaux sevrés par mère.

Cette relative intensification des pratiques est sensible sur le prix des terres, dont l'augmentation reste toutefois modérée en comparaison avec ce qui se passe dans le reste du pays. L'hectare de pâturage s'est apprécié de 90% entre 1998 et 2002 dans l'état de Bahia, mais a à peine augmenté dans celui de Maranhão.

La FNP parie sur un développement continu du cheptel bovin à l'horizon 2012, qui passerait de 25,4 à près de 31 millions de têtes, un développement qui s'appuierait sur la croissance des prairies semées d'environ 1 million d'ha supplémentaires, et aussi par une intensification de la conduite des pâturages "natifs". Globalement, la production passerait de 1 à 1,4 million de têtes entre 2002 et 2012, soit une des plus fortes hausses du pays (après celle du Nord).

Cependant, quand on analyse en détail ces prévisions, on se rend compte que ce " cercle vertueux " de la production bovine concerne essentiellement 2 Etats de cet ensemble. Bahia d'abord, de loin le plus étendu de la région et qui possède une frange occidentale plus savane que steppe (l'état de Bahia a un cheptel de 10,4 millions de bovins en 2002, qui pourrait monter à 12 en 2012). Et surtout Maranhao qui est le second en superficie et bénéficie d'un climat moins aride, en transition avec les conditions amazoniennes (de 4,3 millions de bovins en 2002, il pourrait monter à 6,5 en 2012). Les autres Etats verraient leur situation s'améliorer beaucoup plus lentement.

La colonisation du NORD : la solution ou le problème ?

Cette région du Nord est la plus mouvante. Elle n'est totalement cartographiée que depuis peu et c'est surtout la région de tous les fantasmes : fantasme d'expansion continue, de nouvelle frontière sans limite pour les Brésiliens, fantasme de poumon vert à vocation mondiale pour les écologistes de tous pays. La concurrence pour l'espace et les ressources naturelles y est féroce depuis la dictature militaire qui a initié le nouveau cycle de conquête depuis la fin du boom du caoutchouc. Ce sont d'abord les populations indigènes qui paient comme d'habitude un prix exorbitant. Mais ce sont aussi les pionniers souvent chassés du Nordeste par la pauvreté qui essaient de faire leur trou dans la forêt. C'est trop souvent une zone sans loi ni loi, propice à attirer aventuriers de tout poil.

Dans un tel contexte, la production agricole et l'élevage sont fatalement restés très longtemps des activités essentiellement extractives, visant soit à approvisionner les marchés locaux (très limités), soit à exporter des denrées non périssables (le bois, le cuir, la viande séchée, les fruits secs...) vers les villes de la côte ou au delà des mers.

Aujourd'hui, ce "Nord" couvre près de la moitié de la superficie du Brésil, 45% exactement, partagé entre seulement 7 Etats, dont 2 géants : Amazonas et Para. Seulement 13 millions d'habitants, moins de 8% des Brésiliens, y vivaient en 2000.

La colonisation agricole est principalement sensible le long des axes de communication (notamment la fameuse "transamazonienne") et au sud du gigantesque fleuve : la rive gauche reste encore en marge de ce mouvement.

Cette colonisation est visible sur les cartes et dans les chiffres. Dans la décennie 90, les exploitations agricoles ont étendu leur emprise de 3,6 millions d'ha. Le recensement 1996 indique 58 millions d'ha relevant d'une activité agricole, dont seulement 2 millions en culture (pour 1/3 permanente), 9,6 millions d'ha de pâturage "natif" et 14,8 millions d'ha de prairies semées, le reste demeurant en forêt.

En 2003, les cultures annuelles restent limitées à 1,4 million d'ha et ne progressent pas. Sont principalement représentées les cultures vivrières de riz (0,5 million d'ha), de maïs (0,5 million d'ha), de haricot (0,2 million d'ha) et de manioc (pérenne, 0,5 million d'ha). Les cultures pérennes ne représentent qu'un peu plus d'un demi-million d'ha mais sont très importantes pour la rentabilité des exploitations : c'est grâce à ces cultures de rente installées sur les terres les plus fertiles (poivre, cacao, fruits les plus divers...) que les premiers colons venant du Sud du pays ont pu capitaliser. Ceux qui sont venus ensuite (souvent du Nord-Est) se sont vu affecter des terres en général beaucoup moins fertiles, et n'ont pas pu planter durablement de nouvelles cultures, ce qui les a cantonnés à l'exploitation des bois et à l'ouverture de prairies.

En revanche, les pâturages continuent à s'ouvrir : en 2002, la FNP les estime à 26 millions d'ha, dont 16 millions de "prairies semées". L'essentiel de ces prairies semées seraient ouvertes dans le Para (6,3 millions d'ha) et dans le Tocantins (5 millions d'ha). Selon cet organisme, l'expansion ne devrait pas se poursuivre d'ici 2012, puisqu'il prévoit des "pâturages natifs" en recul de 1 million d'ha et une progression des "prairies semées" de seulement 0,5 million d'ha.

On peut toutefois s'étonner du cheptel élevé sur ces surfaces : il serait passé de 17,9 millions de têtes d'après le recensement de 1996 à 23,2 millions en 2002. Ce qui aboutit à un chargement moyen calculé supérieur à 0,9 bovin/ha. Or la FNP prévoit une poursuite de la capitalisation bovine à 31,5 millions de têtes à l'horizon 2012, ce qui supposerait un chargement approchant les 1,4 bovin/ha de pâturage, ce qui est possible sur une exploitation bien menée, mais qui paraît difficilement envisageable à l'échelle d'une région aussi grande et disparate. Si le décompte du cheptel est réaliste, alors c'est sans doute l'estimation des surfaces en pâturages, notamment en "pâturage natif", qui est très sous-estimée.

Un élément qui corrobore cette probable poursuite de la colonisation de terres est la forte hausse du

prix de ces terres : les terres de pâturages auraient vu leur prix multiplié par 1,7 entre 1998 et 2002 au Tocantins. Même au Para, pourtant beaucoup moins bien desservi, le prix du pâturage aurait été multiplié par 2 en 4 ans. Dans ces conditions, l'incitation à l'ouverture de nouveaux pâturages reste forte, même si les prix restent en valeur absolue moitié inférieurs à ceux du Centre-Ouest (600 Reais/ha dans le Tocantins, contre 1 000 Reais dans le Mato Grosso). En outre, la priorité donnée à l'élevage est visible aussi sur ce marché du foncier, puisqu'un hectare de terres cultivables se vend à peine plus cher qu'un hectare de pâturage.

A part l'incertitude sur le chargement pratiqué dans cette région Nord, les statistiques de l'élevage amazonien font ressortir une relative intensité, avec par exemple un taux de veaux sevrés par vache atteignant 70%, dans la moyenne brésilienne. C'est cette bonne maîtrise technique qui pousse les prévisionnistes de la FNP à envisager une production qui passerait de 530 000 tēc en 1996, à 770 000 tēc en 2002 et surtout à 1,36 million de tēc en 2012, ce qui serait la croissance de loin la plus élevée du Brésil.

L'eldorado bovin amazonien

Avant 1970, l'Amazonie était très peu habitée. Seule 1% de la forêt native avait disparu depuis l'arrivée des premiers Européens, cinq siècles auparavant. La colonisation s'opérait alors le long des voies navigables (pas moins de 25 000 km), car le bateau était le seul moyen de transport dans un environnement qui apparaissait impénétrable par les terres. Ce n'est qu'à partir de 1970 que cette région fut cartographiée précisément.

Dans les années 70, le régime militaire brésilien a mis en place une politique de colonisation et de peuplement de l'Amazonie qui s'est traduite par la construction de routes et la mise en place de programmes d'immigration. Cette politique visait notamment à soulager les tensions sociales, dues à la croissance démographique et à la répartition inégale des richesses notamment foncières qui

s'exacerbaient dans le Nordeste et le Sud du pays. L'Etat accorda d'importantes concessions à des sociétés forestières et minières, offrit des avantages fiscaux aux investisseurs et accorda des parcelles aux migrants, pour l'essentiel des ouvriers et des paysans sans terre du Nordeste, mais aussi des petits agriculteurs du Sud du pays.

Entre 1970 et 2003, la déforestation a touché près de 16% de la surface de l'Amazonie : 653 000 km² ont changé d'état, soit l'équivalent de la surface de la France et du Portugal réunis. La colonisation agricole a surtout conquis des terres le long des axes de communication (notamment la Transamazonienne) et au sud du fleuve Amazone, la rive gauche étant encore épargnée. Les surfaces déboisées sont surtout transformées, à plus de 80%, en pâturages, et secondairement en cultures.

Une terre extrêmement disparate...

La végétation exubérante de l'Amazonie recouvre des sols fragiles, relativement peu fertiles et pauvres en matière organique. De plus des sols généralement acides qui freinent l'assimilation des plantes en phosphore, élément minéral déjà peu abondant. Malgré cela, la fertilité des sols est extrêmement variée : très faible dans les latosols, nettement meilleure dans les sols rouges qui présentent une carence légère en phosphore.

Chaud, avec une température moyenne de 26°C sur la quasi totalité du territoire et de faibles amplitudes thermiques, le climat amazonien connaît une pluviométrie variée selon les zones, avec des précipitations les plus abondantes sur la première moitié de l'année, les précipitations moyennes varient entre 1 000 et 4 000 mm. Elles passent de 2 000 mm/an dans le sud du Para à 4 000 mm/an au nord dans l'île de Marajo, avec une période sèche qui s'étale de quelques semaines au Sud à deux ou trois mois au Nord. Les sols composent une gamme qui s'étend des terres sableuses de la Guajarine, aux terres argileuses de la Transamazonienne en passant par les sols hydromorphes de Marajo, à l'embouchure de l'Amazone. La combinaison des facteurs

bioclimatiques crée des contextes agronomiques fort différents.

... comme la société locale

La diversité est aussi sociale avec des agriculteurs venus d'horizons différents : ceux de Marajo sont originaires d'Amazonie depuis plusieurs générations, les agriculteurs du sud du Para sont pour l'essentiel des migrants venus du Nordeste, d'anciens ouvriers agricoles fuyant la sécheresse. Quant à la transamazonienne, elle est colonisée pour l'essentiel par des agriculteurs et fils d'agriculteurs venus du sud du pays, où ils ne disposaient que de surfaces modestes.

Le fort développement de l'élevage bovin concerne aussi bien l'agriculture familiale que les grands domaines. Car la colonisation de l'Amazonie a reproduit et accentué la répartition inégalitaire des structures foncières qui prévaut au Brésil. D'après le recensement de 1996, les exploitations de moins de 100 ha, près de 90% des exploitations recensées, ne détenaient que 20% de la superficie agricole. A l'autre bout de l'échelle, 1% d'exploitations de plus 1 000 ha détenaient 45% des terres agricoles. Ainsi, le cheptel bovin se répartissait en trois tiers : un tiers dans les premières, les exploitations familiales, un tiers dans les 7 500 fazendas de plus de 1 000 ha et un tiers dans les exploitations de taille intermédiaire.

Deux grands types d'agriculture

Les fazendeiros possèdent de grandes surfaces, supérieures à 1 000 ha, sur lesquelles ils élèvent un troupeau allaitant ou à l'embouche. Ce sont généralement des patrons d'entreprises, des commerçants, des professions libérales qui ont investi dans le foncier. Ils vivent en ville, confient leur domaine à un gérant qui emploie des salariés à l'année, mais aussi des journaliers.

Dans l'agriculture familiale, plus diversifiée, l'élevage bovin n'est qu'une activité parmi d'autres, qui fournit du lait et de la viande. Les paysans cultivent le maïs, le haricot, le manioc et le riz, essentiellement pour l'autoconsommation. Ils bénéficient souvent de quelques cultures de rente sur les terres les plus fertiles, et ils aspirent surtout à accroître leur cheptel et à s'orienter davantage vers la production de viande, car l'élevage bovin est considéré comme une épargne sûre, facilement mobilisable, pour faire face aux aléas de la vie et le moyen de se constituer du capital. La famille vit sur place et l'emploi est exclusivement familial.

Une agriculture familiale en mouvement

En Amazonie, notamment sur les fronts pionniers, les systèmes agricoles connaissent des mutations rapides et profondes, comme le montre Vincent de REYNAL dans sa thèse consacrée à l'étude des systèmes familiaux agricoles dans la région de Marabé (Para)¹¹. Il distingue plusieurs stades. Au départ le paysan et sa famille se voient affecter par l'Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire (INCRA) une parcelle à défricher, de cent hectares tout au plus. Les surfaces sont presque entièrement sous forêt, elles sont difficiles d'accès (pas de routes). Les premières tailles commencent et les surfaces déboisées, 3 hectares par an en moyenne, sont mises en cultures vivrières (manioc, riz). La forêt joue un rôle essentiel dans l'alimentation de la famille, qui est réduite et jeune. Des bûcherons coupent le bois qui sert de monnaie d'échange plutôt défavorable pour le paysan. Pour satisfaire ses besoins monétaires, le paysan vend sa force de travail, le plus souvent à bas prix hors de l'exploitation au gré des opportunités. Dès qu'il le peut, il évite le travail à l'extérieur, très faiblement rémunéré, pour privilégier le déboisement et la mise en valeur de sa parcelle.

¹¹ "Agricultures en front pionnier amazonien, région de Marabé (Pará)". Vincent de REYNAL. Thèse pour l'obtention du grade de docteur de l'Institut national agronomique Paris-Grignon. Décembre 1999.

Autre source : " Le rôle de l'élevage bovin dans la viabilité agro-écologique et socio-économique des systèmes de production agricoles familiaux en Amazonie Brésilienne- le cas de l'Uruará (Pará). Laura Angélica FERREIRA. Thèse pour l'obtention du grade de docteur de l'Institut national agronomique Paris-Grignon. Décembre 2001.

Si le paysan résiste aux conditions de vie difficile de l'installation, vient ensuite l'étape durant laquelle il développe des cultures, introduit des pâturages, tout en poursuivant le déboisement de la partie encore forestière. Il introduit des pâturages pour y mettre par la suite des bovins, mais aussi pour accroître la valeur de son foncier dans le cas où il serait amené à vendre son petit domaine. Dans un environnement isolé et éloigné des centres urbains, l'élevage bovin est la production la plus sécurisante, la moins sensible aux aléas climatiques et qui offre une productivité du travail supérieure à celle des cultures annuelles.

Lorsque le troupeau bovin dépasse les 20 têtes, la place de l'élevage bovin devient centrale, même si les cultures de vente restent importantes. L'éleveur dégage des revenus de son troupeau qu'il réinvestit dans son système (création de clôtures, implantation de pâturage). Les défriches se poursuivent et sont utilisées la première année à la fois à produire du riz pour dégager un revenu et à planter de nouveaux fourrages. La forêt, qui peut encore occuper la moitié du lot, devient moins abondante en produits de cueillette (fruits et gibier) et oblige en retour le paysan à poursuivre le déboisement pour accroître les surfaces fourragères et le cheptel bovin. Entre le premier stade et celui-ci, il s'est écoulé dans le meilleur des cas entre quinze et vingt ans. Les enfants sont devenus adultes. La main d'œuvre familiale, beaucoup plus abondante, oblige l'éleveur à accroître encore son élevage pour permettre l'installation de ses enfants.

Dans le stade suivant, l'élevage bovin occupe une place hégémonique avec un troupeau de 50 têtes. Le travail familial est affecté aux travaux les moins pénibles, la gestion du troupeau, tandis que les travaux les plus pénibles échoient à des salariés temporaires.

Dans son fonctionnement, ce système se rapproche des exploitations "patronales", dans lesquelles le

propriétaire dirige l'exploitation, aidé de ses enfants, mais aussi de quelques salariés. Ces exploitations couvrent entre 100 et 1 000 ou 2 000 hectares et détiennent un cheptel compris entre 50 et 800 têtes. Au-delà ce sont des exploitations capitalistes, propriétés d'investisseurs extérieurs à l'agriculture. L'élevage bovin y est prédominant.

Une capitalisation difficile pour les petits paysans

Cette évolution se réalise lentement dans un environnement plutôt hostile. Les paysans généralement isolés sur leur lopin peuvent bien entendu s'appuyer sur l'entraide de proximité. Mais ils dépendent très rapidement de deux notables incontournables : le commerçant et le fazendeiro, le premier pour écouter leurs surplus de récoltes et pour acheter des semences, des engrains et quelques équipements ; le second pour valoriser certains pâturages et commercialiser leurs bovins. Ces deux notables peuvent être source de "faveurs" pour les paysans et leurs familles. Ces relations de dépendance sont à l'origine d'un système clientéliste.

Car si la terre est abondante, les moyens de la mettre en valeur sont plus rares. Il n'est pas très compliqué d'obtenir des pâturages. Sous ces latitudes, la biomasse fourragère devient rapidement abondante avec un semis de graminées fourragères après une culture de riz ou de manioc. Acquérir du cheptel et installer des clôtures nécessitent en revanche du capital. Pour y parvenir, les paysans ont deux solutions. Soit ils prennent en pension des animaux qui appartiennent à des éleveurs, soit ils vendent leurs terres dès lors qu'ils possèdent des titres de propriété. Selon Olivier TOPALL¹², la vente de terres n'est pas obligatoirement le signe d'un échec du fonctionnement du système, mais le résultat d'une stratégie familiale.

¹² "Effet de la défoliation et des caractéristiques du milieu sur la dégradation des peuplements fourragers en région de frontière agricole amazonienne. Région de Maraba, Para". Olivier TOPALL - Thèse pour l'obtention du grade de docteur de l'Institut national agronomique Paris-Grignon. Juin 2001.

L'élevage bovin bien adapté aux espaces déboisés...

L'élevage bovin apparaît bien adapté au contexte agro-climatique, selon les travaux du CIRAD. Les risques sanitaires sont maîtrisables, les principales pathologies ainsi que les moyens de lutte pour y remédier étant connus. Ce sont la fièvre aphteuse, la brucellose, les parasitoses externes et gastro-intestinales, les infections de l'ombilic sur les jeunes veaux, les plantes toxiques. La production de biomasse n'est pas limitante, car il existe une gamme de cultivars, graminées et légumineuses, importante pour répondre à la diversité des situations, même si l'acquisition de semences de qualité n'est pas toujours évidente. Longtemps considéré comme le signe d'une dégradation de la fertilité des sols, l'embroussaillement des pâturages résulterait le plus souvent d'une gestion trop extensive du système fourrager. Car très souvent, les éleveurs manquent de cheptel face à leurs disponibilités fourragères.

L'élevage bovin semble être l'activité agricole la plus adaptée dans des régions éloignées des pôles urbains et mal desservies en moyens de communication. Les bovins peuvent se déplacer par eux-mêmes en dehors de tout réseau routier et cette production peut se stocker sur pied. Dans ces régions humides, la conservation des récoltes végétales et leur transport sont beaucoup plus problématiques.

... mais qui alimente le front pionnier

L'élevage bovin apparaît comme une activité agricole lucrative, sans risque agronomique, avec peu d'aléas climatiques et économiques, d'autant que les prix sont très bien orientés. Toutefois, l'activité bovine favorise la concentration foncière et stimule l'avancée du front pionnier, car les petits agriculteurs peuvent difficilement constituer le capital bovin nécessaire.

Pour l'agriculteur qui ne dispose que de sa main d'œuvre familiale et de son petit pécule, il est plus

facile d'implanter des pâturages sur des surfaces déboisées que de se constituer un cheptel. Les exploitations familiales ont ainsi tendance à implanter des surfaces en pâturage supérieures aux besoins de leur troupeau pour deux raisons : d'une part s'approprier du foncier et valoriser la terre et d'autre part prévoir des surfaces pour la pratique de la pension. Par ce biais, des fazendeiros confient leurs animaux à des petits éleveurs qui en retour sont rétribués en nature. Cette aspiration à capitaliser en bovins tant des petits éleveurs que des fazendeiros participe à la logique de déforestation de l'Amazonie.

Expansion économique ou préservation écologique ?

Encore essentiellement recouverte de forêts tropicales et équatoriales natives, cette région suscite les passions et déchaîne controverses et oppositions entre d'un côté les milieux économiques et financiers et de l'autre les mouvements environnementalistes nationaux et internationaux.

Pour les premiers, la forêt amazonienne est un formidable gisement, en bois, en minerai et en surface agricole, dont l'exploitation contribuerait au développement économique du pays. Un espace qu'il faut impérativement coloniser.

Pour les seconds, l'Amazonie est un des derniers sanctuaires de la forêt native, qu'il faut préserver. Elle abrite sans aucun doute la plus grande variété de plantes de la planète, près de 60 000 espèces végétales, 2 000 espèces d'oiseaux, autant de poissons et plus de 2 millions d'arthropodes. Ces chiffres ne sont que des estimations car les scientifiques n'ont exploré que 25% de sa surface totale...

La selva amazonienne joue un rôle considérable dans la régulation des précipitations régionales et du climat de la planète. Sa dégradation (surtout par brûlis) dégage d'énormes volumes de dioxyde de carbone qui favorisent l'effet de serre, donc le réchauffement de l'atmosphère. Sans oublier le sort

réservé aux populations indigènes qui ont payé et paient encore cher la progression du front pionnier.

La question posée aux autorités brésiliennes est la compatibilité entre développement économique de la plus grande région du pays et la préservation de son environnement. Le pouvoir fédéral n'a visiblement pas encore résolu cette équation difficile. Le président LULA DA SILVA ne veut pas faire de l'Amazonie "un sanctuaire de l'Humanité". En signant en avril 2004, un contrat avec la compagnie publique Petrobras pour la construction d'un gazoduc de 420 km qui doit améliorer la desserte énergétique de la région, il semble privilégier la croissance économique au développement rural, déplorent les mouvements écologistes brésiliens qui l'ont pourtant soutenu durant sa campagne présidentielle.

Sous l'impulsion de la ministre de l'Environnement, Marina SILVA, ex-militante écologiste de renommée internationale, l'Etat brésilien a cependant adopté un programme de maîtrise du déboisement qui vise à en limiter l'ampleur. Les mesures avancées sont une meilleure planification de l'utilisation des terres, une plus grande application des lois, un examen plus attentif de l'impact des projets d'infrastructure,

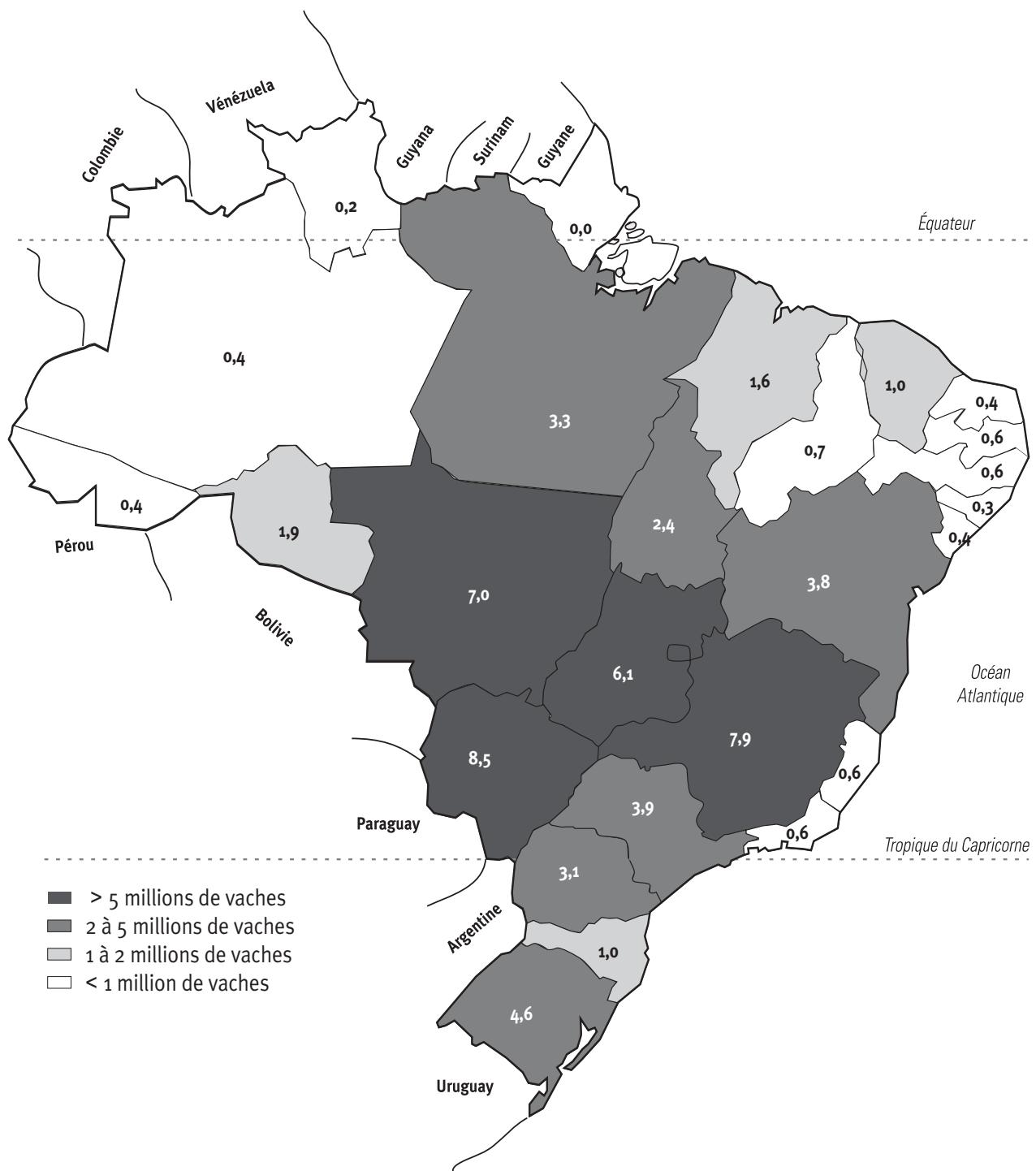
un plus grand soutien aux territoires indigènes, à la sylviculture et à l'agriculture durable. Face à de telles ambitions, les moyens financiers mobilisés, 135 millions de dollars, apparaissent modestes comparés aux intérêts économiques énormes.

Quelles que soient les orientations prises, l'enjeu majeur demeure l'instauration de l'Etat de droit, notamment dans la lutte contre l'appropriation et la déforestation illégales d'un espace aussi grand que l'Union européenne, que les autorités brésiliennes contrôlent peu et mal, où prévalent encore la corruption, les règlements de comptes, la violence... Dans un excellent document¹³, Greenpeace a enquêté et mis en lumière les pratiques illégales de sociétés forestières, qui, aidées de mercenaires, s'accaparent impunément des espaces forestiers qui sont pourtant du domaine public. Sans l'application de l'état de droit partout et pour tous, au moyen d'une police étoffée et d'une justice indépendante, il semble quasi impossible d'éviter le développement anarchique et illégal de la déforestation, notamment autour de la création de nouvelles infrastructures. C'est pourquoi, les mouvements écologistes sont farouchement opposés à toute création de nouvelles infrastructures (gazoducs, routes) qui sont autant de nouvelles portes d'entrée à la déforestation.

¹³ "State of conflict : an investigation into the landgrabbers, loggers and lawlesse frontiers in Pará State, Amazon", Greenpeace International, 31/10/2003

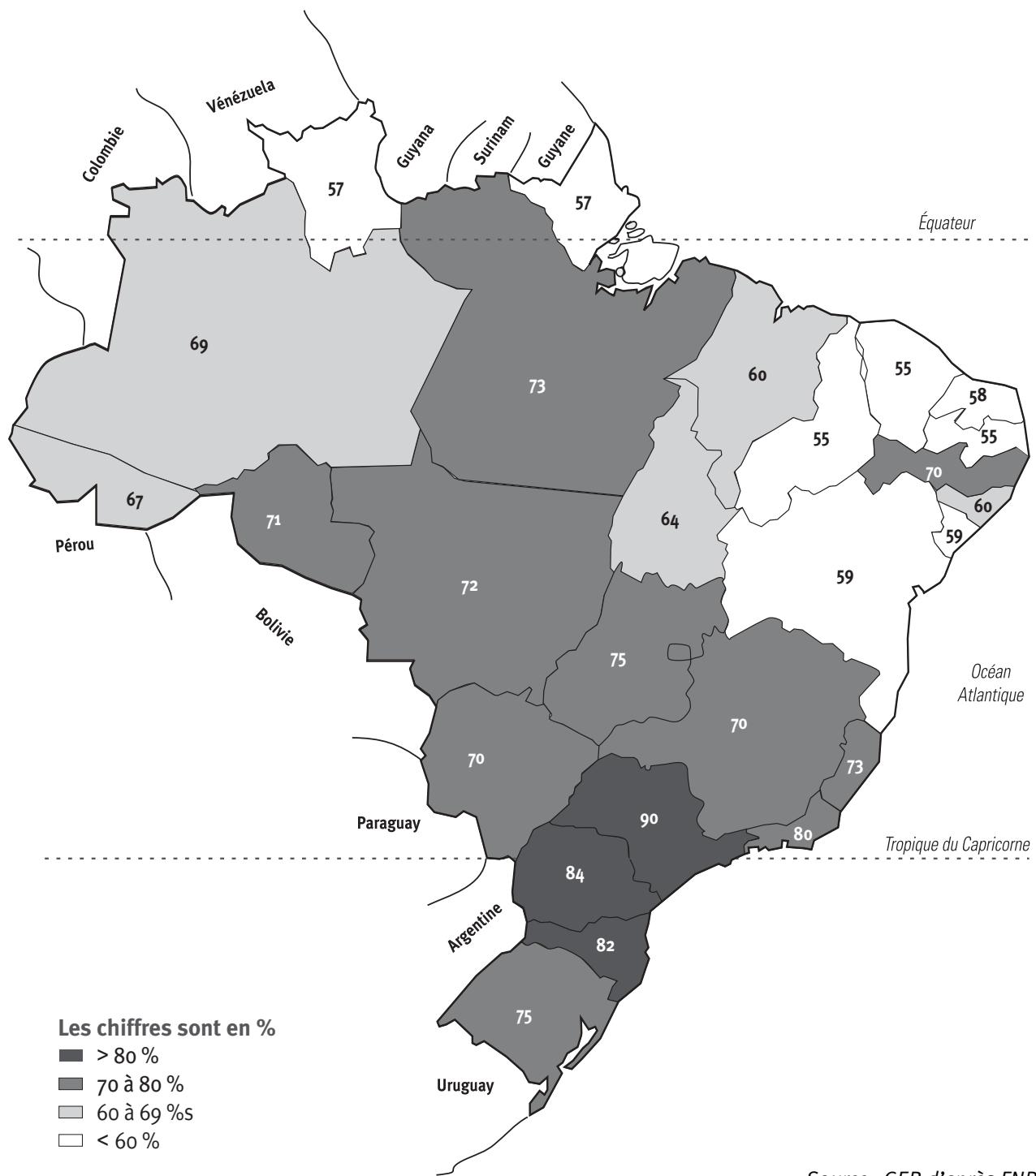


Le Brésil : répartition du cheptel de vaches en 2002 (en millions de têtes)





Le Brésil : taux de sevrage en 2003



Source : GEB d'après FNP

IV - L'AMELIORATION DES PATURAGES TROPICAUX A LA BASE DU DEVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE

Si on se fie aux estimations de la FNP, il y aurait près de 260 millions d'ha de pâturages disponibles au Brésil en 2002, et ceci sans même prendre en compte les parcours sous couvert forestier.

Mais, plus que quantitatif, le développement des pâturages est surtout qualitatif. En effet, l'histoire du développement de l'élevage au Brésil se confond largement avec celle des processus d'ouverture des paysages arborés d'une part (conquête spatiale) et d'amélioration des surfaces de pâturages d'autre part. La colonisation spatiale s'est toujours accompagnée de l'introduction de

variétés de plus en plus productives et de mieux en mieux adaptées aux biotopes des régions conquises.

Un potentiel phénoménal

La supériorité des régions tropicales pour le développement de l'élevage bovin est illustrée par le professeur responsable de l'enseignement et de la recherche sur les filières bovins viande à l'ESALQ, une des plus célèbres facultés d'agronomie brésiliennes : le Dr Claudio Maluf HADDAD.

	Zone TROPICALE	Zone TEMPEREE
Production potentielle d'une prairie amendée et fertilisée	30 TMS/ha	6 à 8 TMS/ha
Valeur alimentaire	8-10% de protéines brutes Taux élevé de cellulose : digestibilité moindre	15-17% protéines brutes
Performance élevée...	par HA	par ANIMAL
Changement	5 animaux/ha	1 animal/ha
Production de viande	GMQ de 0,5 kg, Soit 600 kg/ha-an de poids vif (9 mois de période favorable)	GMQ de 1 kg, Soit 180 kg/ha-an de poids vif (6 mois de période favorable)

Les performances affichées ici supposent une prairie semée en variété améliorée, l'amendement calcaire de sols souvent acides et très déficitaires en phosphore et une fertilisation de surface selon les besoins de croissance des animaux. Il est vrai que cette conduite est aujourd'hui encore peu fréquente sur les pâturages tropicaux, à l'inverse des pampas du Sud.

La conquête des zones tropicales par les pâturages a été rendue possible par les variétés de graminées venues d'Afrique, introduite par hasard au XVIIe (les graminées originaires du Golfe de Guinée

servaient de litières dans les bateaux transportant les esclaves).

Dans les années 1960 et 70, les facultés d'agronomie (comme celle de Campinas) ou les instituts de recherche (comme l'Institut de Zootechnie de l'Etat de São Paulo) ont travaillé sur la création de nouvelles variétés améliorées, ou de nouveaux cultivars, toujours à partir de variétés originaires d'Afrique¹⁴. Il s'agissait alors non seulement d'améliorer la productivité, mais aussi la digestibilité des graminées, d'en trouver de plus résistantes à la sécheresse...

¹⁴ A la base de ce programme de sélection végétale, il existe une collection de plus de 500 variétés de *Brachiarias*, plus autant de *Panicum maximum* collectées en Afrique par le Centre International d'Agriculture Tropicale.

Les graminées améliorées révolutionnent l'élevage

Mais le premier véritable saut qualitatif a été effectué dans les années 70 avec l'importation d'Australie de **Brachiaria decumbens**, dont l'usage s'est répandu comme une traînée de poudre dans tout l'ouest de l'Etat de Sao Paulo, puis dans l'ensemble des cerrados du Centre-Ouest.

Cette "herbe miracle" pour la colonisation des cerrados a été semée partout, étant particulièrement rustique et peu exigeante en engrais. D'après certains auteurs, son introduction a permis une multiplication par un facteur de 5 à 10 du chargement des pâturages tropicaux !

Néanmoins, sur les sols pauvres et sans entretien, sa longévité s'est avérée limitée à 5 ou 6 ans, au bout desquels sa capacité de chargement diminue sous les 0,5 UGB/ha. En outre, à force de semer cette variété partout, un parasite s'est développé : la "cigarinha"¹⁵.

L'EMBRAPA (l'Entreprise Brésilienne de Recherche Agronomique, un peu l'équivalent de l'INRA et des instituts techniques en France) a aussi travaillé dans les années 70 à créer des variétés davantage adaptées aux prairies inondables, comme les "varzeas"¹⁶ d'Amazonie ou aux sols très acides et rocailleux comme ceux dominants dans les Etats de Goias et Tocantins.

Au milieu des années 80, le 2ème saut technologique a été l'introduction de **Brachiaria brisantha** cultivar "**Marandu**". Cette culture, développée dans les années 1970 par l'EMBRAPA avec l'aide de l'INRA, s'est répandue très vite partout à partir de 1984 pour le semis et la rénovation des pâturages à la place de *B. decumbens*. Son introduction a marqué un progrès très net de la productivité et de la résistance aux

maladies des graminées en zone tropicale. Elle a l'avantage de ne pas provoquer de photosensibilisation des veaux, à la différence d'autres graminées. En revanche, elle nécessite une fertilité des sols moyenne à bonne et ne s'adapte pas sur les sols très appauvris.

D'autres variétés sont apparues plus récemment, encore plus productives, mais aussi souvent plus exigeantes. Il s'agit de 3 cultivars de *Panicum maximum*, connus sous les noms de "Tanzânia", "Mombaça" et "Massaï".

Pour les légumineuses, le travail de l'EMBRAPA s'est effectué principalement sur l'espèce *Stylosanthe*, avec un cultivar nommé "**Campo Grande**". Diffusé depuis 2000, il a été spécialement conçu pour des associations avec Marandu sur des sols de basse fertilité, sableux notamment. Il permet une très bonne productivité en matière sèche et en protéine digestible, se ressème naturellement, est résistant aux maladies les plus fréquentes et se prête bien à la récolte en foin ou en ensilage. Cela semble être la voie d'avenir pour l'amélioration des pâturages dégradés de Brachiaria.

90 millions d'ha de pâturages dégradés

D'après les estimations de la FNP, sur 260 millions d'ha de pâturages, 94 sont semés en Brachiarias, 21 millions sont semés en autres variétés (y compris les dérobées et les cultures fourragères annuelles) et 144 millions sont considérés comme "prairies permanentes" ou "natives". Mais 90 millions d'ha environ sont aujourd'hui considérés comme dégradés : pas moins de 50 millions d'ha dans les cerrados, environ 13 millions dans le Nord amazonien, le reste se répartissant dans les zones tropicales, entre Sud-Est et Nord-Est.

¹⁵ La Cigarinha , ou " spittle bug ", est un genre de punaises dites " salivaires " puisqu'elles s'entourent d'une sorte de gangue à l'aspect de crachat. Elles ravagent les pâturages tropicaux et équatoriaux au Brésil et plus globalement en Amérique Latine.

¹⁶ Varzeas : forêts galeries enserrant tout un réseau de canaux, inondées régulièrement et laissant place à des pâturages plus ou moins ouverts

Un des enjeux essentiels aujourd'hui est bien la reconquête de ces pâtures très sous-utilisées.

Par ailleurs, facultés et instituts de recherche travaillent actuellement sur des associations de prairies avec des arbustes et des plantations diverses. Ainsi, l'Institut de Zootechnie de Nova Odessa (Etat de Sao Paulo) teste des associations avec des mûriers, qui améliorent considérablement le chargement et la vitesse d'engraissement des bovins en finition : le GMQ passe de 0,45 avec Marandu seul à 0,54 en association avec le mûrier, grâce à la très bonne digestibilité des feuilles de mûrier riches en protéines.

De même dans le Nord-Est des travaux portent sur l'association des graminées et des cactées de zones semi-arides avec des pastèques, qui permettent de passer d'un chargement moyen de 0,1 UGB/ha à 0,4 voire 0,5.

L'autre axe semble plutôt relever de la gestion des pâtures : rotations, amendements à apporter... En effet, avec l'augmentation des prix des terres, l'intensification des pâtures devient une nécessité pour résister à l'avancée des cultures. D'ailleurs, l'intégration agriculture-élevage, par l'inclusion des pâtures dans les rotations culturales, figure en bonne place parmi les solutions prônées par les facultés et les instituts de recherche.

Une fertilisation encore marginale

D'après le document de la FAO (note bas de page 1) citant une enquête menée en 1997, seulement une moyenne de 7,4 kg d'engrais NPK étaient épandus alors sur chacun des 90 millions d'ha de prairies semées : la fertilisation minérale était donc une pratique tout à fait marginale, sauf lors de leur mise en place. Pourtant, tous les travaux conduits par la recherche dans les différentes régions du pays montrent une bonne rentabilité de cette fertilisation. Par exemple, dans le Centre-Ouest, la réponse à chaque kg de phosphore apporté est un supplément de 4,6 kg de croît vif par ha et par an ;

celle pour 1 kg d'azote varie selon les situations de 1,6 à 2 kg de croît vif annuel par ha.

L'autre alternative à la fertilisation annuelle peut être d'associer des légumineuses aux pâturages de graminées, ce qui permet d'atteindre avec une bonne gestion des chargements des productions de 200-400 kg vif/ha-an dans les zones à saison sèche marquée et de 500-600 kg vif/ha-an dans les zones équatoriales. Cependant, cette association de légumineuses reste jusqu'alors extrêmement marginale, puisque le document de la FAO estime que guère plus de 2% des pâturages des cerrados sont concernés !

En conclusion, les techniques ne manquent guère pour améliorer la production de viande sur les pâturages existants, avec une intensification qui n'est pas forcément très coûteuse.

Il existe néanmoins des limites objectives à la diffusion de ces techniques.

D'une part, le nombre de conseillers de terrain est très limité au Brésil, à part dans certains Etats riches comme le Paraná ou celui de São Paulo. Dans les autres, le conseil individuel est du ressort exclusif des firmes privées, comme la FNP, et ces services sont alors réservés aux éleveurs de grande taille.

Pour les autres éleveurs, la diffusion des innovations ne passe guère que par les formations continues organisées par les Facultés d'agronomie, par les vendeurs d'intrants (de médicaments vétérinaires, de semences...) ou par les multiples foires agricoles, ou encore par les journaux et émissions de télé ou de radio (il existe une chaîne spécifiquement dédiée à la production agricole sur le câble brésilien).

D'autre part, la conduite des élevages est encore très marquée au Brésil par une gestion patrimoniale qui vise avant tout à minimiser les dépenses, et où la terre n'était pas pour les grands domaines un élément vraiment limitant.

Le zébu Nelore, l'autre instrument de la conquête de l'Ouest

Outre les variétés de graminées améliorées, la conquête des cerrados a aussi été permise par l'introduction et la généralisation des races de zébus. La contribution n'est plus africaine comme pour les graminées amélioratrices, mais principalement indienne.

Historiquement, la première introduction de zébus au Brésil semble dater de 1868, et il s'agissait d'animaux de zoo ! Les zébus ne se sont imposés que très progressivement. Ainsi, la création du livre généalogique de Nelore (en Inde, la race s'appelle " Ongole ") ne date que de 1939, bien après ceux des races de type européen, comme la Hereford, la Aberdeen Angus, la Shorthorn...

Les importations de zébus améliorateurs se sont poursuivies jusqu'en 1964, année où les importations en provenance d'Inde ont été interdites pour des raisons sanitaires.

Les zébus ont d'abord conquis les marges des cerrados dès les années 1930-1940, notamment dans le " triangulo mineiro ", cette pointe occidentale du Minais Gerais. D'ailleurs, l'Association Brésilienne des éleveurs de Zébus (ABCZ) y a conservé son siège, à Uberaba, et la région reste le centre du Brésil pour la sélection et la vente de reproducteurs.

Les zébus représentent actuellement environ 80% du cheptel bovin, en races pures ou en croisement. La Nelore en représente l'essentiel, encore qu'il reste difficile d'en chiffrer exactement l'importance. Le registre généalogique recense depuis 1939 6 millions d'animaux dont 80% de Nelore, 9% de Gir, 4% de Guzera et autant d'Indubrasil, un croisement des 3 races précédentes.

L'autre approche est la répartition des inséminations artificielles (IA). Bien sûr, elle ne donne qu'une indication parce que l'IA reste une

technique d'élevage d'élite au Brésil, la monte naturelle étant de loin la plus fréquente (voir encadré). Au sein des inséminations viandes, la Nelore représente encore 58% en 2003, alors que l'insémination est en particulier utilisée pour créer et stabiliser des races "synthétiques", croisement de zébus et de races européennes.

■ L'insémination en race à viande décolle

La monte naturelle reste la méthode de reproduction favorite au Brésil : l'insémination artificielle n'a guère mobilisé que 7,5 millions de paillettes de semences en 2003 pour près de 61 millions de vaches. Néanmoins, elle est en forte progression depuis quelques années : le nombre de doses commercialisées a augmenté de 2 millions en 4 ans. L'insémination en race laitière ne progresse que très modérément, restant inférieure à 2,6 millions de doses annuelles (avec environ la moitié - en forte baisse - de Holstein et une proportion croissante de Gir et de Jersiaise).

L'essentiel de la croissance concerne donc les races à viande : près de 5 millions de paillettes ont été utilisées l'an passé.

Il semble bien que cette progression soit en particulier due au croisement qui est de plus en plus fréquemment utilisé pour allier la rusticité des races de zébus à la précocité et à la croissance de certaines races européennes. Ainsi, les races européennes représentent près du quart des inséminations en races à viande, beaucoup plus que leur part dans le cheptel brésilien. Parmi ces races européennes, la Angus se taille toujours la part du lion, avec plus de 630 000 paillettes, devant la Simmental et la Limousine, environ 130 000 chacune, la Hereford, environ 70 000, la Blonde d'Aquitaine et la Charolaise, environ 50 000 chacune...

En outre, les races "synthétiques" à 3/8e de sang zébu et 5/8e de sang européen ont particulièrement le vent en poupe, avec en particulier la Brangus (à base d'Angus et de Nelore : 130 000 paillettes), la Braford (à base de Hereford et de Nelore) et la Canchim (à base de Charolais et de Nelore) avec 40 000 paillettes chacune.

Il faut noter qu'une proportion croissante de semences est issue de la production brésilienne, et non plus d'importations. Ces dernières ont chuté de près de la moitié des paillettes en 1998-99 à moins du quart l'an passé.

Le prix de la paillette est assez bas, aux environs de 8 à 12 Reais (2 à 3 Euros) sans mise en place. Celle-ci est la plupart du temps assurée par un membre du personnel des fermes ou un vétérinaire. L'absence de ce service au niveau général et d'une formation d'inséminateurs est souvent présentée comme un frein majeur à la généralisation de l'IA. Il faudrait sans doute ajouter également la difficulté à grouper les chaleurs pour faciliter la conduite de groupe du troupeau.

Les points forts de la Nelore et des races de zébus en général, par rapport aux races européennes concernent principalement la rusticité :

- résistance bien meilleure aux parasites (les tiques en particulier, extrêmement nombreux et virulents en milieu tropical, mais aussi les "mouches des cornes" et autres myases) ;
- résistance à la chaleur, que les éleveurs n'hésitent pas à attribuer au pelage blanc (très apprécié chez tous les bovins), outre les caractéristiques spécifiquement zébuines;
- adaptation à la faible digestibilité des pâturages tropicaux ;
- performances de reproduction, avec peu de problèmes au vêlage et une lactation correcte qui permet en général d'amener les veaux de 30 kg en moyenne à la naissance à 190 à 250 kg au sevrage entre 6 et 8 mois sur des prairies tropicales.

Bien évidemment, les zébus présentent aussi des points faibles, notamment en termes de précocité et de rapidité du développement musculaire, d'où la recherche d'amélioration par croisement.

L'hétérosis, nouvelle frontière

La sélection des races de zébus a été effectuée jusqu'à maintenant essentiellement par appréciation visuelle des phénotypes (concours de race). Le contrôle de croissance n'est pratiqué que sur une petite partie du cheptel : 240 000 animaux sur un cheptel estimé autour de 40 millions de vaches pour la seule race Nelore. Dans cette petite base de sélection, les animaux sont évalués principalement sur le poids au sevrage. Récemment, un programme de sélection a été initié pour les taureaux d'insémination, avec évaluation sur descendance.

Le directeur technique de l'ABCZ résume les progrès enregistrés sur 20 ans en affichant les performances des taureaux zébus "champions" dont le poids moyen à 14 mois est passé de 445 kg dans la décennie 1970 à 611 kg dans la décennie 1990.

Les principaux axes d'amélioration actuels de la race Nelore concernent surtout la précocité

sexuelle, afin de permettre une accélération du cycle d'élevage, l'amélioration de la qualité des cuirs (épaisseur) et surtout celle de l'aloyau (tendreté, épaisseur).

Cependant, l'initiative en amélioration génétique semble davantage tournée vers les croisements afin d'instiller des caractéristiques des races européennes sans trop perdre en rusticité. Ainsi, la Brangus semble présenter des effets "hétérosis" tout à fait intéressants pour les qualités maternelles et la précocité, et la Canchim stabilisée de longue date pour la rapidité de croissance et la conformation. La tendance actuelle est l'étude de croisements terminaux avec des races très bien conformées (comme la Blonde d'Aquitaine) sur des femelles de races synthétiques comportant du sang de races amélioratrices des qualités maternelles et de précocité (Angus, Hereford, Simmental, Limousine) et présentant encore suffisamment de rusticité.

Les autres races de zébus sont beaucoup moins répandues et plutôt destinées à l'élevage laitier comme la Gir, fréquemment croisée avec la Holstein pour donner la "Girolanda", à 5/8e de sang pie-noir. Pour la production de viande, ses performances de croissance sont inférieures de près d'un tiers à celles de la Nelore, mais la qualité de la viande est supérieure (marbré).

La Guzera est une race mixte qui donne un lait très riche en matière grasse (environ 6%) et qui a des performances de croissance se rapprochant de celles de la Nelore. Sa popularité semble surtout liée à son phénotype très élégant, avec ses cornes en lyres.

La morphologie reste de toutes façons très importante dans la sélection au Brésil. En effet, celle-ci repose encore principalement sur un club assez fermé de grosses fazendas qui organisent régulièrement des ventes aux enchères très courues. Et c'est une affaire qui marche ! Une vache Nelore issue d'un élevage bien côté peut ainsi se vendre jusqu'à 1,6 million de Reais (soit environ 400 000 Euros), record en 2003.

A côté de ce courant principal, les centres de recherche travaillent également sur la sauvegarde des types beaucoup plus limités, comme la Caracu, race taurine traditionnelle, bien adaptée au milieu tropical et qui descend directement des importations de bovins portugais.

L'éradication de la fièvre aphteuse en bonne voie

Jusqu'en 1992, la politique vis à vis de la fièvre aphteuse visait simplement à son contrôle. Le Brésil faisait bien partie au niveau mondial de la "zone sale", dont les exportations de viandes non cuites étaient interdites vers la "zone propre", c'est à dire reconnue par l'Office International des Epizooties comme indemne de fièvre aphteuse sans vaccination, mais cela ne posait pas de problème. Puis l'Union Européenne décida à son tour de supprimer la vaccination contre la fièvre aphteuse, le sujet devenait crucial pour les filières d'exportation, l'UE étant de loin le principal marché extérieur pour les viandes fraîches et réfrigérées. A cette époque là, la décision est prise de généraliser la vaccination, opération qui doit servir de prélude à l'éradication totale de la maladie.

Le pays a alors été divisé en 5 grandes zones, dites "circuits d'élevage", qui correspondaient peu ou prou aux principaux échanges d'animaux soit maigres soit finis et également à des grands types d'élevage.

Ces zones étaient :

- le Sud (correspondant à la région administrative, moins le nord du Paraná),
- le Centre-Ouest (correspondant à la région administrative plus les 4/5e du Tocantins, le nord du Paraná, São Paulo et l'ouest du Minas Gerais),
- l'Est (Bahia, Sergipe, Espírito Santo, Rio et l'est du Minas Gerais),
- le Nord-Est (la région administrative moins Bahia et Sergipe),
- le Nord (la région administrative moins l'essentiel du Tocantins).

Les efforts principaux ont d'abord été orientés vers les deux régions où l'élevage était le plus développé et aussi le plus orienté vers l'exportation : le Sud et le Centre-Ouest. Les opérations de vaccination ont été appuyées par d'énormes campagnes de sensibilisation (messages radios, télé, affiches, livrets, réunions locales...), souvent menées par des fondations ad hoc constituées Etat par Etat, et financées le plus souvent par des taxes sur l'abattage. La plus connue de ces fondations est celle de l'Etat de São Paulo, la FUNDEPEC, qui assure aujourd'hui un rôle beaucoup plus large.

Les résultats ne se sont pas fait attendre : alors que tous les Etats présentaient encore en 1993 au moins 1 foyer de FA, 10 n'en présentaient aucun en 1996, et le nombre total était descendu de plus de 1 000 foyers à 200 environ. Les cas ont continué à décroître jusqu'à l'épidémie importée du Paraguay via l'Uruguay dans le Rio Grande do Sul en 2001. Cependant, cette épidémie a eu un caractère beaucoup plus limité que chez les voisins Argentins ou Uruguayens puisque seulement une trentaine de fermes ont été touchées contre plus de 2 000 dans chacun de ces pays.

En 2003, la quasi-totalité des 3 régions méridionales est reconnue par l'OIE indemne de fièvre aphteuse (voir carte en cahier central) : seul l'extrême nord de Bahia reste en "zone tampon", c'est à dire encore douteuse et où le transport d'animaux est restreint, l'abattage limité à la consommation locale, et la vigilance vétérinaire renforcée. Ces zones libres de FA hébergent 81% des bovins brésiliens en 2003.

En outre, le gouvernement brésilien a demandé le classement du petit Etat de Santa Catarina (3 millions de têtes) comme zone libre de FA sans vaccination.

Les efforts d'éradication de la maladie vont donc se poursuivre, avec l'objectif que la totalité du pays soit reconnue indemne de FA en 2005. Néanmoins, persiste l'épée de Damoclès de foyers de virus dans des pays voisins aux contrôles plus que douteux, comme le Paraguay et la Bolivie. D'ailleurs, il reste

hors de question pour les Etats reconnus indemnes qui jouxtent ces pays (Mato Grosso do Sul, Mato Grosso) d'envisager l'arrêt de la vaccination comme l'ont fait l'Uruguay et l'Argentine au milieu des années 1990. Le gouvernement brésilien est très actif au sein du Centre-Panaméricain de la fièvre aphteuse pour fournir des doses de vaccins aux pays voisins et apporter son aide à l'éradication, avec des dons de 1 million de doses à la Bolivie et de 0,5 million de doses au Paraguay.

Objectif premier : l'exportation de viande

Cependant, il semble que ces efforts sur la fièvre aphteuse n'aient pas toujours été accompagnés d'efforts aussi intenses sur les autres épizooties. Ainsi tuberculose, brucellose ou rage ne semblent pas vraiment sous contrôle, mis à part dans les Etats les plus prospères et les mieux organisés (ceux du Sud et du Sud-Est). Mais cela n'a pas d'influence sur le commerce international des produits carnés.

En effet, le premier objectif des efforts sanitaires qui ont été consentis reste bien l'exportation. Les négociations sont actuellement en cours prioritairement avec les pays importateurs d'Asie du Sud-Est (Japon, Corée, Taiwan...), les USA et le Canada afin qu'ils ouvrent leurs marchés à la viande bovine brésilienne non cuite.

Les autres problèmes sanitaires auxquels l'élevage doit faire face relèvent davantage de la productivité

que de la santé publique. Il s'agit surtout de la lutte contre les parasites.

La lutte contre les parasites pour la qualité des cuirs

S'agissant des parasites, la recherche publique (EMBRAPA notamment) met surtout l'accent sur le contrôle stratégique des parasites internes : quand utiliser les anthelmintiques, rotation des pâtures... Cet organisme a développé un vaccin contre la piroplasmose (parasite transmis par les tiques) qui est efficace dans 97% des cas. De plus, des recherches sont menées sur un vaccin qui pourrait permettre de contrôler les tiques, afin de diminuer l'usage des antiparasitaires chimiques.

Le traitement antiparasitaire avec un produit à spectre large (type avermectine) lors du sevrage est sans doute le seul traitement vétérinaire largement répandu dans les élevages extensifs brésiliens en dehors des prophylaxies obligatoires.

Les laboratoires vétérinaires et les industriels du cuir n'ont de cesse de promouvoir l'usage le plus large de ces produits, les seconds en insistant sur l'énorme perte de valeur ajoutée causée par les défauts du cuir, dûs notamment aux tiques, myases et autres varrons. La valorisation des cuirs est fondamentale pour la rentabilité de la filière viande bovine, notamment celle des abattoirs.

V - LA GRANDE MAJORITE DES ELEVEURS SONT NAISSEURS

L'élevage bovin viande s'effectue traditionnellement en 3 étages :

- le naissance, avec la vente des animaux au sevrage ou âgés d'1 an au plus (51% des élevages sont spécialisés en naissance);
- la "repousse" ("recria"), étape qui prépare les animaux après le sevrage et avant la phase d'engraissement final. En général, les animaux sont achetés au sevrage et vendus âgés de 3 ans, parfois 2 (39% des élevages bovins viande);
- l'engraissement final ("engordo") : traditionnellement la finition s'effectue durant la saison d'herbe et la vente des bœufs se fait entre 3 ans et demi et 4 ans et demi (10% des élevages bovins viande).

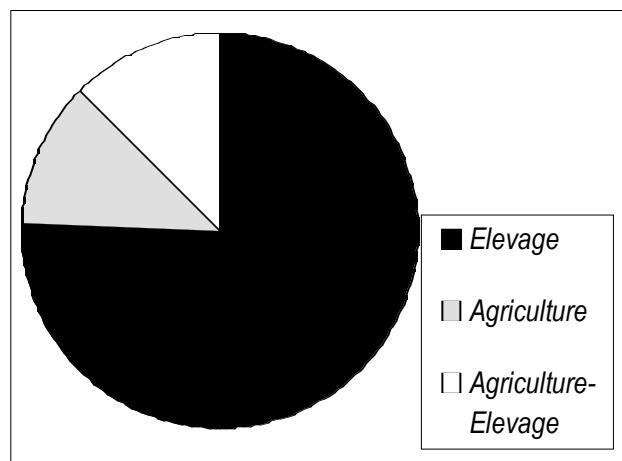
Désormais, le raccourcissement des cycles est assez souvent visé, ce qui limite voire supprime la phase de repousse, et inclut le plus souvent au moins une supplémentation au pré, quand ce n'est pas une phase de finition au grain. Ainsi, on trouve sur le marché brésilien des bœufs âgés de 1 à ... 7 ans.

Il n'existe pas de chiffres plus précis sur les structures de naissance, de repousse ou d'engraissement, seulement des chiffres globaux qui datent du recensement de 1996.

Ceux-ci donnent de nombreuses indications sur la structure qui était alors celle de l'élevage bovin au Brésil.

Tout d'abord, sur l'orientation dominante des fermes d'élevage : les exploitations spécialisées détenaient les $\frac{3}{4}$ du cheptel, le reste se répartissant entre les orientations mixtes (13%) et les exploitations spécialisées en cultures (12%).

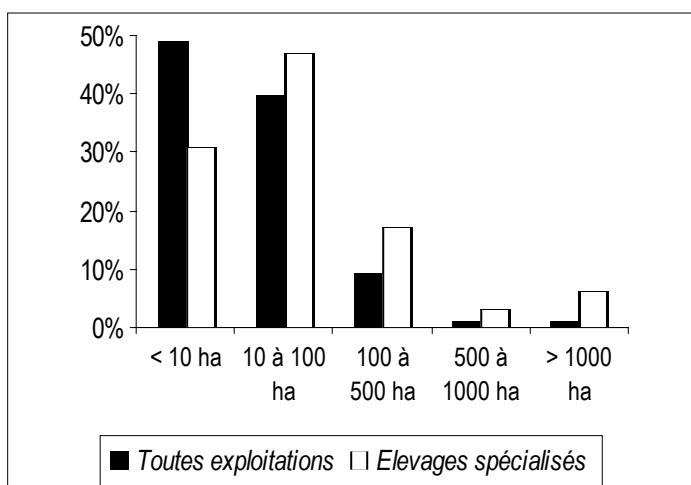
● Répartition du cheptel bovin en 1996 selon l'orientation principale



Source : GEB d'après IBGE

Il apparaît aussi que les structures des élevages spécialisés sont plus grandes que les autres.

● Répartition des exploitations selon la taille en 1996



Source : GEB d'après IBGE

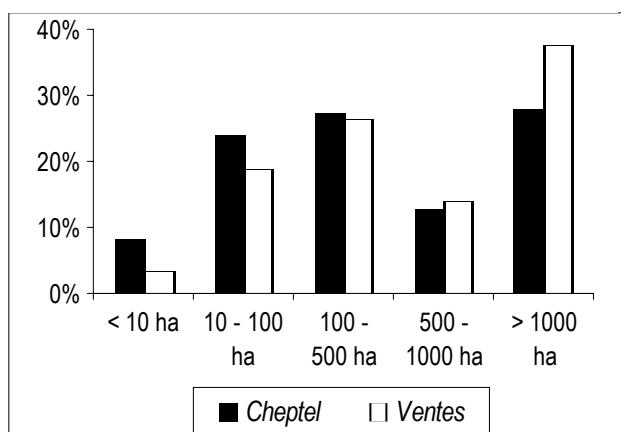
Ainsi, la moitié des 4,84 millions d'exploitations brésiliennes exploitaient moins de 10 ha en 1996, mais seules 31% des 1,35 million d'élevages spécialisés étaient dans ce cas. La majorité des élevages (47%) faisaient entre 10 et 100 ha, et les élevages de plus de 1 000 ha étaient plus de 35 000, soit près de 6% des élevages spécialisés. D'ailleurs, les élevages spécialisés représentaient les $\frac{3}{4}$ des exploitations de plus de 1 000 ha.

38% des ventes de bovins assurées par les fazendas de plus de 1 000 ha

La concentration du cheptel apparaît moindre qu'en Argentine, mais reste néanmoins importante : les très grandes exploitations de plus de 1 000 ha cumulaient à elles seules 28% du cheptel brésilien en 1996.

Si on se réfère au nombre de têtes vendues, la concentration est beaucoup plus forte. Les exploitations de plus de 1 000 ha faisaient 38% des ventes en 1996, alors que celles de moins de 100 ha n'en effectuaient que 22%.

● Répartition du cheptel et des ventes de bétail selon la taille en 1996



Source : GEB d'après IBGE

Ainsi, les cycles d'élevage semblent être plus rapides dans les grandes exploitations que dans les plus petites. Les schémas de production qui visent à améliorer la productivité de l'élevage concernent principalement des exploitations de grande taille.

La promotion des "bouvillons" rajeunis

Les programmes visant à l'intensification du cycle d'élevage bovin viande et donc au rajeunissement des produits finis que sont les bœufs, datent du

milieu des années 1990, après la stabilisation de l'économie grâce au plan Real.

Au départ, il s'agissait principalement de rencontres de chercheurs, de représentants des éleveurs de la Confédération Nationale de l'Agriculture (représentant essentiellement les gros éleveurs - voir encadré), de représentants des abattoirs exportateurs et de responsables des pouvoirs publics fédéraux. Ces rencontres annuelles ont pris le nom significatif de "Novilho precoce" (ou "bœuf précoce").

En 1998, une association de producteurs de bouvillons précoce (ASPNP) a été créée dans le Mato Grosso do Sul pour mettre en application les préconisations ressorties de ces rencontres et commercialiser ces animaux avec un cahier des charges et une marque spécifique. Cette association a été créée avec l'appui décisif du département Bovin Viande de l'EMBRAPA.

Le cahier des charges vise à produire des animaux finis avant l'âge de 3 ans pour les Nelore et 2 ans ½ pour les croisés de races taurines, avec un poids cible qui ne soit pas inférieur à 225 kg (soit 15 @¹⁷) pour les mâles destinés au marché intérieur, et 240 kg (16 @) pour ceux destinés à l'exportation. Pour les femelles, le poids cible est un peu inférieur (12@, soit 180 kg). De même, l'état d'engraissement est bien précisé : il ne doit être ni trop faible, ni trop important : entre 1 et 10 mm de gras de couverture. Enfin, le cuir doit pouvoir être correctement valorisé, sans marques de fer ailleurs que sur le cou ou les membres, ni meurtrissures dues aux coups ou aux parasites (myases, tiques)... Moyennant quoi, grâce à un accord avec un abatteur, les animaux sont payés 4% plus chers que les autres.

Le cahier des charges de "Novilho Precoce" vise donc à segmenter le marché du bœuf et à faire dialoguer l'ensemble de la filière, mais il s'appuie d'abord sur des préconisations techniques qui permettent d'y parvenir.

¹⁷ L'arroba, noté @, est la mesure officielle de la production de viande au Brésil. Elle correspond à 15 kg en système métrique.

Ce cahier des charges a été adopté par la Fondation de l'Etat de Sao Paulo pour le développement de l'élevage et l'éradication de la fièvre aphteuse (la FUNDEPEC) puis généralisé à d'autres Etats comme Minas Gerais, Bahia, Mato Grosso, Goiais... Cette expansion rapide a été favorisée par une réduction fiscale de 50% de l'ICMS (l'équivalent local de la TVA) pour les animaux concernés.

Dans le seul Mato Grosso do Sul, l'association ASPNP compte 90 associés, qui vendent chaque année 450 000 animaux, soit une moyenne de 5 000 par an et par éleveur ! Autant dire que les petits et moyens éleveurs sont très peu impliqués dans le programme.

Le "bœuf vert" du Triangulo Mineiro

Il existe aussi d'autres "rencontres" du même type visant à l'intensification de l'élevage : c'est par exemple le cas de "Boi Verde", littéralement "Bœuf Vert", qui était à l'origine une marque de viande, et qui a été rachetée par l'Etat du Minas Gerais et le Syndicat local d'Uberlandia (au cœur du Triangulo Mineiro, une des principales zones d'engraissement du Brésil) pour lancer dès 1994 un programme de développement avec la philosophie

suivante : "chaque élevage est une ferme expérimentale".

Les thèmes principaux qui sont abordés durant les rencontres annuelles (qui réunissent près de 800 éleveurs, vétérinaires, conseillers d'élevage...) concernent surtout :

- le rajeunissement de l'âge au premier vêlage, avec une mise à la reproduction dès 14 ou 15 mois et au plus tard à 18 mois, alors que la pratique traditionnelle est plutôt à 24 mois et plus ;
- l'accélération de la finition des animaux, qui nécessite d'une part une meilleure gestion fourragère (semis de prairies, fertilisation) et d'autre part une complémentation fourragère durant les 2 derniers mois.

Mais tous les autres sujets sont abordés : notamment la segmentation des viandes et la nécessité de traçabilité et d'assurance du consommateur sur une production "soutenable", incluant le respect de l'environnement et le bien-être animal.

L'impact de tous ces programmes est cependant encore limité au niveau du Brésil, puisqu'un des promoteurs de "Boi Verde" estime que la part des bovins commercialisés avant l'âge de 24 mois ne dépasserait pas 12% du total.

■ **Une organisation des agriculteurs très corporative**

On ne compte que 2 organisations officiellement représentatives à l'échelle fédérale :

- la **Confédération Nationale de l'Agriculture (CNA)** pour les exploitations agricoles d'une certaine taille définie Etat par Etat, employeuses de main d'œuvre pour la plupart ;
- la **Confédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture (CONTAG)** qui regroupe tant les exploitations familiales (c'est à dire de moins de 2 "unités fiscales", soit 50 à 100 ha selon les Etats et les orientations) que les ouvriers agricoles.

La CNA a été constituée dans les années 1930 par les "sociétés rurales", représentantes traditionnelles des oligarchies rurales sud-américaines. Elle est organisée en syndicats au niveau de chaque Etat, puis de chaque municipé (municipalité brésilienne, grande parfois comme un département français), et se trouve l'interlocuteur unique des pouvoirs publics pour toutes les questions touchant à "l'agriculture productive". La cotisation de toutes les exploitations agricoles est obligatoire (c'est un impôt, qui correspond à peu près à une journée de revenu par an), et transite par le Ministère du travail qui en redistribue une partie à chaque échelon. La CNA revendique 1 million d'adhérents et adhère à la fédération internationale FIPA. Il existe en son sein une Commission Nationale de l'Elevage Bovin Viande qui fait une promotion active de l'intensification des pratiques d'élevage et se veut comme un embryon d'interprofession de la filière au niveau fédéral.

La CONTAG a été créée en 1963, à la veille de la dictature militaire. Elle a résisté tant bien que mal à celle-ci, et est désormais reconnue par le gouvernement comme l'unique représentant des exploitants familiaux et des travailleurs ruraux. Elle bénéficie elle aussi du financement public par l'impôt. Elle revendique 25 millions d'adhérents et axe son action sur la défense de l'agriculture familiale et pour une réforme agraire ambitieuse. Elle a participé l'an passé au Congrès Mondial des Jeunes Agriculteurs organisé à Paris.

Depuis 1984, un autre mouvement dispute à la CONTAG sa représentativité sur les terrains de la défense de l'agriculture familiale et surtout de la réforme agraire : il s'agit du **Mouvement des Travailleurs Ruraux sans Terre (MST)**. Ce mouvement revendique l'adhésion de 500 000 familles sans terre, soit 2,5 millions de travailleurs. Il est un des fondateurs du réseau international d'organisations syndicales rurales Via Campesina.

Cette organisation est très connue au Brésil et au niveau international, car elle multiplie les occupations de latifundis sous-exploités, et s'oppose fréquemment aux "pistoleiros" employés par les propriétaires de ces domaines. Elle se veut en "conflit constructif" avec les Pouvoirs Publics. Au delà de son activisme revendicatif, elle a aussi créé près de 500 associations de production, de commercialisation, de service. Elle a aussi mis en place tout un système d'éducation, en collaboration avec les écoles publiques (160 000 élèves "au champ"), et même une université à São Paulo en collaboration avec des ONG internationales.

Le naissage, la phase stratégique

De la naissance au sevrage, en seulement 6 à 8 mois, l'animal acquiert 25 à 35% de son poids final. Il lui faudra encore souvent 30 à 40 mois pour atteindre son poids final en système traditionnel. C'est donc bien avant le sevrage qu'il est possible de gagner le plus rapidement du poids, avec le moindre coût, mais c'est aussi la phase la plus dangereuse pour l'animal, avec un taux de mortalité souvent élevé.

La reproduction est le plus souvent calée sur le cycle de l'herbe. Celui-ci varie bien sûr selon les conditions agro-climatiques régnant dans le pays.

Les principales régions de naissage sont plutôt éloignées des centres urbains. Ainsi le naissage prédomine :

- dans les zones semi-arides du Nord-Est (la "caatinga") ;
- dans le Pantanal inondé périodiquement ;
- dans les cerrados parmi les éleveurs de plus petite taille ;
- en Amazonie ;
- dans les zones les moins fertiles du Sud-Est ;
- dans le Rio Grande do Sul, où la quasi-totalité des éleveurs pratiquent le "ciclo completo".

Ainsi, 10 Etats de plus de 2 millions de vaches cumulent 83% du cheptel national, et on observe depuis 6 ans une concentration dans ces zones plus défavorisées, en particulier dans le Centre-Ouest (passé de 33% du cheptel en 1996 à 35,5% en 2002) et dans le Nord (passé de 11,8% à 14,2%), au détriment du Sud (de 17,6% à 14,2%) et du Sud-Est (de 22,3% à 21,1%).

La dimension des élevages nasseurs dépend énormément des zones concernées. Mais, dans leur majorité, les animaux vont changer de ferme entre leur naissance et leur finition, même si parfois les 2 ou 3 fermes dans lesquelles ils seront élevés appartiennent au même propriétaire.

Le taux de sevrage varie entre 50% dans le Pantanal (grosse mortalité péri-natale) et 90% dans les meilleures exploitations du Parana ou de Sao Paulo. Cependant, en moyenne nationale, il n'excède pas 72% d'après les estimations de la FNP (voir carte). Il faut néanmoins souligner que ces performances moyennes apparaissent plutôt supérieures à ce qu'elles sont en Argentine par exemple. En outre, toujours selon la même source, les progrès ont été importants dans ce domaine depuis 15 ans : à la fin des années 80, le taux de sevrage était encore aux environs de 60%. Les principaux points noirs correspondent aux zones les plus marginales, comme le Pantanal ou le Nord-Est semi-aride, où les taux de sevrage tournent entre 55 et 60%.

C'est surtout l'intervalle entre vêlages qui est particulièrement élevé. Il est estimé en moyenne à 21 mois au niveau du pays. Cette durée du retour en gestation s'explique principalement par le manque d'alimentation quand la vache a les besoins les plus importants (fin de gestation) et donc un état corporel insuffisant pour assurer un retour rapide en chaleur. L'autre explication est la non-maîtrise des maladies de la reproduction. Le principal effort est mené actuellement à la fois sur une conduite de l'alimentation plus fine et aussi sur les vaccinations contre les principales maladies reproductive.

Des broutards plutôt disponibles en milieu d'année

Au Brésil, les vêlages sont plutôt concentrés au second semestre, avec une estimation autour de 60%. Cependant, la diversité des climats est telle que les différences saisonnières sont largement gommées au niveau du pays tout entier.

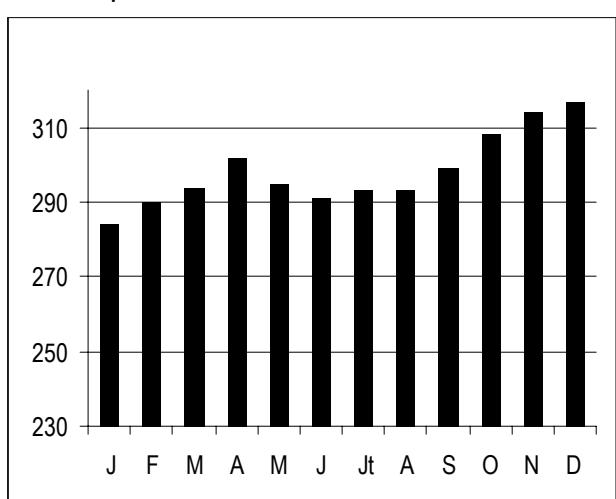
Comme il n'existe pas de statistiques mensuelles sur les broutards mis en marché, la seule façon de faire ressortir cette saisonnalité est de se référer à celle des prix. Par exemple, en 2002 en moyenne

le broutard de 180 kg vif valait 374 Reais sur le marché de Sao Paulo, soit 2,08 Reais/kg vif.

Le marché de Sao Paulo joue un rôle directeur puisqu'il s'agit d'une des principales zones d'engraissement. On y observe 2 pointes saisonnières de prix : l'une en mars-avril, et une autre d'octobre à décembre. La première correspond à la fin de la principale période de pousse de l'herbe dans cette région du Sud-Est (caractéristiques partagées avec le Mato Grosso do Sul, le sud du Minas Gerais et de Goias). L'essentiel des sevrages intervenant entre mai et juillet, les prix chutent à ce moment-là. Ils remontent à partir d'août avec la raréfaction des broutards disponibles. Il atteignent un sommet en fin d'année, au tout début de l'été austral, au moment où les naissances sont surtout concentrées. Puis les prix baissent brutalement en janvier-février, quand la pousse de l'herbe ralentit, que les vaches sont à nouveau suitées et qu'il faut décharger les herbages. Les différences de prix sont bien marquées, avec une différence de 10% entre janvier et décembre.

Au Mato Grosso do Sul, dans la région de Campo Grande, la saisonnalité des prix est très similaire, mais sur la base de prix inférieur de 8% à ceux de Sao Paulo, exprimant le coût du transport des animaux.

● Prix moyens des broutards de 180 kg en Reais/tête sur la période 1998-2003 dans l'Etat de Sao Paulo



Source : GEB d'après FNP

Dans le Para et Bahia, la courbe est davantage régulière et la pointe d'avril-mai beaucoup moins marquée : les sevrages interviennent plus tôt dans l'année, durant le premier trimestre. D'autre part, les prix sont les plus bas de ces 5 Etats, inférieurs à ceux de Sao Paulo respectivement de 15% et 16%, exprimant un éloignement plus grand des centres d'engraissement et d'abattage.

Enfin, dans le Rio Grande do Sul, la saisonnalité des prix est peu marquée durant les ¾ de l'année, indiquant des naissances plus étaillées dans ce climat tempéré sans vraie saison sèche. Mais les prix montent toujours sur le dernier trimestre, durant le printemps austral, saison durant laquelle la pousse de l'herbe est maximale et les naisseurs sont peu enclins à vendre leurs animaux.

Les taurillons restent marginaux

On confond facilement les systèmes viande avec la production de bœufs au Brésil : c'est en effet la finalité majoritaire de cet élevage. C'est la castration des mâles, la plupart du temps au moment du sevrage (mais parfois à l'âge d'un an, pour gagner davantage de poids), qui permet de gérer les cycles successifs de pousse de l'herbe.

Néanmoins, depuis une dizaine d'années, les formes d'engraissement accéléré se développent. Et celles-ci autorisent la non-castration des mâles : la croissance de taurillons est plus rapide que celle de bouvillons quand il s'agit de cycles très courts selon les normes brésiliennes (moins de 20 mois). En outre, l'interdiction de l'usage des anabolisants a également encouragé cette production de taurillons à la place de bouvillons du même âge. Enfin, le développement de l'exportation s'est aussi effectué vers des marchés qui expriment une nette préférence pour la viande d'animaux entiers (Moyen-Orient en général et Liban en particulier).

Ainsi, la plupart des mâles abattus en tant que "Novilhos Super-Precoces" (animaux ayant encore leurs dents de lait, à un poids minimal de 210 kg vif) sont des taurillons issus de feed-lots, mais

ceux-ci ne représentent encore qu'une part très marginale de la production de viande brésilienne.

Cela correspond aussi à une demande traditionnelle au Nord et au Nord-Est de viande très maigre, fournie aujourd'hui pour l'essentiel par des taureaux de réforme. Il existe aussi des schémas de production spécifiques pour alimenter des politiques de marque de certains distributeurs, comme SONAE (voir plus loin). Néanmoins, à âge et poids équivalents, les taurillons subissent encore aujourd'hui une pénalisation par rapport aux bœufs, de 3 à 5%.

La plupart des animaux sont encore aujourd'hui conservés 1 à 3 ans sur pâturage avant l'abattage. Ces phases de "recria" et d' "engordo" s'effectuent le plus souvent dans les zones plus fertiles. La principale zone d'engraissement est située à cheval sur l'Ouest de l'Etat de Sao Paulo, le Nord-Ouest du Paraná et le "Triangulo Mineiro". Néanmoins, les terres très fertiles de cette zone sont aujourd'hui largement convoitées par les cultivateurs. Ainsi, la zone s'étend vers le Centre-Ouest, comme dans la région de Campo-Grande-Dourados au Mato Grosso do Sul, celle d'Araguaia dans l'Etat de Goiás, ou Rondonópolis au Mato Grosso... Enfin, les pampas du Rio Grande do Sul sont connues comme spécialisées traditionnellement dans le cycle complet, de la naissance à la finition.

Des maigres à tout âge

Les étapes successives de l'élevage de bovins peuvent être illustrées par les cotations des mâles aux différents stades :

- les broutards ("bezzeros" en brésilien), âgés de moins d'un an. On distingue traditionnellement les "légers", de 6 à 8 mois et pesant de 135 kg à 155 kg vendus à l'orée de la saison sèche, des "lourds" âgés de 8 à 12 mois et pesant entre 155 et 180 kg et ayant déjà passé la saison sèche.

- Les châtrons de 1 à 2 ans ("garrotes"), au sein desquels on distingue encore 3 classes d'âge et de poids : les "légers" de 12 à 15 mois (180 à 200 kg) vendus en tout début de saison d'herbe ; les "moyens" de 15 à 18 mois (215 à 235 kg) vendus

pour décharger les prairies quand la pousse de l'herbe se ralentit un peu ; les "lourds" de 18 à 24 mois (270 à 285 kg) vendus le plus souvent avant la saison sèche.

- Les bouvillons âgés de plus de 2 ans ("bois magros") vendus entre 300 et 360 kg selon leur âge.

Pour les femelles, on distingue de la même façon les broutardes ("bezerras"), dont les légères pèsent 120 à 140 kg au sevrage, et les lourdes 145 à 155 kg à l'issue de la saison sèche des génisses maigres de plus d'un an, qui pèsent 160 à 175 kg entre 12 et 15 mois, 185 à 200 kg entre 15 et 18 mois, 220 à 240 kg entre 18 et 24 mois. Il n'existe pas de marché pour les génisses "maigres" de plus de 2 ans : ensuite, on distingue soit le marché de la reproduction, soit celui des animaux de réforme.

Les cotations de tous ces animaux sont issues des ventes aux enchères qui ont lieu régulièrement, mais aussi des données collectées auprès des éleveurs et des marchands par différents moyens. Toutes ces cotations sont très régulièrement publiées dans la presse locale, et même nationale (comme la "Gazeta Mercantil", quotidien des affaires publié à São Paulo et lu partout dans le pays). Le rapport des prix par tête en 2002 dans le seul Etat de São Paulo donne une indication sur les prix pratiqués aux différents stades d'élevage (voir graphique). Sans surprise, le prix au kg vif est d'autant plus élevé que l'animal est jeune.

Passé l'âge de 18 mois, le prix au kg vif continue à diminuer mais de façon beaucoup moins importante. Cela s'explique également par le fait que lorsqu'ils seront finis à l'herbe, ces animaux ne pourront plus prétendre au titre de bouvillons ("novilhos precoces"), mais entreront dans la catégorie commune de bœuf, sans les primes attachées au type jeune.

Pour les femelles, le prix au kg vif est très inférieur à celui des mâles, surtout pour les broutardes (15% de moins). Ensuite, la différence s'estompe un peu pour se réduire à 6% dans le cas des maigres de 18 à 24 mois.

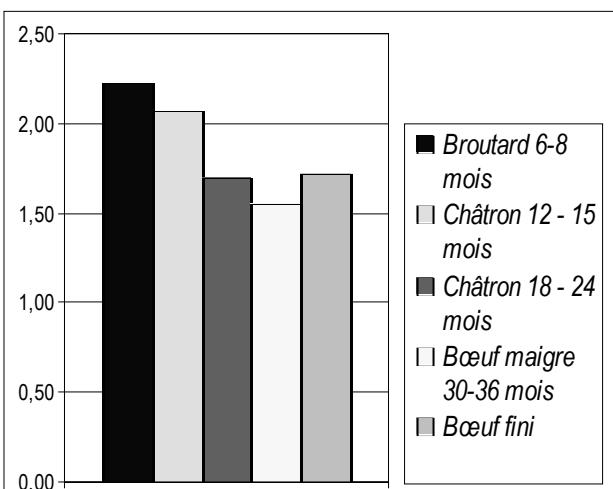
L'avantage aux engrasseurs se réduit

Les bœufs finis se vendaient en 2002 au même prix au kg que les châtrons de 18-24 mois, et plus chers que les bœufs maigres de plus de 2 ans : les engrasseurs finaux bénéficient presque toujours d'une prime par rapport aux vendeurs de maigre âgé.

Si on regarde l'évolution sur une longue période, on s'aperçoit que les prix du maigre âgé de plus d'un an et des bœufs finis sont très assez étroitement corrélés et stables au long des années. Sur 20 ans, sur le marché de São Paulo, pour le prix de vente d'un bœuf fini de 470 kg un engrasseur peut racheter entre 1,3 et 1,6 bœuf maigre de 320 kg.

En revanche, le taux d'échange entre naisseur et engrasseur a fortement évolué depuis 20 ans, à l'avantage du naisseur. Quand un engrasseur achetait régulièrement plus de 3 broutards avec le produit de la vente d'un bœuf dans les années 80, il n'en achetait plus que 2 à 2,2 entre 1999 et 2002. Ce ne sont donc plus les engrasseurs finaux du Sud du pays qui imposent leur loi! Toutefois, cela semble avoir évolué sur la toute dernière période, avec un rapport de prix plus proche de 2,5.

● Prix des différents mâles sur le marché de São Paulo en 2002
(en Reais/kg vif)



Source : GEB d'après FNP

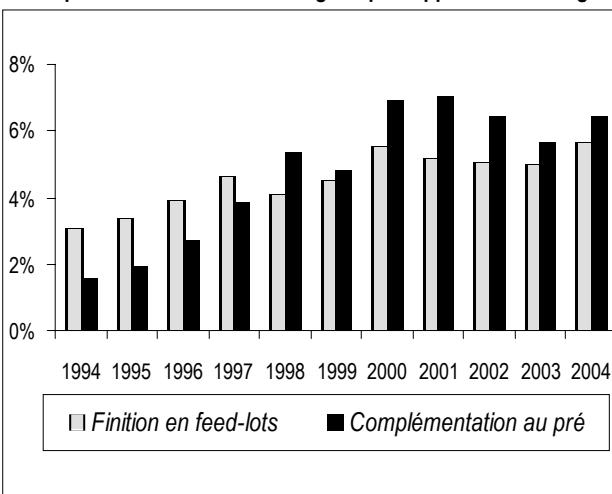
La finition au grain progresse à nouveau...

La finition à l'herbe, en saison des pluies, domine encore largement.

D'après les estimations de la FNP, les animaux finis en feed-lots représenteraient une part qui a assez peu évolué depuis 10 ans : elle ne dépasserait pas 5% en 2003. Cet engrangement très intensif s'est développé plus rapidement que les effectifs abattus, puisque le nombre de bovins concernés est passé de 800 000 à 2 millions. Néanmoins, il a plafonné entre 2000 et 2003 (et baissé en pourcentage), surtout à cause du prix élevé des céréales et du soja depuis quelques années. Il semble qu'il serait en train d'augmenter à nouveau : la FNP s'attend en 2004 à une finition au grain de plus de 2,3 millions de têtes.

La complémentation alimentaire durant la phase de finition s'est davantage développée dans les années 90: la part des animaux concernés atteint désormais 6 à 7% alors qu'elle était presque inexistante il y a 10 ans. Dans ses estimations d'animaux complémentés au pré, la FNP ne prend en compte que ceux qui reçoivent plus de 0,5 kg d'aliment concentré par jour. C'est cette pratique qui est préconisée désormais par les conseillers techniques dans le cadre des programmes de rajeunissement des animaux abattus.

● Proportion d'animaux finis au grain par rapport aux abattages



Source : GEB d'après FNP

Les feed-lots sont de grosses structures qui font généralement à la fois de la mise en pension et de l'engraissement d'animaux en propre. Les animaux peuvent sortir très jeunes, environ 15 mois et doivent être valorisés dans des circuits particuliers pour que le coût de production - généralement élevé - puisse être amorti. C'est le principe même des "novilhos super-precoce", avec les diverses marques qui existent (comme "teen-beef") et qui visent des niches de marché.

Mais la finition se fait surtout avec des animaux ayant passé une ou deux saisons au pâturage après le sevrage, à condition qu'ils soient finis avant l'âge de 36 mois, pour bénéficier de l'appellation "novilho precoce".

Enfin, les vaches de réformes peuvent aussi être engrangées en feed-lot, mais de façon plus marginale. Le supplément de prix espéré est en général limité, car le kg de vache est fortement dévalué par rapport au kg de bouvillon.

Les croissances visées sont importantes, souvent entre 1,2 et 1,6 kg/jour ! Les rations sont très énergétiques (maïs, tourteaux de coton, sous-produits divers des industries voisines), avec une base d'ensilage (de maïs, de sorgho ou de canne à sucre triturée humide, ou encore bagasse hydrolysée), avec l'usage systématique de Rumensin et, semble-t-il, d'anabolisants. Un indice qui le laisse à penser est par exemple que l'Institut de Zootechnie de l'Etat de São Paulo continue à distribuer une brochure technique sur l'utilisation des anabolisants, alors même qu'ils sont interdits depuis longtemps. D'autres indications ressortent de nos discussions avec différents experts brésiliens.

Les poids cibles tournent entre 400 et 550 kg vif, soit entre 210 et 290 kg carcasse selon le sexe et la durée d'engraissement souhaitée : pour les très jeunes mâles ("novilhos super precoces"), le poids cible est de 220 kg de carcasse. Eux sont engrangés directement après le sevrage, sur une durée de 5 à 6 mois. Mais la durée moyenne est bien inférieure pour les autres types d'animaux : en général, elle

est de 90 à 100 jours et vise à faire prendre 130 kg vif en partant d'un poids de 320 à 430 kg à l'entrée.

Le coût par kg vif gagné est souvent élevé (autour de 4 Reais/kg éc), soit très proche du prix final. Donc ce n'est vraiment rentable qu'à condition d'acheter les animaux maigres quand leur prix est bas (en janvier-février ou en juillet) pour les revendre quand les prix sont au plus haut, en octobre-novembre. Mais encore faut-il que cela soit compatible avec la durée optimale de l'engraissement. C'est pourquoi, beaucoup d'engraisseurs en feed-lots disposent également de prairies d'attente afin de pouvoir acheter les maigres au meilleur prix sans les faire rentrer immédiatement en feed-lots.

Les sorties en octobre-novembre correspondent à la fin de la saison sèche et de l'hiver austral dans le Sud-Est et le Centre-Ouest. L'engraissement hivernal permet donc aussi de décharger les prairies au moment où elles sont le moins productives et de les conserver pour le cheptel reproductif.

Enfin, les engrasseurs en feed-lots tentent également de toucher les primes versées par certains abattoirs aux animaux jeunes, qui peuvent atteindre 7% pour les "super-précoce" et 3 à 4% pour les "précoce".

Selon la FNP, ce mode de finition devrait croître fortement ces prochaines années, à la fois pour répondre à la préoccupation de l'homogénéisation des carcasses, notamment celles destinées à l'export (en pariant bien sûr sur davantage de primes versées par les abattoirs), mais aussi pour permettre une meilleure allocation des pâturages, enfin pour profiter des réserves fourragères qui pourraient être récoltées en plus grands volumes au printemps avec l'intensification des prairies. Les prévisions tablent sur un effectif de 4,5 millions de têtes engrangées en feed-lots à l'horizon 2012, une multiplication par 2,5 déjà enregistrée lors des 10 années passées.

■ **Les plus gros feed-lots visent l'export**

Le site internet spécialisé BeefPoint (www.beefpoint.com.br) vient de diffuser les résultats d'une enquête auprès des 50 plus gros feed-lots brésiliens. Cela donne d'abord une idée de leur taille (un peu plus de 10 000 places chacun), de leur localisation (44% dans le Sud-Est, 48% dans le Centre-Ouest) et de leur spécialisation : plus de 70% de ces exploitations ne font que la finition. Plus de 40% des animaux qu'ils engrangent sont mis en pension.

Cette enquête renseigne aussi sur les pratiques majoritaires. Les animaux sont achetés en moyenne à 348 kg et vendus à 480 kg, après 92 jours d'engraissement. Soit un GMQ d'environ 1,4 kg.

Autre élément très intéressant : la grande majorité de ces animaux sont destinés à l'exportation. En effet, 88% sont identifiés dans le système SISBOV (obligatoire pour l'export) et la répartition des abattoirs acheteurs est parlante : les grands exportateurs comme BERTIN, FRIBOI, MARFRIG ou encore MINERVA sont les plus souvent cités.

... et la complémentation se développe rapidement

C'est cette méthode qui a connu récemment le plus fort développement. Elle permet d'éviter la perte de poids durant la saison sèche, et de conserver une croissance minimale de 300 grammes par jour durant les 3 mois les moins favorables, et en moyenne de 500 grammes par jour durant toute la phase de repousse-finition.

Cette méthode est appliquée tant sur les broutards que sur les bœufs ou génisses maigres, ce qui permet de raccourcir singulièrement les cycles de production. On estime ainsi que la complémentation fait gagner 8 mois sur un cycle traditionnel de repousse-finition de 20 mois, soit un abattage à 26/28 mois au lieu de 3 ans et plus dans le cycle traditionnel.

En outre, elle peut être également utilisée, avec des quantités quotidiennes plus importantes, pour la finition des bovins au pré et une vente en période de prix élevé, à la sortie de la saison sèche. Les

brésiliens parlent alors de "semi-confinamento". Cette finition plus intensive permet de gagner encore 3 mois ½ et de réduire la phase d'embouche-finition à seulement 9 mois : 6 mois de saison d'herbe et 3 mois de finition en saison sèche.

Les techniciens d'élevage recommandent plutôt actuellement de s'appuyer davantage sur des réserves fourragères à partir de prairies (ensilage notamment) que sur les grains pour une finition semi-intensive. Cependant, parce qu'elle ne libère pas les prairies durant la saison sèche, cette complémentation semi-intensive au pré devrait

moins progresser que par le passé d'après les experts de la FNP. Ils tablent sur une augmentation de 50% d'ici 2012, pour faire passer cette finition en "semi-confinamento" à 3,6 millions de têtes.

Les conseillers préconisent aussi la généralisation des compléments minéraux et vitaminés, ce qui ne semble pas encore le cas : d'après une étude, seuls environ les 2/3 des animaux bénéficient de cet apport, pourtant indispensable avec les déficiences de la plupart des sols brésiliens en phosphore et calcium notamment.

VI - DES ABATTAGES EN PLEIN ESSOR, MAIS CLANDESTINS POUR MOITIÉ

Intensification des conduites d'élevage et raccourcissement des cycles ont bien payé, tout spécialement depuis le milieu des années 90. Ainsi, alors que le cheptel bovin ne progressait que de 10% entre 1996 et 2003, les abattages estimés par la FNP explosaient de 18% durant la même période.

La tendance est claire, mais les chiffres beaucoup moins précis qu'il n'y paraît au premier abord: en effet, les abattages officiels contrôlés par l'Institut officiel fédéral ne décomptent que 21,65 millions de bovins abattus en 2003 alors que l'estimation de la FNP fait état de 40,9 millions de têtes.

Comme en Argentine, les abattoirs sont agréés à 4 niveaux distincts :

- ceux qui sont agréés à l'export. Les listes peuvent être distinctes selon les pays, les plus exigeants étant traditionnellement les pays développés et tout spécialement l'Union Européenne. La dernière liste publiée début 2004 par la Commission Européenne recense ainsi 42 abattoirs et 53 salles de découpe agréées pour les bovins (voir encadré) ;
- ceux qui sont agréés au niveau fédéral par le SIF, dont tous les précédents. Un expert estime que ces abattoirs réaliseraient à eux seuls 80% des abattages officiels ;
- ceux qui sont agréés au niveau de chaque Etat ;
- ceux qui ne sont agréés qu'au niveau de chaque Municipé.

● Répartition des abattoirs frigorifiques agréés
à l'échelon fédéral (SIF)

Région	1994	2004
Nord	13	29
Nord-Est	18	22
Sud-Est	79	106
Sud	92	99
Centre-Ouest	72	94
TOTAL BRESIL	274	350

Source : Rapport CNA et site internet "Rural Business"

L'augmentation du nombre d'abattoirs agréés au niveau fédéral concerne surtout le Sud-Est et aussi les zones pionnières : Centre-Ouest surtout, Nord dans une moindre mesure, et surtout, au sein de cette région, les 3 Etats les plus "bovins" : Rondonia, Tocantins et Para.

En revanche, le Nordeste et les Etats de l'extrême Nord-Ouest restent très peu desservis par des abattoirs agréés à l'échelon fédéral. Des Etats pourtant très peuplés comme Piaui ou Ceara en sont même totalement dépourvus.

Ces abattoirs agréés par le SIF sont de tailles très diverses. Si on divise 80% des abattages officiels par 350 abattoirs, cela donne une moyenne de 50 000 bovins abattus par an, soit environ 11 500 tonnes équivalent carcasse (le poids moyen des bovins abattus est de 230 kg en 2003), ce qui reste très modeste.

On ne dispose pas de chiffres récents sur la taille des abattoirs agréés par le SIF, mais, en 1994 :

- 37 dépassaient 100 000 bovins par an (15 dans le Sud-Est, 14 dans le Centre-Ouest, 5 dans le Sud et 3 dans le Nord) ;
- 58 abattaient 50 à 100 000 bovins par an ;
- 130 abattaient 10 à 50 000 bovins par an ;
- et 49 abattaient moins de 10 000 bovins par an.

Il est probable qu'aujourd'hui la première catégorie ait nettement augmenté, en particulier parce que de nombreux abattoirs se sont construits dans les zones pionnières et qu'ils sont en général de grande taille. La plupart des abattoirs agréés à l'exportation dépassent les 100 000 bovins annuels.

Les abattoirs agréés au niveau des Etats et/ou des Municipes sont beaucoup plus nombreux, mais la situation est très disparate selon les Etats.

Ainsi, dans le Rio Grande do Sul¹⁸ (abattages officiels autour de 1 million de têtes en 2002, estimés à 3,2 millions de têtes par la FNP), pour 23 abattoirs agréés par le SIF, on compte pas moins de 187 abattoirs agréés au niveau de l'Etat et entre 300 et 600 agréés au niveau des Municipes : le Ministère local de l'agriculture en ignore même le nombre exact !

Dans le Mato Grosso do Sul¹⁹ en revanche, la filière est très contrôlée. 4,7 millions de têtes ont officiellement été abattues en 2000, ce qui paraît même supérieur à la production de l'Etat : c'est que

■ **Les outils agréés par l'UE**

Les 42 abattoirs agréés par l'Union Européenne appartiennent essentiellement à 6 groupes industriels :

- BERTIN, le principal exportateur en volume, en compte 5 à lui seul, comme FRIBOI ;
- INDEPENDANCIA, MARGEN et MARFRIG détiennent 4 abattoirs chacun ;
- et MINERVA 2.

Tous ces groupes cumulent donc plus de la moitié des abattoirs agréés par l'UE, qui sont souvent aussi les plus importants et les plus modernes du pays.

Au point de vue géographique, la plupart de ces outils étaient situés à proximité des ports il y a une dizaine d'années. Les Etats du Sud-Est en comptent toujours une vingtaine : 12 pour le seul Etat de Sao Paulo ; 4 pour le Minas Gerais ; 1 pour Espírito Santo. On peut y rattacher les 2 outils du Paraná.

Mais le Centre-Ouest est maintenant très bien équipé, au point même de surpasser la région Sud-Est avec 9 abattoirs agréés UE dans le Mato Grosso do Sul, 7 dans le Mato Grosso et 5 dans l'Etat de Goiás. Ce sont principalement les gros groupes originaires de la région de São Paulo qui ont construit ces outils depuis le milieu des années 80, même si quelques firmes locales arrivent à résister.

Dans ce concert, le Rio Grande do Sul qui était dans les années 1950 à 70 le principal exportateur de viande vers l'Europe ne compte plus que 2 abattoirs agréés.

Il faut noter qu'il n'y a pour l'instant strictement aucun outil agréé dans les régions Nord-Est et Nord, alors que des Etats comme Bahia ou Tocantins sont aussi reconnus comme indemnes de fièvre aphteuse.

de nombreux animaux des Etats voisins viennent s'y faire abattre. La quasi totalité de ces abattages s'effectue dans des outils agréés par le SIF, la population locale étant faible. En 2000, il existait 31 abattoirs agréés à l'échelon fédéral, dont 5 agréés à l'export vers l'UE. Les 11 usines les plus grandes réalisaient alors 51% des abattages.

La clandestinité progresse plutôt

L'estimation des abattages non officiels est évidemment un exercice délicat. Traditionnellement, cette estimation était réalisée à partir des chiffres fournis par l'industrie des cuirs, partant du principe que tous les cuirs finissent par lui parvenir, que les animaux aient été abattus clandestinement ou non. Or, en 2003, ces statistiques indiquent une collecte de 21,4 millions de cuirs de bovins, inférieure même aux abattages inspectés.

Les abattages clandestins sont selon les experts absolument considérables. Le rapport déjà cité de la CNA estimait en 2000 que 50 à 60% des abattages de bovins brésiliens étaient clandestins. Il attribuait essentiellement cette prolifération d'abattages non contrôlés à la fraude fiscale d'une part et d'autre part à la crainte d'une inspection sanitaire tout particulièrement dans les régions du Nord et du Nord-Est. Un article de 2002²⁰ confirme l'ordre de grandeur de cette estimation, et conclut même à une extension de la clandestinité qui serait passée de 40% à 50% entre le milieu des années 1990 et le début du nouveau siècle. Il insiste sur les risques sanitaires considérables qui sont liés à cette filière clandestine.

Des efforts ont certes été faits, mais surtout dans les grandes villes les plus prospères. Le rapport de la CNA cite le cas d'Uberlândia (la capitale du Triângulo Mineiro), où le taux d'inspection est passé en quelques années de 20 à 90% de la viande vendue en ville après des campagnes de contrôle

¹⁸ Ces chiffres proviennent de la SICADERGS, le syndicat des industries des viandes de l'Etat. Entretien personnel en avril 2003.

¹⁹ Ces données proviennent d'une communication du Professeur I.L Michels aux rencontres "Boi Verde" en 2000.

²⁰ "Na clandestinidade : o mercado informal de carne bovina", P.F. Azevedo & Fl Bankuti, UFSCAR- Etat de São Paulo.

sanitaire systématique dans les boutiques et de fermeture des commerces qui vendaient des viandes non estampillées.

En fait, il apparaît qu'il existe 2 circuits de commercialisation des bovins finis, pratiquement étanches.

Le premier circuit est l'officiel, la part émergée de la filière viande bovine. Les bovins finis sont vendus à l'abattoir souvent en direct par les éleveurs. Celui-ci livre soit des grossistes en viande, soit des clients à l'export, soit des chaînes de supermarchés. De plus en plus, l'abattoir assure la découpe avant la vente, bien qu'il puisse vendre également des quartiers aux détaillants de la région.

Le deuxième circuit, souterrain, implique de nombreux intermédiaires. Les animaux finis sont achetés par des négociants qui font souvent abattre à façon dans de petits abattoirs (parfois aussi dans des abattoirs agréés en dehors des heures officielles) sans payer l'ICMS de 7% (la TVA locale), ni évidemment les autres taxes et impôts (estimées à environ 13% dans le Rio Grande do Sul par exemple, hors charges sociales du personnel souvent employé au noir). Ils livrent ensuite la viande en quartiers à des chevillards. Cette viande est écoulée préférentiellement par les marchés en plein air ou les boucheries de quartier (là encore, une "économie" d'environ 9% de taxes, toujours sans compter les charges sociales). Il n'y a bien sûr aucun contrôle sanitaire sur cette viande, qui est commercialisée surtout en "circuit chaud" aux populations pauvres.

Il semble bien qu'une bonne part des animaux de réformes (vaches et taureaux) passent par ce circuit.

Il ne faut pas perdre de vue que toutes les informations chiffrées (prix, volumes...) ne concernent que la filière officielle, et que la moitié clandestine de la filière viande bovine au Brésil n'est approchée que par défaut, avec des extrapolations des chiffres officiels.

Les abattages officiels : 31% de vaches

Les abattages officiels sont passés en 6 ans de 15 millions de têtes à 21,6 millions en 2003. Ils sont classés en 4 catégories :

- les **veaux**, qui sont abattus avant l'âge d'un an et restent marginaux (40 000 têtes en 2003) ;
- les **jeunes bovins** ("novilhos"), mâles et femelles confondus, abattus avant qu'ils aient 6 incisives permanentes (soit environ 3 ans pour les zébus et 30 mois pour les croisés avec des races taurines) ;
- les **vaches de réforme**, incluant les génisses ayant dépassé l'âge ci-dessus, même si elles n'ont jamais vêlé ;
- les **mâles âgés de plus de 3 ans**, qui sont appelés "bœufs" même quand il s'agit de taureaux.

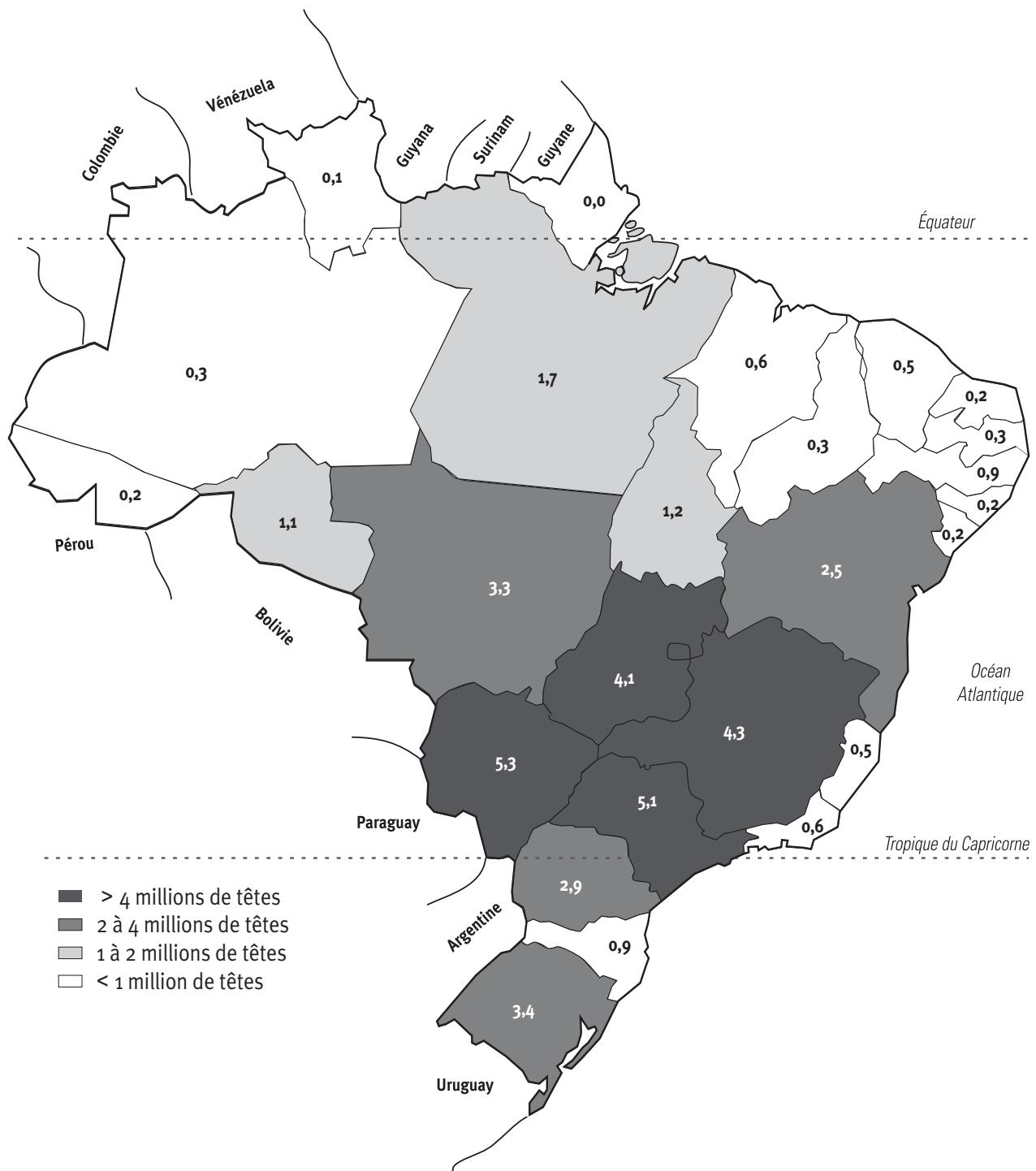
Le nombre de jeunes bovins abattus a beaucoup augmenté, passant de 2,6 à 3,3 millions de têtes. Mais leur part dans les abattages totaux, qui avait augmenté de 18 à 21% entre 1997 et 2001, est retombée à 15% en 2003. C'est sans doute le signe d'une insuffisante incitation par les prix de la part des abattoirs. En outre, cette proportion n'est pas extrapolable à l'ensemble des abattages brésiliens, puisqu'il est peu probable que nombre de ces jeunes bovins soient commercialisés dans les circuits parallèles, où ils auraient beaucoup de mal à trouver une valorisation correcte.

Les "bœufs" représentent toujours la grande majorité des statistiques annuelles, aux alentours de 55%. La part des vaches de réforme est la plus variable selon les années, entre 23 et 31%. Mais il reste bien difficile de préciser s'il s'agit d'un taux de réforme qui varie ou tout simplement de la variation de la prise en compte officielle.

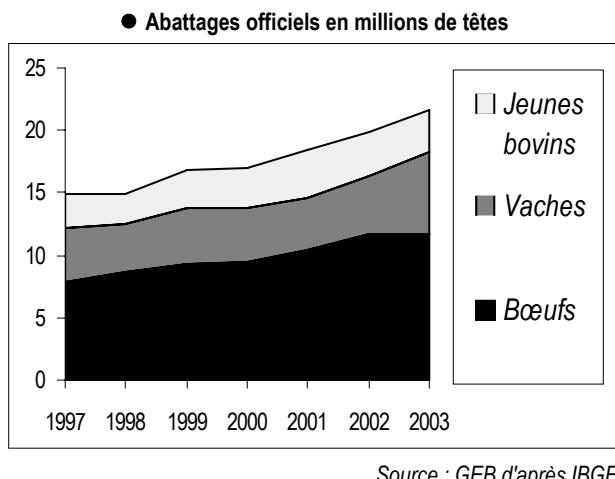
D'après les bilans effectués par la FNP sur la base des effectifs de vaches (eux aussi obtenus par extrapolation du recensement de 1996 croisé avec leur expertise de terrain), avec un taux de réforme estimé aux alentours de 18 à 20%, les abattages de femelles atteindraient 45 à 47% de l'ensemble des abattages. Cela indique donc bien une plus grande proportion de vaches de réforme dans les abattages clandestins.



Le Brésil : abattages en 2003 (en millions de têtes)



Source : GEB d'après FNP



Les adultes s'alourdissent pour l'export

Selon les abattages officiels, la tendance à l'alourdissement des carcasses de bovins adultes est nette, mais assez lente. Ainsi, les bœufs ont gagné 10 kg en 6 ans, frôlant désormais les 260 kg carcasse, et les vaches de réforme se sont alourdies de moins de 8 kg, en restant très légères, aux alentours de 190 kg de carcasse.

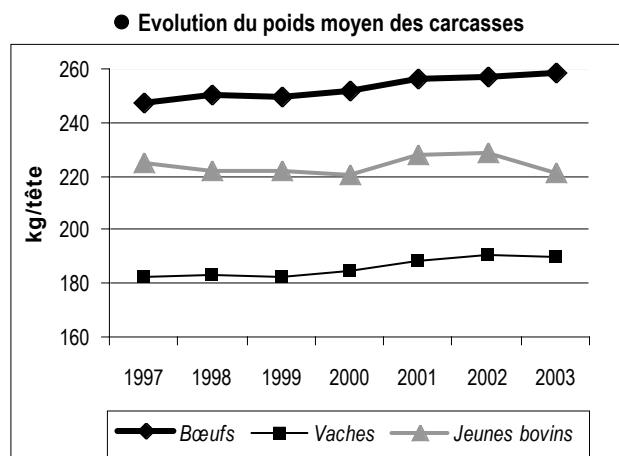
En revanche, les poids des jeunes bovins ne varient guère, restant à peu près stables autour de 220 kg, ce qui indique un pourcentage de femelles non négligeable puisque le poids minimum des mâles âgés de plus d'un an pour être correctement valorisé en abattoir est de 225 kg.

L'explication de ces évolutions divergentes est à rechercher à la fois dans les modes de production et les débouchés.

Du côté des jeunes bovins, l'essentiel de la production est destiné au marché intérieur et la grande majorité sont finis au moins en partie au grain. Le gain du kg supplémentaire coûte cher à produire, et il est probable que les producteurs se calent sur les poids minimum exigés par la filière pour verser les primes aux "novilhos precoces", soit 180 kg pour les femelles et 225 kg pour les mâles.

A l'inverse, du côté des bœufs, la tendance est à rechercher du poids (à condition de ne pas trop

retarder l'âge à l'abattage) puisqu'il est gagné essentiellement au pré. En outre, l'exportation constitue un débouché croissant et les abatteurs demandent de plus en plus des animaux assez lourds pour être valorisables sur les marchés extérieurs, c'est à dire pesant au moins 240 kg de carcasse, sans être trop gras toutefois. Le même raisonnement peut être effectué pour les vaches de réforme, même si leurs débouchés à l'export sont limités aux morceaux nobles ou aux préparations.



Globalement, d'après l'IBGE, le poids moyen des bovins abattus s'établit à 230 kg en 2003. L'estimation de la FNP sur la totalité des abattages est très nettement inférieure, autour de 188 kg éc/tête. Cela signifie que les quelques 19 millions de têtes qui rentreraient dans le circuit clandestin pèseraient 140 kg éc en moyenne, ce qui paraît tout de même très faible, même s'il est clair que ces bovins-là sont moins bien finis que leurs congénères destinés au circuit officiel. Comme les estimations de la FNP sur les volumes produits sont largement considérées par les experts brésiliens comme fiables, peut-être le nombre d'abattages clandestins est-il surestimé.

SISBOV, l'identification généralisée des bovins à l'horizon 2006

Le système d'identification des bovins (et des buffles) a d'abord été mis en place pour satisfaire

aux exigences de traçabilité imposées par l'Union Européenne en 1997. Il s'agissait alors d'identifier individuellement les bovins destinés à l'exportation vers l'Union Européenne, et non plus par lot comme c'était le cas jusqu'alors.

Ce système est mis en place par étapes depuis les décrets publiés lors du premier semestre 2002 (le décret instaurant SISBOV date de janvier 2002). Il repose encore aujourd'hui sur le volontariat des éleveurs et la certification privée.

Jusqu'en mai 2004, il était exigé une identification au moins 40 jours avant l'abattage des animaux destinés à l'exportation (pour l'UE d'abord, vers toutes les destinations à partir du 15 mars 2004).

Théoriquement, à partir de juin 2004, cette période d'identification doit remonter à au moins 90 jours, délai qui passera à 180 jours à partir de novembre 2004, puis à un an à partir de juin 2005.

Objectif encore plus ambitieux, à compter du 1er janvier 2006, il est prévu que tous les bovins et les buffles soient identifiés au plus tard dans les 3 mois suivant la naissance, sans plus distinguer les zones libres de fièvre aphteuse des autres (contrairement à ce qui était prévu initialement).

Autant les premières étapes de la mise en place de ce système se sont déroulées sans trop de heurt (encore que des missions d'inspection vétérinaire de l'UE aient découvert en 2003 des cas de bouclage des animaux dans les aires d'attente des abattoirs), autant les prochaines risquent d'être autrement plus délicates.

Néanmoins, la détermination du gouvernement paraît sans faille, accompagnée par les représentants de la filière exportatrice, tous bien conscients que les exigences de traçabilité deviennent une clef d'entrée sine qua non sur la plupart des marchés internationaux. En outre, les conséquences positives se feront largement sentir sur le marché intérieur, avec l'espérance de supprimer l'essentiel des filières clandestines et donc de récupérer davantage de recettes fiscales et d'assurer une meilleure sécurité alimentaire aux

consommateurs brésiliens.

En pratique, le document SIBOV est très complet. Il inclut les éléments suivants :

- 1 numéro unique à 15 chiffres (17 à l'origine) ;
- l'exploitation de naissance ;
- le mois de naissance ou d'arrivée dans l'exploitation ;
- le sexe et le type racial ;
- le système d'alimentation (supplémentation ...) ;
- les vaccinations et autres traitements vétérinaires.

Il doit permettre l'édition d'un passeport pour le transport des animaux vivants, qui sera requis dans les abattoirs agréés (le "guia de Transito Animal").

Le contrôle en ferme de l'identification et du registre d'élevage est délégué à des organismes certificateurs agréés au niveau fédéral (il y en avait 34 en mai 2004), qui fournissent également les moyens physiques d'identification (boucles).

En général, l'abattoir paie pour chaque animal identifié une prime de 2 à 4 Reais/arroba (33 à 66 Euros/tonne), ce qui doit largement couvrir - et au-delà - le coût d'identification estimé à environ 4 Reais par tête. Mais cela correspond aussi à la prime payée pour un animal de qualité exportable. Le problème se posera quand TOUS les animaux devront être identifiés, y compris ceux vendus sur le marché intérieur.

Premiers blocages !

Un premier état sur 21 mois d'application, de mars 2002 à novembre 2003, a été publié par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement (le "MAPA"). Il décomptait 10,3 millions de bovins rentrés dans le système SISBOV, dont 2,5 millions avaient déjà été abattus.

Les Etats du Centre-Ouest se taillaient alors la part du lion dans ces animaux identifiés :

- 3,4 millions pour le Mato Grosso do Sul, dont 2,3 millions encore vivants (environ 10% du cheptel) ;
- 1,9 million dans le Goias, dont 1,6 vivants (~ 10% du cheptel) ;
- 1,8 million dans le Mato Grosso, dont 1,4 vivants

- (~ 8% du cheptel) ;
- 1,2 million dans le Sao Paulo, dont 1 vivants (~ 9% du cheptel) ;
 - 0,9 million dans le Minas Gerais, dont 0,7 vivants (~ 3% du cheptel) ;
 - 0,7 million dans le Paraná, dont 0,4 vivants (~ 4% du cheptel) ;
 - 0,4 million dans le Rio Grande do Sul, presque tous vivants (~ 3% du cheptel).

Cette répartition fait apparaître en creux l'importance relative des exportations vers l'Union Européenne dans les filières de ces différents Etats, puisque seul ce débouché imposait l'identification individuelle des animaux à cette époque-là.

Dans tous les autres Etats de la Fédération, le nombre d'animaux entrés dans le système était très marginal, à peine quelques milliers.

Un bilan d'étape publié en mars 2004 indiquait un total de 13,6 millions de bovins entrés dans le système, soit une progression quotidienne de 50 à 55 000 animaux. Il est vite apparu que ce rythme était notoirement insuffisant pour espérer tenir les délais. D'ailleurs, malgré une accélération à 125 000 inscriptions quotidiennes en mai, le gouvernement a dû se résoudre à ajourner l'obligation de 90 jours d'identification avant abattage.

Invoquant d'abord un manque de boucles, et désormais revenant sur l'intérêt même de l'identification individuelle des animaux " alors que seulement 5% des bovins brésiliens sont destinés à l'Union Européenne ", des éleveurs élus de la CNA commencent à mener une campagne tout azimut contre la généralisation du SISBOV, alors même que la Commission nationale élevage bovin de la CNA la soutenait encore en novembre 2003. Quelle est la part de la tactique pour obtenir davantage de concessions ou de la prise en compte d'inquiétudes des éleveurs non impliqués dans l'exportation ? C'est pour le moment difficile à déterminer. Mais le vrai test de la possibilité ou non de généraliser l'identification individuelle des bovins est en train de se jouer. On parle déjà d'un délai supplémentaire de 6 mois pour l'obligation d'identifier les animaux

3 mois avant abattage...

En outre, ce ne serait pas la première fois que les pratiques des agriculteurs et des éleveurs iraient à l'encontre des lois et décrets : l'exemple des OGM cultivés en toute illégalité le montre suffisamment. Bref, les filières clandestines semblent avoir encore de beaux jours devant elles !

La classification des carcasses obligatoire en 2005

Une autre réforme sur laquelle les éleveurs sont très demandeurs, en tous cas ceux qui travaillent dans la filière officielle, est celle du paiement de leurs animaux à la classification. En effet, jusqu'alors, le paiement des animaux est effectué sur les cotations régionales, qui distinguent principalement les jeunes bovins des bœufs et des vaches de réforme. Pour le reste, il existe bien quelques cahiers des charges spécifiques avec des prix spéciaux, un déclassement pour les mâles ou les carcasses trop maigres, trop grasses..., une prime pour les animaux aptes à l'exportation (qui s'applique aujourd'hui aux animaux bouclés dans le cadre de SISBOV), mais c'est tout.

La segmentation du marché n'en est vraiment qu'à ses débuts et elle a souvent davantage progressé en aval des abattoirs qu'en relation avec les éleveurs. Ceux-ci se plaignent régulièrement de l'absence totale de remontée d'information des abattoirs, mis à part le poids de carcasse. Dans la filière bovine officielle au Brésil, ce sont les abattoirs qui font la loi, malgré la taille des exploitations d'élevage.

Bien entendu, les abattoirs de la filière officielle procèdent à une classification des carcasses, mais à l'usage exclusif de la gestion interne ou de la vente.

Aussi la CNA est extrêmement demandeuse d'un système de classification objectif et certifié par l'Etat. Le MAPA vient d'accéder à leur demande, au moins pour les abattoirs inspectés par le SIF à l'échelon fédéral. Un projet de loi a été déposé début mai 2004 au Parlement qui prévoit de rendre obligatoire un système de classification fédéral.

Celui-ci s'appuiera sur un corps de certificateurs agréés par l'Etat (des vétérinaires ou des zootechniciens qui auront passé un examen), et donnera les informations suivantes :

- le sexe de l'animal (mâle entier, mâle castré, génisse, vache) ;
- l'âge mesuré par le nombre d'incisives permanentes (0, 2, 4, 6 ou 8) ;
- le poids de la carcasse chaude ;
- l'épaisseur de gras dorsal (en mm : 0, 1-3, 3-6, 6-10, >10).

Il est prévu que ce système sera obligatoire pour les animaux bouclés dans SISBOV, ce qui ressemble fort à un donnant-donnant entre éleveurs, pouvoirs publics et abatteurs.

Il peut sembler curieux que l'âge soit toujours mesuré par le nombre d'incisives permanentes alors que les animaux sont théoriquement identifiés, mais il faut rappeler que cette identification pourra encore s'effectuer bien après la naissance en 2005.

Le prix entrée abattoir à São Paulo joue un rôle directeur

Jusqu'à maintenant, il existe 2 prix directeurs pour les animaux finis dans chaque bassin de production au Brésil : celui des bœufs et celui des vaches de réforme. Ces prix sont établis d'après les offres officielles des abattoirs. Bien entendu, ces prix ne sont valables que dans la filière officielle, même s'ils sont sans doute utilisés comme base de négociation dans la filière clandestine.

La cotation de référence reste celle de l'Etat de São Paulo, et plus précisément celle du quart Nord-Ouest de cet Etat. D'abord parce que c'est la région d'origine de la plupart des grands groupes de la filière viande bovine, qu'ils soient exportateurs ou davantage tournés vers le marché intérieur. En effet, l'Etat est à la fois le siège du plus grand port d'exportation de bœuf (Santos, à 70 km de la capitale économique, le plus grand port d'Amérique Latine) et héberge la population la plus nombreuse (22% des Brésiliens) et au niveau de vie le plus élevé du Brésil. Et puis aussi, l'Etat reste le

principal producteur de viande bovine du Brésil malgré la montée en charge des Etats du Centre-Ouest et du Nord (voir carte des abattages).

Les abattoirs ont l'habitude d'acheter des animaux très loin dans le pays. Ainsi, le rapport de la CNA indique des distances parcourues par les animaux finis pouvant atteindre 500 km dans le Sud-Est et même 750 km dans le nord (faibles densités). Néanmoins, les outils spécialisés dans l'exportation et/ou les créneaux haut de gamme sur le marché intérieur sont en train de limiter leurs rayons de collecte, afin de diminuer les risques de stress, de perte de poids et de viande sombre.

Ainsi, les abattoirs rencontrés tentent tous de restreindre leur aire de collecte à 250/300 km, et travaillent beaucoup sur l'amélioration des conditions de transport des animaux vivants, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années. C'est par exemple le cas de MARFRIG, de FRIBOI, de MERCOSUL ou encore de GOIAS CARNE.

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que les abattoirs s'installent désormais davantage dans le Centre-Ouest, là où se développe l'élevage.

Les achats d'animaux ont le plus souvent lieu en direct dans la filière officielle : les abattoirs achètent uniquement en lots, mais les éleveurs d'une certaine taille sont tout à fait capables de fournir la vingtaine d'animaux nécessaires pour remplir un camion. Seuls les plus petits éleveurs sont contraints de vendre à des marchands d'animaux vifs, marchands qui font la loi dans la filière clandestine et sont fréquemment chevillards.

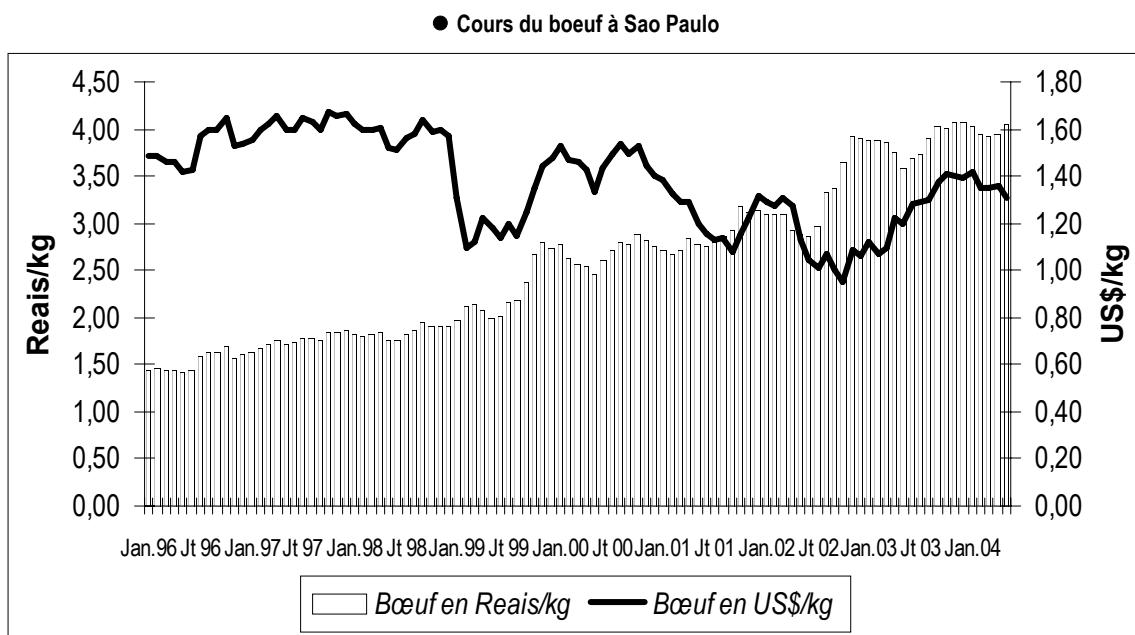
Le bœuf plus compétitif en US\$

En fait, il existe 2 types de cotations : une cotation "à vue" (c'est à dire avec paiement immédiat), et une cotation avec un délai de paiement (en général 35 jours). La différence entre les deux est de 1,5 à 3%, calée sur les taux d'intérêt à court terme.

La cotation du bœuf depuis 8 ans montre d'abord une progression en monnaie locale (le Real), mais

une dévalorisation tendancielle en dollars US, liée à la dévaluation presque permanente du Real. Ainsi, le prix du bœuf en moyenne annuelle a été multiplié par 2,5 en monnaie locale entre 1996 et 2003, mais il a perdu près de 20% en US\$. Dans la monnaie des échanges internationaux, le bœuf brésilien était au plus haut en 1997-98, avant la

crise financière de 1999 et l'effondrement du Real. Il semble que le point bas ait été atteint en 2002 : la dévaluation n'a pas cessé, mais le prix du bœuf augmente plus vite encore. Sur les 5 premiers mois de 2004, le kg équivalent carcasse de bœuf se paie à l'entrée des abattoirs de São Paulo à 4 Reais, soit 1,36 US\$.



Source : GEB d'après FNP

■ Le marché à terme de São Paulo

La BM&F ("Bourse des marchandises et des futures") est le marché à terme de l'ensemble du Brésil, à la fois pour les échanges typiquement financiers (taux d'intérêt, taux de change, taux d'inflation...) et pour les "commodités agricoles".

L'ambition de la BM&F est de concurrencer le marché à terme de Chicago (USA) pour les principales denrées agricoles d'exportation brésilienne : le soja, l'alcool de canne anhydre, le sucre, le café, le maïs, le coton... et bien sûr la viande bovine (animaux finis et broutards).

Le marché à terme de la viande bovine n'a vraiment pris son envol que depuis la fin des années 90. Les contrats papier se réfèrent à une réalité commune de la filière :

- 330 arrobas de bœufs finis rendus dans l'Etat de São Paulo, c'est à dire la capacité d'un camion d'animaux vivants : environ 20 bœufs de 247,5 kg de carcasse (moyenne des animaux exportés, en prenant en compte un rendement carcasse de 54%). Ces bœufs doivent être correctement finis ("carcasses convexes"), peser 450 à 550 kg vif et être âgés de moins de 42 mois (pas plus de 6 incisives permanentes) ;

- 33 mâles Nelore ou zébus croisés (la capacité d'un camion), pesant chacun au moins 170 kg vif, et livrables dans le Mato Grosso do Sul.

Il faut souligner qu'il s'agit là exclusivement d'un marché de contrats papier : les vendeurs deviennent acheteurs de contrats à l'échéance du terme, au prix du marché à ce moment-là : ils ne peuvent pas se couvrir en vendant leurs animaux par exemple s'ils sont éleveurs. Le prix "spot" (du jour) est basé sur l'indice calculé par une des principales universités agronomiques du pays : l'ESALQ de Piracicaba (Etat de São Paulo).

Depuis la fin des années 90, entre 2 et 3 millions de bœufs finis sont échangés sur ce marché à terme, soit l'équivalent de 5 à 8% des abattages totaux estimés par la FNP. Cela permet aux opérateurs de la filière (surtout des éleveurs en fait, et bien sûr de grande taille) de se couvrir à terme sur leurs ventes contre les brusques retournements de marchés. Cela leur coûte 0,3% et peut remplacer avantageusement les prêts de campagnes distribués par les banques, qui restent coûteux au Brésil, aux alentours de 9% l'an pour une inflation qui est encore assez élevée (15% en 2003, 6% prévus en 2004).

Les prix plus élevés vers l'Atlantique

Les cotations des autres régions sont toutes moins chères que celles de São Paulo. La différence évolue dans le temps, avec différents facteurs : ouverture de nouveaux abattoirs, événements climatiques locaux, construction de routes etc. Mais le différentiel de chaque région avec la cotation de São Paulo évolue en tendance assez lentement (voir graphique).

Ainsi, la différence entre São Paulo et les deux autres régions les plus grandes productrices de viande bovine (Minas Gerais et Mato Grosso do Sul) tend à se combler ces dernières années : elle est désormais autour de 3% pour le Triângulo Mineiro et entre 5 et 5,5% pour le Mato Grosso do Sul. Avec le Mato Grosso, l'écart est stabilisé autour de 10 à 11%.

En revanche, cet écart tend à grandir avec le Tocantins (un Etat "pionnier", qui fait la transition entre Centre-Ouest, Nord-Est et Amazonie) : il est désormais de plus de 17%.

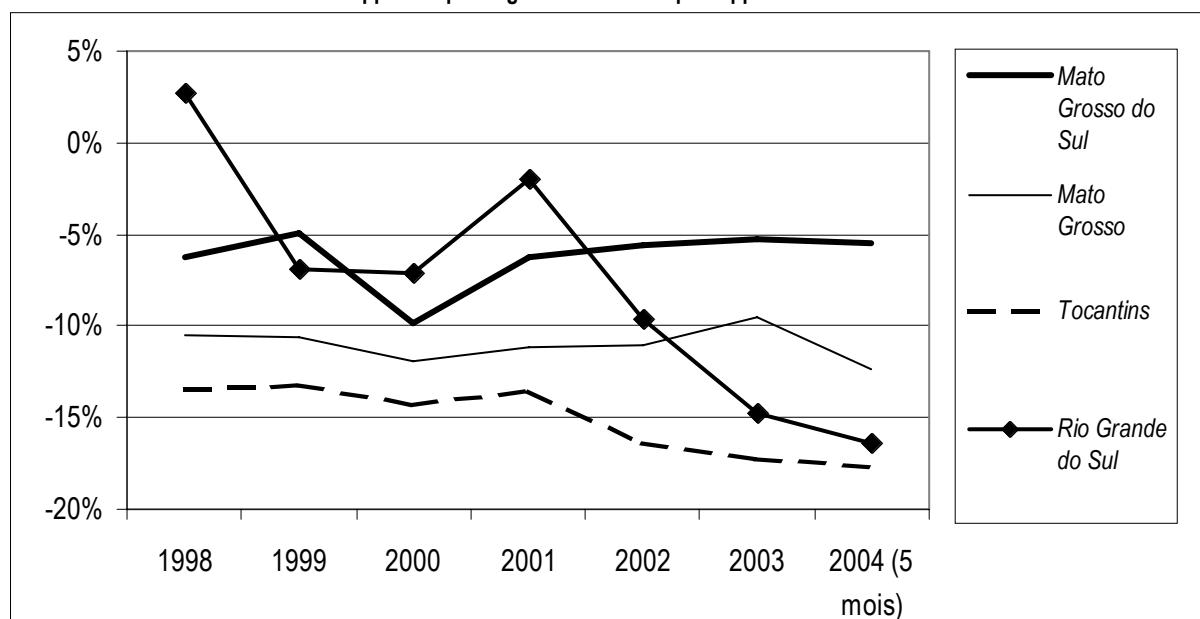
Globalement, il semble y avoir une relation étroite entre les coûts de transport jusqu'à São Paulo et le différentiel de prix payé. Si ce différentiel diminue

avec Minas Gerais et Mato Grosso do Sul, c'est sans doute parce que les outils d'abattage s'y sont multipliés et donc que la concurrence s'est avivée. Peut-être aussi parce que les infrastructures routières se sont améliorées.

Sauf pour le Rio Grande do Sul

Un cas est tout à fait étonnant : celui du Rio Grande do Sul. La filière "gaucho" bénéficiait il y a encore une dizaine d'années d'une très bonne image de marque : c'était un peu l' "Uruguay" brésilien, avec ses races britanniques, ses immenses pampas... Mais elle ne cesse de perdre du terrain aujourd'hui face aux filières du Planalto et ses produits ont cessé d'être préférés aux viandes de zébu. A l'inverse même, le prix est très nettement pénalisé par rapport à celui payé à São Paulo (-15 à -16%), alors que l'Etat bénéficie d'un port en accès direct (Rio Grande, presque à la frontière avec l'Uruguay). Ce ne sont plus tant les coûts de transport qui peuvent expliquer ce différentiel, mais sans doute davantage le désinvestissement de plusieurs opérateurs qui exportaient, notamment à la suite de l'épidémie de fièvre aphteuse de 2001 qui a aussi touché cet Etat. Le déclin menace la filière viande "gaucho" !

● Rapport de prix régionaux du boeuf par rapport à São Paulo



Source : GEB d'après FNP

Pas encore de paiement à la classification

En règle générale, il n'existe pas vraiment de paiement à la qualité. Le prix du bœuf s'entend pour un mâle castré, relativement bien conformé (ni trop maigre, ni trop gras), âgé de 3 ou 4 ans. Les animaux trop maigres, trop gras (plus de 10 mm de gras dorsal), trop âgés subissent des décotes variables selon les abattoirs et la saison : ils seront plus sévèrement pénalisés en période d'abondance d'animaux à abattre.

On l'a vu, les animaux correspondant aux exigences à l'exportation se voient désormais offrir une prime de 2 à 4 Reais/arroba (soit 3 à 6,5%). Ce n'était pas le cas il y a 3 ou 4 ans et il semble bien que ce soit l'instauration de SISBOV qui ait généralisé cette tendance.

De même, il existe des cahiers des charges pour certaines filières qui concernent surtout des

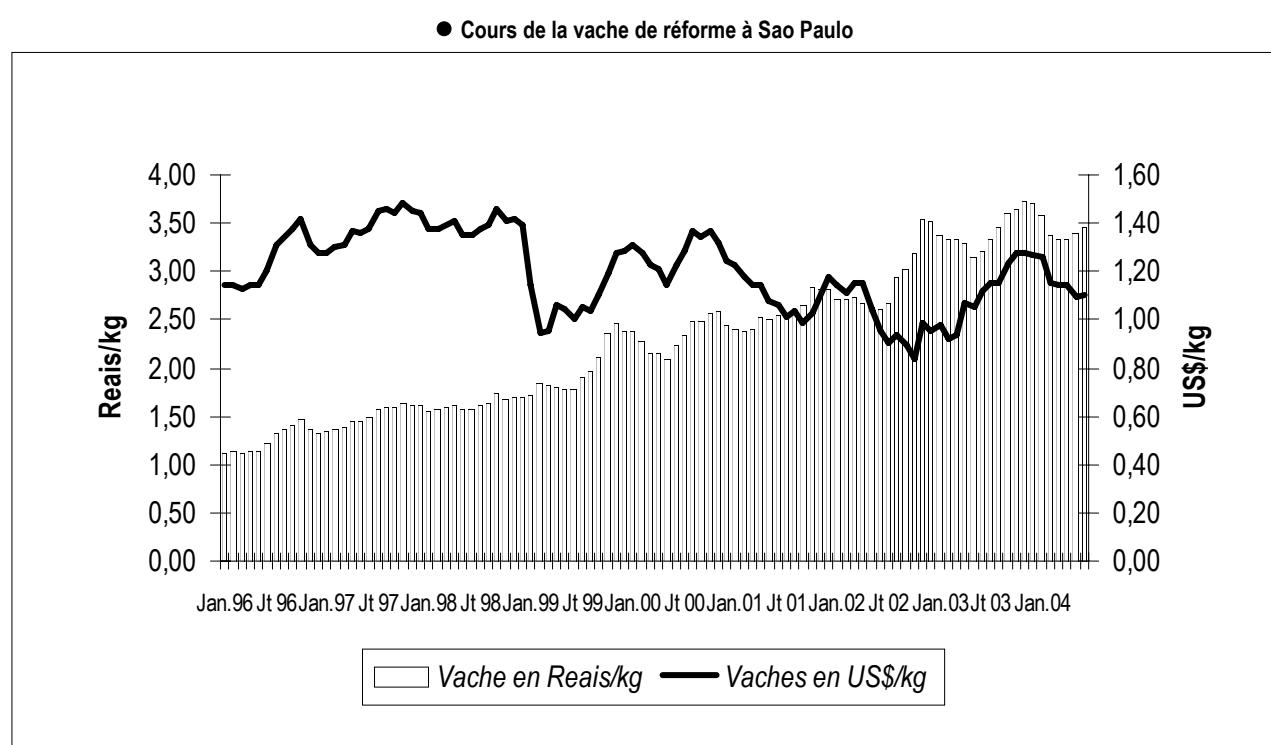
animaux jeunes et finis au grain : les "novilhos precoces" ou "super-precoces".

Les autres types d'animaux sont pénalisés par rapport au bœuf. Qu'il s'agisse des mâles entiers (en général, -1 à 2 Reais/@), des génisses (décote du même ordre), voire pour certains abattoirs des animaux croisés par rapport aux Nelore purs.

Il n'y a donc jusqu'à aujourd'hui aucun paiement à la conformation.

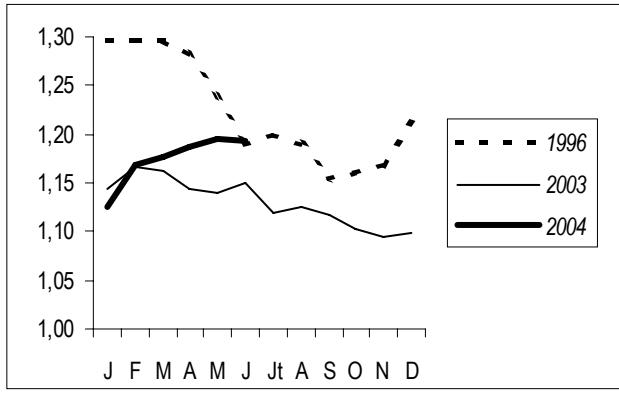
L'autre cotation, largement en retrait sur celle des bœufs, est celle des vaches de réforme. L'écart entre la vache et le bœuf a plutôt diminué depuis 1996 : il était maximal cette année là, entre 15 et 30% selon le moment de l'année. En 2003, le différentiel est descendu à son étage, entre 10 et 17%. Durant le premier semestre 2004, il semble repartir à la hausse.

En 2003, la vache s'est vendue en moyenne à 3,4 Reais/kg carcasse à l'entrée abattoir, soit 1,12 US\$.



Source : GEB d'après FNP

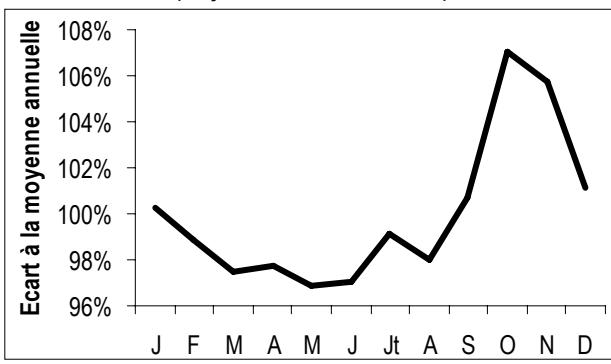
● Rapport de prix entre le bœuf et la vache à São Paulo



Source : GEB d'après FNP

● Saisonnalité des prix du bœuf fini à São Paulo

(moyenne sur 10 ans en US\$)



Source : GEB d'après BM&F

La saisonnalité de la production

En outre, les prix varient aussi assez nettement en fonction de la saison, comme la production est essentiellement basée sur les pâturages. Dans l'essentiel des régions de production de viande bovine au Brésil (dans les cerrados), il existe une saison sèche et plus fraîche centrée sur l'hiver austral. Beaucoup d'éleveurs veulent vendre des animaux avant cette saison là afin de décharger leurs prairies et d'éviter les pertes de poids. Ainsi, le 2ème trimestre est le mois où les disponibilités d'animaux à abattre sont les plus importantes. A l'inverse, durant le printemps austral, les prairies peuvent être chargées bien davantage puisque c'est la pleine poussée de l'herbe : les disponibilités se raréfient et les abattoirs sont forcés d'augmenter les prix pour capter des animaux, les éleveurs arbitrant alors entre gain de poids espéré et prix supérieur payé immédiatement.

Cela donne une saisonnalité des prix assez marquée. Elle peut varier d'une année sur l'autre, mais ce profil moyen calculé sur 10 ans sert de référence à la filière. La variation entre le prix mensuel le plus bas et le plus élevé atteint 10%, mais durant 6 mois, l'écart à la moyenne annuelle est inférieur à 2 points.

Durant les mois de faibles disponibilités, de septembre à décembre, le différentiel entre bœuf et vache de réforme est à son plus bas niveau.

La plus-value des arrières s'amenuise

Outre les cotations des animaux vivants, il existe aussi sur la place de São Paulo une cotation des viandes en gros. Celle-ci distingue deux types d'animaux (bœufs d'un côté, vaches de l'autre) et, pour le bœuf, les quartiers : arrières, avants et capas.

D'après le rapport de la CNA, pour un bœuf de type zébu de 470 kg vif, le rendement à l'abattage est d'environ 53,4% en carcasse froide, soit 251 kg. En quartiers, cela donne la répartition suivante :

- 123 kg pour les arrières (49%) ;
- 31,4 kg pour les poitrines (12,5%) ;
- 96,6 kg pour les avants (38,5%).

Une autre étude de l'ESALQ²¹ donne une répartition légèrement différente : 47% pour les arrières, 16% pour les poitrines, 37% pour les avants.

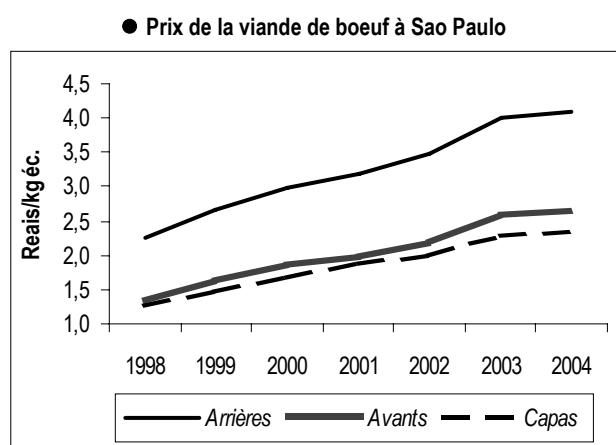
Lorsqu'on analyse en détail l'évolution de ces cotations depuis quelques années, il apparaît que le différentiel entre les arrières et les avants se comble légèrement. Il était de 66% en moyenne en 1998 (les arrières valaient 66% de plus que les avants). Il n'a cessé de diminuer et n'est plus en 2003 et début 2004 que de 54% environ.

Le différentiel entre arrières et capas s'est lui aussi réduit, mais dans de bien plus faibles proportions : il est passé d'environ 80% à la fin des années 90 à 75% en 2003-2004 (voir graphique).

²¹ "A cadeia Agroindustrial do Boi", CEPEA-ESALQ 2001

Tout se passe donc comme si le marché de la viande était de moins en moins segmenté, ce qui va totalement à l'encontre de l'évolution en Europe par exemple. Cela tient évidemment à la structure du marché intérieur brésilien, qui est bien différente, mais aussi sans doute à l'expansion des exportations et à la diversification des débouchés. La part de l'UE dans ces débouchés diminuant relativement (même si les volumes continuent à augmenter !), la très bonne valorisation des arrières sur ce marché est davantage diluée dans un ensemble en forte expansion.

Un autre constat est très surprenant : quand on reconstitue la carcasse à partir des différents quartiers, le prix obtenu est inférieur à celui payé en équivalent carcasse pour un bœuf à l'entrée à l'abattoir. L'explication est à chercher du côté de la très bonne valorisation du Vème quartier au Brésil : les abats et surtout le cuir représentent une grosse part de la valorisation de la carcasse. Pour ne donner qu'un exemple, le prix moyen du cuir a été multiplié par 4 entre 1998 et 2002, alors que le prix du bœuf n'augmentait que de 76%.



Des arrières proches de 1 US\$/kg !

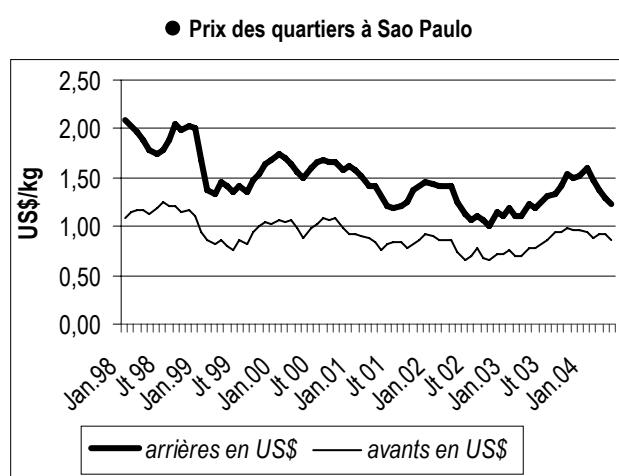
Cette relative homogénéisation des prix, combinée avec la dévaluation du Real face au Dollar des USA a contribué à rendre les arrières de bœuf brésilien encore plus compétitifs sur le marché international.

Ainsi, alors qu'ils valaient près de 2 US\$/kg en 1998, ces arrières ont été tout près de 1 US\$/kg

durant le second semestre 2002. Depuis, ils sont légèrement remontés, mais restent en dessous de 1,5 US\$/kg.

Les avants de bœuf ont varié dans une moindre mesure, entre 1,2 et 0,7 US\$/kg. Mais ils sont depuis la fin 2000 en permanence sous la barre du dollar par kg.

Quant à la vache de réforme, son prix de gros sortie abattoir est passé de quelques 1,4 US\$/kg en 1998 à 0,95 US\$/kg en 2003.



Une bonne complémentarité entre exportations et marché intérieur

L'intérêt de l'exportation est de valoriser des pièces qui ne sont pas forcément les plus courues sur le marché intérieur. Ainsi, comme en Argentine, celui-ci valorise surtout les pièces de barbecue : les avants, la poitrine, les muscles d'arrières de 2ème catégorie (tende de tranche, gîte, jarret...) voire certaines spécialités typiquement brésiliennes, comme l'aiguillette de rumsteak ("picanha"), la bosse ("cupim") ou encore le mouvant ("maminha").

Filet, faux-filet et cœur de rumsteak sont certes appréciés, mais moins que les spécialités citées plus haut : ainsi, la "picanha" est au même prix à la

consommation que le filet et la "maminha" à celui du faux-filet.

Les rendements typiques brésiliens sont les suivants, toujours pour la même carcasse moyenne de 251 kg (source : rapport CNA) :

- un arrière de 61,5 kg donne 42,9 kg de muscles désossés (34% de la carcasse), 2,6 kg de "trimmings", 4,8 kg de gras et 11,2 kg d'os ;
- un avant de 48,3 kg donne 34,8 kg de muscles désossés (28% de la carcasse), 1,8 kg de "trimmings", 2,9 kg de gras et 8,9 kg d'os.

Ou encore, ramené à la totalité de la carcasse, on a la répartition suivante pour les principaux muscles :

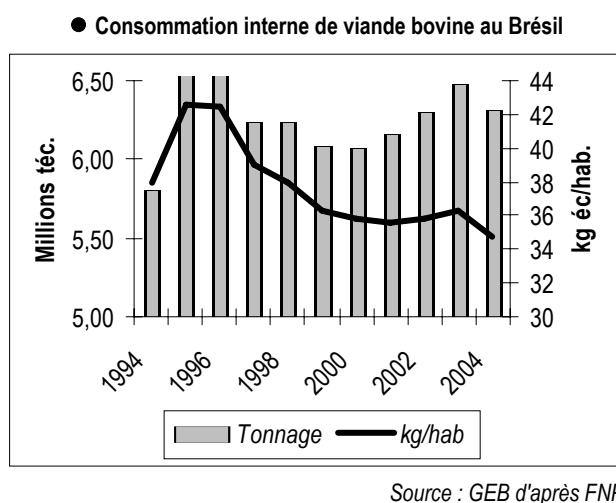
- 1,7% pour le filet ("filé mignon");
- 1,6% pour les affranchis du filet ("capa e aba de filé") ;

- 5,7% pour le faux-filet ("contrafilé", incluant les noix d'entrecôtes) ;
- 4,8% pour le rumsteak, cœur et aiguillette ("miolo de alcatra e picanha") ;
- 4,1% pour la tranche grasse ("patinho") ;
- 2,1% pour le rond de gîte("lagarto") ;
- 7% pour le tende de tranche ("coxão mole") ;
- 4,1% pour le gîte-noix ("coxão duro") ;
- 3,1% pour le jarret arrière ("musculo de traseiro") ;
- 8,8% pour la palette ("paleta") ;
- 5,8% pour le collier-jumeau ("acém") ;
- 5,2% pour le dessous de macreuse ("pescoço") ;
- 1,1% pour la bosse ("cupim") ...

Quant aux flanchets, ils sont pour l'essentiel transformés en viande séchée ("charque"), une présentation traditionnelle extrêmement appréciée, tout spécialement dans le Nord-Est du pays.

VII - UN MARCHÉ INTÉRIEUR QUI S'EFFRITE

Calculée d'après les bilans établis par la FNP (à prendre avec beaucoup de précautions, étant donné le poids des filières clandestines !), la consommation de viande bovine par habitant ne cesse de s'effriter depuis le milieu des années 90. En 1995-96, cette consommation était d'un peu plus de 42 kg équivalent carcasse par habitant. En 2003, elle n'était plus que de 36 kg. Et les prévisions pour 2004 laissent envisager une nouvelle régression, aux alentours de 35 kg (voir graphique).



Les autres bilans établis par le MAPA ou par l'Association des exportateurs de viandes (ABIEC) donnent des tendances convergentes : expansion de la consommation par habitant jusqu'en 1996-97 et léger recul depuis.

En revanche, les chiffres sont différents dans le détail. Pour la FNP, la consommation serait aux environs de 6,3 millions de t.c en 2002 et en 2004, après avoir atteint 6,5 millions de t.c en 2003. Pour l'ABIEC, la consommation aurait atteint 7,4 millions de t.c en 2003. La divergence ne se fait pas tant sur le volume exporté, mais bien davantage sur l'estimation de la production !

Comment expliquer cette stagnation de la consommation dans un pays où la population

continue à augmenter de près de 2% par an ? Dans un pays où lorsqu'on enquête²² sur les plats préférés, les réponses donnent :

- 26% pour le churrasco (grillades traditionnelles au feu de bois) ;
- 11% pour le steak-frites ;
- 10% pour la feijoada (sorte de ragoût de fèves et de bœuf) ;
- 2% pour le bœuf séché.

Soit la moitié des Brésiliens qui accordent spontanément leur préférence à des plats à base de bœuf.

Un énorme potentiel quand les pauvres mangeront à leur faim

Bien évidemment, le principal obstacle est le pouvoir d'achat. D'après l'ONU, le Brésil est le 2ème pays le plus inégalitaire au Monde (après la Sierra Leone).

Ainsi, l'enquête sur le pouvoir d'achat des familles vient tout juste d'être publiée par l'Institut de Statistiques Brésilien²³. On y apprend en particulier que 14% des familles brésiliennes avouent n'avoir en général pas assez d'argent pour manger à leur faim et 33% manquer "quelquefois" de moyens pour s'acheter à manger. Autrement dit, près d'1 famille brésilienne sur 2 (90 millions de personnes) ne mange pas à sa faim chaque jour !

C'est en partant de ce constat que le nouveau gouvernement a lancé le plan de mobilisation "Fome Zero" (en finir avec la faim) qui est un des principaux objectifs de cette mandature. Il s'agit d'un ensemble de mesures cohérentes : distribution d'aliments à des populations cibles (dans les crèches, les écoles, pour les sans-terres, les indigènes, mise en place de cartes d'aide alimentaire...), aide au développement de

²² Enquête IPESP de 1997, citée lors du 3ème symposium sur la production de viande bovine - mai 2002 - Université Fédérale de Viçosa.

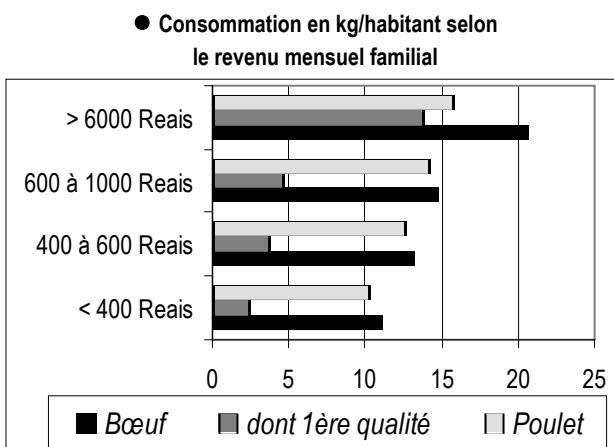
²³ "Pesquisa de orçamentos familiares 2002-2003", Primeiros resultados, IBGE, Brasilia mai 2004.

l'agriculture familiale, installation de citerne et d'adductions d'eau, etc.

Il s'agit davantage d'un plan mobilisateur des énergies, avec les différents pouvoirs publics, mais aussi une centaine d'entreprises, des actions de solidarité... Mais les moyens restent relativement limités et il est très peu probable que ce programme suffise à lui seul à enrayer la faim au Brésil étant donné l'ampleur du problème : il doit s'agir dans l'esprit de ses concepteurs davantage d'un coup d'accélérateur.

Si vraiment le pouvoir d'achat des Brésiliens exclus de la consommation "normale" augmentait dans les prochaines années, les perspectives seraient très favorables pour la consommation de viande bovine.

En effet, d'après l'enquête citée plus haut, la consommation de bœuf augmente fortement avec le pouvoir d'achat.



La consommation des familles aux revenus les plus bas²⁴ était en 2003 en moyenne de 11 kg de viande bovine par habitant, dont seulement 2 kg en viandes de première qualité (muscles d'arrières). Alors que cette famille dépense déjà le tiers de ses revenus pour l'alimentation, elle va en consacrer 7% au bœuf et autant au poulet et aux œufs.

Avec des revenus un petit peu plus élevés, de 400 à 600 Reais/mois (14% des Brésiliens), la

consommation de bœuf monte à plus de 13 kg/habitant-an, dont 3,6 kg de première qualité. La part des dépenses d'alimentation est de 30% du budget. La part du poulet augmente également.

Dans les tranches suivantes, la consommation de bœuf ne cesse d'augmenter jusqu'au plafond atteint pour les revenus dépassant 2 000 Reais/mois (10 SMIC mensuels), et elle se stabilise ensuite. 25% des brésiliens sont dans cette classe de revenu, et on peut estimer qu'ils mangent autant de bœuf qu'ils en ont envie. Ils consacrent entre 10% (pour les plus riches) et 16% de leurs budgets à l'alimentation à domicile et la part du bœuf est toujours entre 5 et 7% de ce budget alimentaire.

Le poulet, principal concurrent du bœuf dans la consommation de protéines animales (14 kg en moyenne par Brésilien et par an), voit sa consommation plafonner à partir d'un niveau de revenu plus bas et elle baisse dans les classes supérieures de revenu.

Autre enseignement : la part des découpes d'arrières (bœuf de première qualité) augmente fortement avec le niveau de revenu, au point de représenter 14 kg sur 20 pour les ménages gagnant plus de 6 000 Reais/mois (les 5% les plus riches).

Tout cela signifie que le "mur de satiété" est très loin d'être atteint sur le marché intérieur pour le bœuf. Il y a certainement la consommation du Brésil riche qui commence à plafonner, mais il existe un énorme potentiel de croissance de consommation pour la population qui ne mange pas à sa faim, ou ne mange pas ce qu'elle désire.

1/4 du budget alimentaire hors domicile

La moyenne qui ressort de cette étude est de 16 kg de viande bovine désossée consommée à domicile par chaque Brésilien, soit environ 22 kg éc. On peut y ajouter les préparations industrielles de

²⁴ Moins de 400 Reais par mois, soit moins de 2 SMIC brésiliens ou encore moins de 115 Euros pour une famille en moyenne de 3,34 personnes. C'est le cas de 8 millions de familles au Brésil, soit 15% des habitants.

viandes et charcuteries diverses (qui contiennent jusqu'à 20% de bœuf) et surtout la consommation hors-domicile très importante en milieu urbain. En effet 25% des dépenses d'alimentation sont effectuées hors domicile en moyenne. Au total, ce chiffre ne paraît pas contradictoire avec la consommation calculée par bilan autour de 35 kg éc.

Cette restauration hors-domicile est elle-même bien sûr extrêmement disparate, adaptée au niveau et au mode de vie des Brésiliens : des "lanchonetes" (sortes de comptoirs snacks qui fleurissent à tous les coins de rues) aux restaurants haut de gamme spécialisés dans l'une des grandes gastronomies mondiales, en passant par les plus courus, les "churrascarias". Ces restaurants spécialisés en grillades, principalement de bœuf, pratiquent en particulier le "rodizio", où le convive paie un forfait pour se faire servir jusqu'à satiété.

Il est très frappant de constater que quel que soit le statut du snack ou du restaurant, le bœuf a toujours la place de choix dans le menu.

Ainsi, il n'est guère étonnant que les premiers efforts de segmentation de la viande de bœuf ont été faits pour et par des chaînes de restaurants, et surtout les churrascarias.

Ainsi par exemple, des restaurants spécialisés de São Paulo ont monté leur propre marque, souvent avec la finition des animaux jeunes. C'est par exemple le cas de BASSI, de WESSEL, ou du projet "TEEN-BEEF" (taurillons de moins de 20 mois). Même le cahier des charges "Montana Premium Beef" (conçu en partenariat entre l'EMBRAPA, FUNDEPEC, MARFRIG...), qui reste un des plus importants en volumes au Brésil, a d'abord été testé en churrascarias avant d'être proposé en supermarché.

La grande distribution a surtout conquis les riches

La distribution de viande bovine s'effectue principalement à travers les supermarchés. D'après

la CNA, en 1998 déjà :

- les 35 000 "grandes surfaces" (de la supérette à l'hyper marché) réalisaient 45% des volumes de vente de viande bovine ;
- les boucheries traditionnelles cumulaient 30% des ventes ;
- la Restauration Hors-Foyer, plus de 20% (tout compris, les 400 000 restaurants privés plus la restauration collective institutionnelle) ;
- et les "boutiques de viandes", un peu moins de 5%.

Néanmoins, les ventes en grandes surfaces sont aussi le fait de boucheries installées dans ces centres commerciaux (18%), les ventes en linéaires représentant alors 27%.

Nous n'avons pas de chiffres plus récents. Selon nos interlocuteurs, la part des boucheries traditionnelles continue à se restreindre, et celle de la RHD et des grandes surfaces d'augmenter.

D'après le responsable des achats de produits alimentaires de la chaîne Carrefour au Brésil, super et hyper (hors supérettes donc) représentaient 45% des volumes de bœuf vendus au Brésil en 2003. Pour l'acheteur national de SONAE (autre grande chaîne de distribution d'origine portugaise), ce serait seulement 35%. La vérité est probablement entre les deux et variable selon les régions d'implantation des magasins.

Pour les responsables de grandes surfaces, la viande bovine reste un produit stratégique. D'après SONAE, c'est même le principal facteur de fidélisation à une enseigne, très loin devant les fruits et légumes ou le sucre. C'est pourquoi énormément d'attention est porté aux rayons viandes bovines, en terme de garantie de qualité et de prix. "Le bœuf, c'est le principal fondateur d'opinion pour une grande surface".

C'est ce qui explique les gros efforts réalisés par toutes les enseignes pour d'abord garantir la qualité des produits, ensuite pour présenter le bœuf sous des aspects différents et complémentaires (segmentation du marché). Tant et si bien que les

■ Les principales enseignes de la grande distribution au Brésil

L'implantation des différentes enseignes est assez régionalisée sur l'immense territoire du Brésil. La plupart sont d'origine étrangère, et le nombre des distributeurs présents dans plusieurs Etats brésiliens s'est fortement réduit ces dernières années, avec la fusion-acquisition de 3 groupes parmi les 7 premiers. Le classement ci-dessous est issu d'une étude réalisée en 2004 par la Fondation Getulio Vargas²⁵ :

1. Groupe PAO DE ACUCAR ("Pain de Sucre" en Brésilien, enseignes Pao de Açucar, Extra) : près de 500 GMS dans 12 Etats au Brésil ; groupe d'origine brésilienne, partenariat avec le groupe CASINO depuis 1999 (25% du capital) ;
2. CARREFOUR (enseignes Carrefour, Champion, Dia) : 78 hypers, 125 supers, une vingtaine de supérettes en 2003, surtout sur le Sud-Est, le Centre-Ouest et le Nord-Est.
3. WAL-MART, qui vient de racheter l'ex-4ème groupe de distribution qui appartenait à la chaîne AHOLD (enseignes Wal-Mart, Bom Preço, Sam's Club). Groupe étasunien, leader mondial de la grande distribution.
4. SONAE (enseignes Big, Nacional, Mercadorama, Maxxi cash & carry...), 77 hypers, 150 supers, surtout dans les 3 Etats du Sud où cette enseigne est leader du marché, également dans l'Etat de São Paulo. Groupe d'origine portugaise.

Néanmoins, la part de ces 4 plus grandes chaînes de grandes surfaces dans la distribution alimentaire ne dépasserait pas 15% à l'échelle du pays, contre 57% pour les grandes surfaces à enseignes régionales.

enseignes leaders tentent de s'approvisionner uniquement en animaux identifiés SISBOV, au moins pour leurs segments haut de gamme. Les grandes surfaces ont très rapidement pris le train de la création de cahiers des charges spécifiques.

La définition de segments haut de gamme...

Il semble que le précurseur soit l'enseigne PAO de ACUCAR avec l'aide du FUNDEPEC. Dès 1997, et en partenariat avec deux des plus grands groupes d'abattoirs du pays (BERTIN et Gejota-MARFRIG), un cahier des charges " Qualité Garantie Novilho Precoce " a été créé. Il s'agissait de définir un créneau haut de gamme pour la viande bovine brésilienne, afin de segmenter le

marché bien sûr, mais aussi pour reconquérir les consommateurs brésiliens exigeants qui achetaient trop souvent du bœuf argentin.

Depuis, d'autres certifications ont vu le jour. Chaque grande chaîne de distribution a la sienne. Par exemple, CARREFOUR a créé au Brésil comme dans ses autres pays d'implantation la "Garantie d'Origine" qui porte son nom. Elle concerne tous les produits frais, dont le bœuf mais aussi le poulet, le poisson, le porc... Pour le poulet, le "Caipira" ("paysan") élevé au grain a ainsi conquis 10 à 12% des ventes, malgré un prix deux fois plus élevé. En bœuf, il est difficile d'avoir un chiffre précis.

Le cahier des charges de cette "garantie d'origine" inclut des éléments qui vont au delà de la certification produit. Il concerne les éléments suivants :

- les procédures sanitaires (traçabilité complète, respect de la législation, utilisation préférentielle de l'homéopathie pour la lutte antiparasitaire, délais d'attente allongés en cas d'antibiothérapie) ;
- la saveur, en forte corrélation avec la fraîcheur (fondamentale dans un pays aussi immense, où les infrastructures ne sont pas toujours au niveau), la maturation (minimum 12 jours sous vide) et avec les aspects manipulation des animaux ;
- l'aspect visuel (car c'est souvent l'élément déclenchant, très dépendant des conditions de transport, d'abattage et de conditionnement) ;
- la protection de l'environnement (au niveau des élevages, y compris un engagement de réhabilitation de zones dégradées, présence d'ombre pour les animaux, protection des cours d'eau...) ;
- le respect des normes sociales (dans les fermes et les abattoirs : pas de travail au noir ni de mineurs, formation continue, hygiène et conditions de travail etc.).

Ce cahier des charges doit être signé par les éleveurs (qui se portent garants de leur personnel), par les intervenants sur l'élevage (vétérinaire

²⁵ "Varejo, algumas tendências no mundo e no Brasil", Juracy Parente, FGV, Mai 2004

notamment), par les fournisseurs d'intrants (produits vétérinaires, aliments...), par les transporteurs d'animaux, par les abattoirs

Dans chaque magasin Carrefour, un vétérinaire est employé environ 4 heures par jour pour tout le travail de réception et de vérification de la viande, tout particulièrement en ce qui concerne la "garantie d'origine", même si un tiers certificateur intervient également.

Il s'agit donc d'une démarche à la fois très développée et ambitieuse.

En outre, CARREFOUR exploite ses propres élevages (3 fermes et plus de 50 000 bovins au total), qu'il a fait certifier "agriculture biologique" selon les standards internationaux de l'IFOAM. Fin 2003, environ 200 bovins étaient produits chaque semaine avec le label bio. Ils sont pour le moment destinés au marché intérieur, mais l'entreprise vise clairement à terme les marchés à l'export, notamment vers l'Asie, le Chili ou la Scandinavie.

Pour donner un autre exemple, SONAE a elle aussi lancé en 2001 sa propre marque, "Ana Paula" pour des génisses de moins de 18 mois, et une marque distributeur "Big" pour les animaux âgés de 18 à 24 mois. Mais ces marques n'arrivent pas vraiment à décoller de 4 à 5% des volumes de bœuf commercialisés.

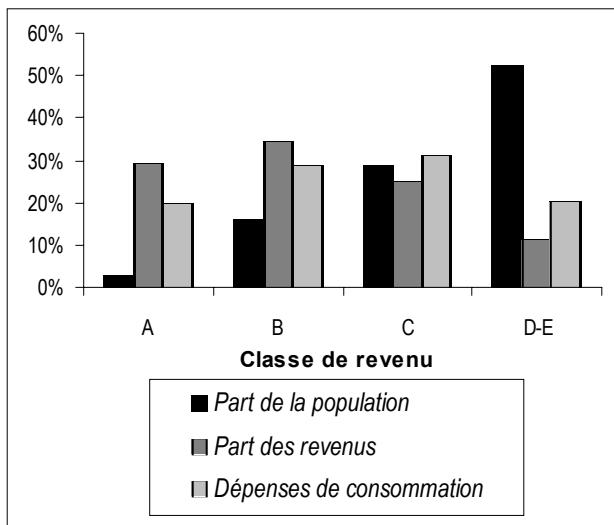
... Mais le marché reste gouverné par les prix

Les rayons viande sont primordiaux pour les grandes surfaces alimentaires au Brésil parce que leur réputation en dépend. Mais pas seulement : leur chiffre d'affaires se fait aussi entre 6 et 9% sur ce seul rayon, dont le bœuf constitue à lui seul 55 à 65%.

D'après l'étude de la FGV (voir encadré) sur la grande distribution, les grandes surfaces touchent d'abord les Brésiliens les plus riches. Cette étude

s'appuie sur une stratification de la clientèle par pouvoir d'achat, et part du budget consacrés aux achats de produits de consommation.

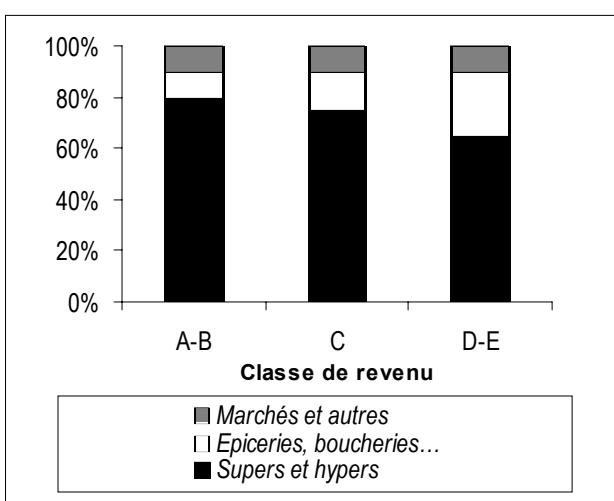
● Répartition des revenus et de la population



Source : GEB d'après FGV

Le graphique distingue 4 classes sociales : la plus riche (A) concerne 2,6% de la population qui cumulent près de 30% du revenu des ménages brésiliens, mais ne représentent que 20% des dépenses de consommation courante. Les deux plus pauvres (D-E²⁶) englobent plus de la moitié de la population, qui se partage 11% des revenus, mais réalise 20% des dépenses de consommation.

● Part des achats alimentaires par circuit



Source : GEB d'après FGV

²⁶ Ces classes D et E correspondent bien aux familles gagnant moins de 1 000 Reais/mois de l'enquête sur les budgets des ménages de l'IBGE - voir chapitre précédent.

Or la part des achats alimentaires en grandes surfaces décroît avec le revenu (voir graphique). Ainsi, les 2 classes les plus pauvres ne réalisent que 60% de leurs achats alimentaires en grandes surfaces, dont seulement 7% dans les 4 principales enseignes. A l'inverse, les 2 classes les plus riches fréquentent assidûment les grandes surfaces, et tout spécialement les enseignes leader (25% des achats alimentaires dans les 4 enseignes, 55% dans d'autres grandes surfaces).

Cela peut se lire de 2 manières :

- c'est le résultat d'une politique de qualité et privilégiant le haut de gamme de la part des grandes enseignes. Cette politique visant d'abord les classes aisées peut s'expliquer par la stagnation économique qui sévit depuis les années 80.
- c'est un gros risque à terme : plus de la moitié des dépenses de consommation est réalisée par les classes les plus pauvres (C-D-E) et le potentiel de croissance est surtout là.

Concernant la viande bovine, la question devient : est-ce que cela va remettre en cause la stratégie actuelle de privilégier la garantie de qualité ?

Sans doute pas, car les vrais concurrents des grandes surfaces pour les ventes aux classes à bas revenu sont les détaillants impliqués dans la filière clandestine, auxquels les responsables des firmes de GMS reprochent de ne pas payer l'ICMS (TVA de 18% sur la viande), voire de s'approvisionner avec de la viande volée (d'après les statistiques des assureurs, 70% des vols de camion, extrêmement fréquents, concernent des camions frigorifiques).

Comme on voit mal les principales enseignes de GMS se lancer dans les pratiques illégales à grande échelle, leur seule stratégie possible consiste à continuer à s'appuyer sur les garanties sanitaires, quitte à segmenter le marché pour séduire les plus pauvres et à trouver les moyens de multiplier les opérations de promotion.

Néanmoins, il semble bien que les expériences de segmentation d'abord menées sur le marché intérieur puissent servir pour conquérir des

marchés de niches à l'exportation.

C'est le cas par exemple pour CARREFOUR, qui compte bien développer ses exportations de viande bio. Mais aussi pour SONAE qui détient son propre abattoir et qui exporte les découpes d'aloyau en contingent Hilton au Portugal, principalement pour ses propres magasins.

La segmentation du marché soutenue par les pouvoirs publics

Garantie de qualité et promotion de la viande d'animaux jeunes représentent des axes de progrès définis dès la fin des années 90 par les pouvoirs publics brésiliens et les éleveurs les plus importants.

Le travail s'est effectué selon les régions autour de l'EMBRAPA (surtout dans le Mato Grosso do Sul), du FUNDEPEC dans l'Etat de Sao Paulo, du syndicat CNA de Goias etc.

Depuis 2 ou 3 ans, la convergence de ces initiatives paraît évidente, avec notamment l'ambition de la généralisation du système d'identification et de la classification en abattoir.

Un autre indice est la constitution d'un Service d'Information des Viandes (le SIC) constitué sur le modèle du CIV français au sein du FUNDEPEC (Fondation pour le développement de l'élevage dans l'Etat de Sao Paulo), avec le soutien de partenaires aussi variés que des associations de races, la CNA, des fournisseurs d'intrants (aliments, boucles, produits vétérinaires, firmes d'IA...), des abattoirs, des chaînes de supermarché, des consultants... Pour le moment, la structure est petite, mais l'ambition est grande. Il s'agit véritablement de promouvoir la consommation de viande bovine brésilienne sur le marché intérieur, avec des actions médias ou des conseils culinaires et diététiques.

Toutes ces initiatives partent des postulats que :

- la coordination de la filière est indispensable pour véritablement la professionnaliser et la développer

à terme ;

- seul le travail sur la qualité, sa définition, son contrôle... fédère les maillons de la filière aux intérêts encore aujourd'hui fortement divergents ;
- le travail sur la qualité et sa certification doivent d'abord être validés sur le marché intérieur avant de prétendre viser les marchés à l'export.

En effet, jusqu'alors, il n'existe pas spécifiquement de systèmes de production visant clairement les marchés à l'exportation. C'est en train de changer avec l'obligation légale d'identifier les animaux destinés à l'export ainsi que leurs modes d'élevage. La filière brésilienne pourra mettre à profit les efforts qu'elle a consenti sur le marché intérieur pour décliner ces cahiers des charges à l'export.

■ **Le veau biologique du Pantanal**

Le Parc Naturel de cette région écologiquement fragile a lancé un cahier des charges et une marque spécifique, avec le soutien de la Fédération Française des Parcs Régionaux. Il s'agit de valoriser directement les veaux des élevages de la région, qui sinon sont vendus en broutard (et souvent à prix assez bas). Cela paraît un bon moyen d'obtenir de la valeur ajoutée sans intensifier la production, et rentre en synergie avec un tourisme rural en plein développement.

Le cahier des charges, certifié par ECOCERT, inclut :

- l'obligation d'utiliser exclusivement des prairies natives ;
- l'obligation d'identification des animaux ;
- l'interdiction des fils de fer barbelés ;
- l'utilisation de l'homéopathie.

Ces veaux sont abattus entre 8 et 12 mois, à un poids variant entre 170 et 220 kg vif. Les rendements à l'abattage sont de 54 à 57% pour des animaux de race Nelore et les prix obtenus atteignent le double de ceux des broutards.

35 000 vaches sont élevées dans des fermes en voie d'être certifiées (45 des 180 exploitations du Parc). La production pourrait ainsi atteindre potentiellement 10 à 12 000 veaux, ou encore un peu plus de 1 000 tonnes de viande. Mais pour le moment, le projet est encore en phase de lancement.

Un des problèmes essentiels à régler est la très forte saisonnalité des sorties. Seule la congélation peut permettre d'approvisionner les marchés toute l'année.

Les marchés visés sont d'abord les restaurants des grands centres urbains brésiliens : le Pantanal a une réputation sans égale dans les classes aisées brésiliennes. En outre, le projet est activement soutenu par un très célèbre chanteur de folk originaire de la région et par la Ministre fédérale de l'Environnement...

VIII - EXPORTATIONS : LA RECETTE DU DECOLLAGE

Les exportations de viandes bovines participent largement à l'amélioration de la balance commerciale du pays depuis 1997. Alors que jusqu'à cette année-là, le bilan des viandes fraîches ou congelées était tout juste équilibré, les exportations se sont envolées alors que les importations se tassaient.

Tant et si bien que le solde net des viandes bovines, abats compris, frôle 1,5 milliard US\$ en 2003. Bien sûr, ce n'est encore que 10% du solde net agro-alimentaire brésilien l'an passé, et le tiers des viandes (la volaille se taillant la part du lion), mais la contribution n'est pas négligeable. C'est autant que le café, et cela permet de couvrir, par exemple, la facture des importations de tracteurs et autres machines agricoles.

Le cuir rapporte encore plus de devises

En outre, le secteur des cuirs, des peaux et de la chaussure, principalement fourni par l'abattage des bovins, procure lui un solde positif encore plus important, supérieur à 2,5 milliards US\$ en 2003. En ne prenant en compte que celles de cuirs bovins semi-fini, ce solde commercial atteint encore 1 milliard US\$. Il est donc absolument primordial de ne jamais oublier ce secteur quand on analyse la filière viande bovine en Amérique Latine.

D'ailleurs la plupart des programmes de qualité de l'élevage incluent des éléments sur le marquage des animaux, la lutte contre les parasites, l'importance des manipulations en douceur, surtout au moment des trajets en camion... D'après une étude de la chambre industrielle du cuir brésilien (CICB), 65% des défauts du cuir sont imputables à l'élevage, 10% au transport et 25% au travail à l'abattoir.

La valorisation d'un cuir de bovin peut représenter 7 à 12% du prix payé à l'éleveur s'il n'est pas abîmé, en fonction du type d'animal et de la localisation de l'abattoir. C'est ce qui constitue le plus souvent la marge de l'abatteur, et permet d'expliquer que le prix entrée abattoir par kg éc soit deux fois plus élevé que le prix des avants ou des poitrines.

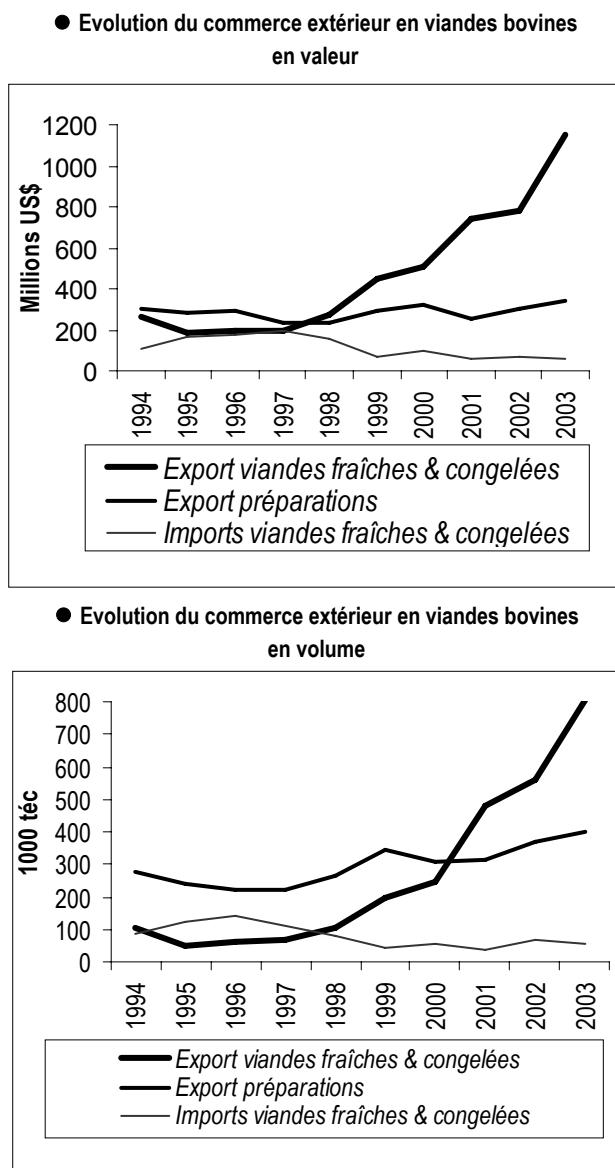
Le "bœuf nature" qui monte, qui monte...

Les statistiques du commerce extérieur de viandes ne distinguent dans un premier agrégat que les viandes "in natura" (découpes fraîches et congelées), des préparations (viandes cuites) et des abats. C'est surtout le premier segment qui décolle vraiment.

Partant de 50 000 t.c. en 1995, les exportations de découpes bovines ont dépassé 800 000 t.c. en 2003. Et le rythme adopté sur les 4 premiers mois de 2004 laissent envisager un total annuel frisant le million de t.c. pour cette année.

La croissance de ce type d'exportation semble donc prendre un tour quasi géométrique, avec systématiquement une progression annuelle à 2 chiffres.

En outre, alors que cette progression s'effectuait jusqu'en 2002 avec des prix en baisse en US\$, donc à la faveur de la dévaluation du Real, cela ne semble plus être le cas : les prix unitaires ont commencé à remonter en ce qui concerne la viande réfrigérée en 2003, et la progression est nette sur la viande congelée début 2004.



Source : GEB d'après Douanes brésiliennes (SECEX/DECEX)

Les découpes fraîches visent surtout l'UE

Dans l'ensemble "in natura", les viandes fraîches et réfrigérées ne représentent qu'une part limitée, 1/4 des volumes en 2003, et même 1/5 sur les 4 premiers mois de 2004. La croissance est marquée dans ce secteur, mais moindre que pour les viandes congelées.

Entre 1999 et 2003, les volumes expédiés frais ou réfrigérés ont bondi de 31 000 à 155 000 tonnes de

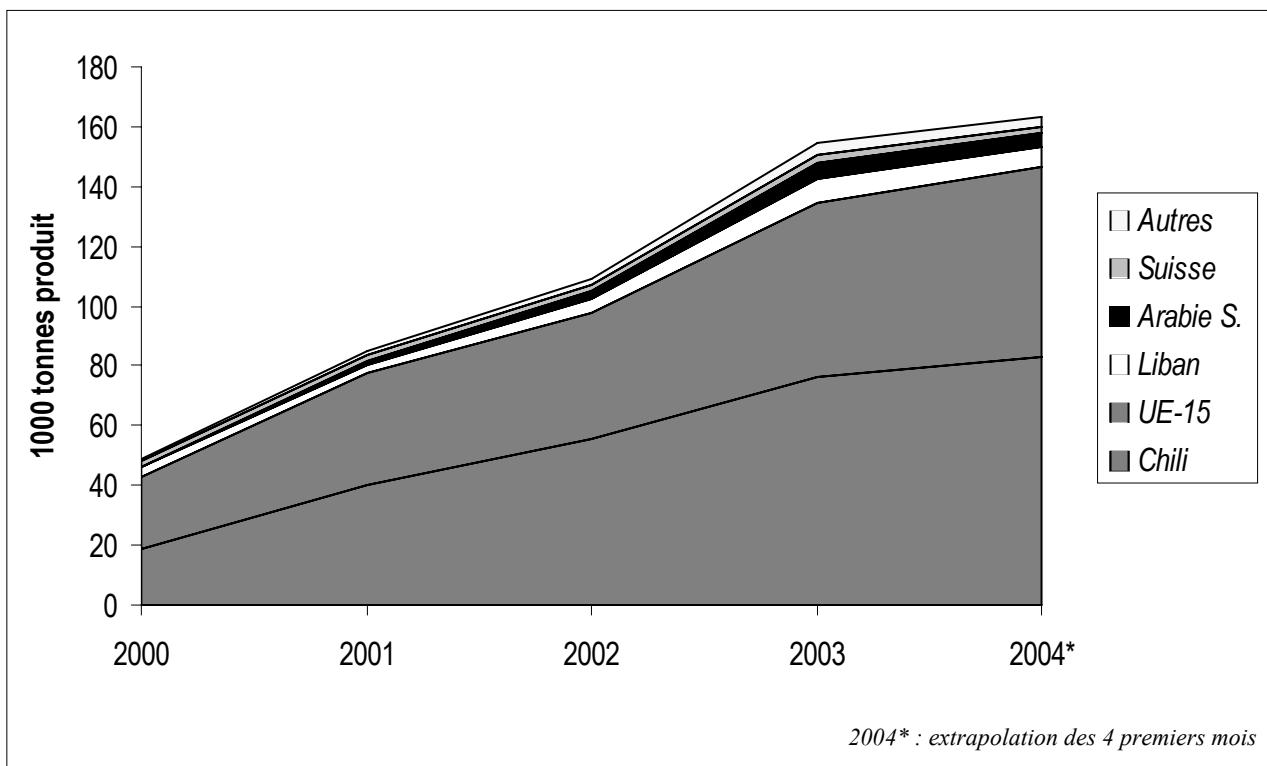
produit, soit une multiplication par 5 en 4 ans. Comme il s'agit quasi-exclusivement de viandes expédiées désossées, parées et sous-vide, il faut multiplier ces tonnages par un coefficient 1,3 (le même que celui qui est appliqué dans l'UE) afin d'obtenir le tonnage équivalent carcasse : 201 000 tec en 2003.

Le premier client du Brésil dans ce type de viandes est le **Chili**. Il absorbe toujours à peu près la moitié des exportations brésiliennes. C'est de longue date un des principaux clients traditionnels du Brésil, comme il l'était d'ailleurs pour les filières argentines et uruguayennes avant l'épisode de fièvre aphteuse de 2001. Il semble bien que cet épisode ayant forcé le Chili, fortement déficitaire, à se tourner alors vers le Brésil, celui-ci ait structurellement conquis le plus gros de ce marché aux dépens de ses voisins du cône Sud.

Le Chili est très exigeant sur les garanties sanitaires (c'est un pays indemne de fièvre aphteuse sans vaccination) et un mode de classement des carcasses selon sa propre grille, mais ne demande pas de pièces d'aloyau. Les importations sont préférentiellement des muscles d'avants ou alors du globe (tranche grasse, tende de tranche, gîte...). En fait, il semble exister 2 marchés assez différents sur le Chili : l'un, piloté par les prix, est fourni par les vaches de réforme (gros volumes davantage en congelé qu'en réfrigéré) ; l'autre est plus exigeant sur la classification, et exige des jeunes bovins de moins de 2 ans, servi surtout en génisses.

De toutes manières, le prix de vente sur le marché chilien ne permet pas de livrer des muscles très coûteux. Il s'établit depuis 2000 entre 1,6 et 2 US\$/kg de muscle, et il est à son plus haut début 2004. Le Chili offre les prix les moins élevés de l'ensemble du "portefeuille clients" de la filière brésilienne pour la viande fraîche, mais les muscles concernés sont tout de même vendus plus cher de l'autre côté des Andes que sur le marché intérieur.

● Exportations de boeuf réfrigéré



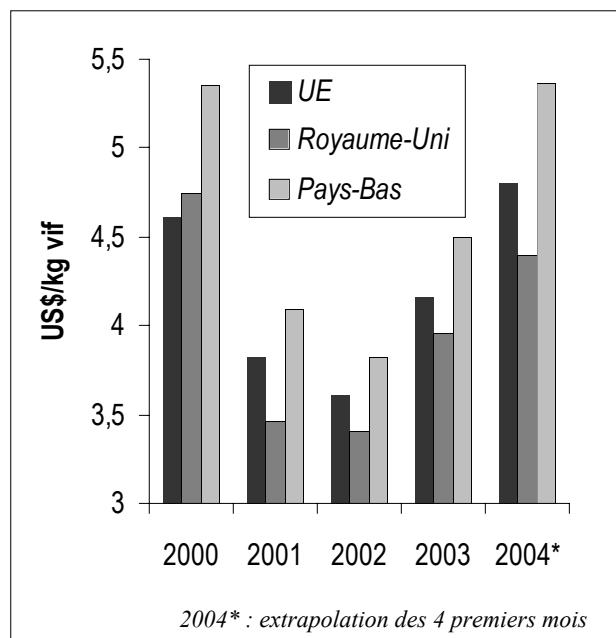
Source : GEB d'après Douanes brésiliennes (SECEX/DECEX)

Une forte remontée des prix vers l'UE

Le marché de loin le plus rémunérateur pour les abattoirs brésiliens reste bien entendu celui de l'**Union Européenne**. D'après les statistiques brésiliennes (les chiffres d'Eurostat peuvent différer de quelques milliers de tonnes), les expéditions en frais et réfrigéré sont passées de 24 000 à 58 000 tonnes en 3 ans. Là encore, l'embargo sur les exportations argentines et uruguayennes de 2001 a joué un rôle d'accélérateur (augmentation de 56% cette année là), mais la tendance était en germe, et la reprise des expéditions du cône sud l'a à peine freinée en 2002 et 2003.

Dans un premier temps, l'expansion s'est faite avec des prix en baisse, passant en moyenne de 4,6 à 3,6 US\$/kg de découpe entre 2000 et 2002. Mais, depuis 2003, les prix à nouveau en hausse ne semblent pas dissuader les importateurs européens. Début 2004, ils sont repassés au dessus de leur niveau de 2000 (à 4,8 US\$/kg en moyenne sur les 4 premiers mois), et les flux continuent à enfler.

● Evolution du prix FOB vers l'UE



Source : GEB d'après Douanes brésiliennes (SECEX/DECEX)

Dossier Économie de l'élevage n° 336 - Juin 2004

En volume, les principaux clients européens sont les Pays-Bas (près du tiers à eux-seuls), suivis du Royaume-Uni qui progresse très fortement (23% des imports européens du Brésil en 2003) et de l'Allemagne, dont la part relative diminue plutôt, c'est à dire que les flux y augmentent moins vite qu'ailleurs. Ces 3 pays là réalisent environ 70% des exportations brésiliennes dans l'UE ces dernières années.

Cependant, la plupart des autres pays de l'Union importent de la viande réfrigérée brésilienne : Italie, Espagne, Suède, Portugal, France, Irlande, Danemark ont chacun importé plus de 1 000 tonnes en 2003.

En outre, même s'il existe des exigences différentes d'un pays destinataire à l'autre, Pays-Bas et Allemagne semblent jouer un vrai rôle de plate-forme redistribuant le bœuf brésilien sur l'ensemble du Continent.

Les acheteurs européens de viandes brésiliennes sont plus nombreux que les importateurs de bœuf argentin, notamment car les relations commerciales sur ce genre de produit sont plus récentes et ne s'organisent pas de la même façon. En effet, le contingent Hilton Beef²⁷, qui permet à la viande fraîche de rentrer dans l'UE avec des droits de douanes réduits à seulement 20%, n'a été ouvert au Brésil qu'en 1994, et il est à un très faible niveau (5 000 tonnes) par rapport à celui dont bénéficie l'Argentine (28 000 tonnes).

Ainsi, l'essentiel des importations européennes de viandes réfrigérées s'effectuent hors contingent, c'est à dire à droit plein : 12,8% du prix + un droit fixe de 3,034 □/kg. Le filet qui était vendu mi-2003 l'équivalent d'environ 4,5 US\$/kg sur le marché intérieur, était valorisé à l'export vers l'UE 6 à 7 US\$/kg. Avec un coût de transport très faible (entre 100 et 150 US\$/tonne), ce kg de filet se retrouve à l'entrée dans l'UE à un prix qui varie

entre 10 et 11 US\$/kg à droit plein ! C'est à dire que le marché européen permet de rémunérer les opérateurs 50% de plus que le marché intérieur pour les découpes d'aloyau, même en dehors du contingent Hilton.

En d'autres termes, la préférence communautaire vis à vis des découpes nobles de bovins brésiliens ne joue plus son rôle.

Ces viandes "chilled" ont des prix assez différents d'une destination à l'autre. C'est d'abord lié aux types de muscles demandés. En 2003, ces prix moyens se sont étagés de 3 US\$/kg vers la France à plus de 5 US\$/kg vers les Pays-Bas (destination la plus chère), la Suède ou encore la Finlande. La quasi-totalité de ces viandes "chilled" sont des muscles haut de gamme qui pourraient être éligibles en contingent Hilton : filet ; faux-filet ; noix d'entrecôte ; cœur de rumsteak (l'aiguillette baronne est conservée pour le marché intérieur) ; tranche grasse ; rond de gîte ; tende de tranche ; gîte-noix.

Un marché comme le marché français demande davantage de noix d'entrecôtes. Tandis que les marchés néerlandais et scandinaves demandent surtout des filets, faux-filets et cœurs de rumsteak parés à l'extrême (le rendement de découpe du cœur de rumsteak est inférieur de 15-20% à la découpe pour les britanniques). En outre, ces dernières destinations sont traditionnellement plus exigeantes sur les temps de maturation préalables à la mise sous vide. Parmi les meilleurs marchés, le Royaume-Uni jette davantage son dévolu sur des roastbeefs (tranches, gîtes noix...).

Il ne semble pas que les pièces achetées au Brésil soient très différentes des importations en provenance d'Argentine. Toutes ces viandes sont en quasi-totalité destinées à la restauration commerciale, qu'il s'agisse de chaînes spécialisées (type "Maredo" en Allemagne, "Buffalo Grill" en

²⁷ Les viandes éligibles en Hilton sont strictement définies : "7 découpes provenant de jeunes bouvillons ou génisses âgés de 20 à 24 mois (entre 0 et 4 incisives permanentes), nourris exclusivement à l'herbe, et dont la carcasse est classée arrondie à normale, avec un état d'engraissement faible à uniforme". Par rapport aux spécifications en Argentine, celles-ci sont moins strictes sur l'âge, et il n'y a pas de limite de poids.

France...) ou non, et à la restauration d'entreprises ou de collectivités. En effet, comme cela a déjà été signalé dans le Dossier Economie de l'Elevage sur l'Argentine, ces viandes peuvent difficilement, en l'état actuel des techniques, être sorties de leur emballages sous vide, être découpées et mises en barquettes sous plastique pour être présentées en linéaires en conservant un aspect appétissant.

D'autres marchés émergent tout juste

L'Union Européenne voit sa part s'effriter dans le total des expéditions brésiliennes de viandes réfrigérées, de 50% en 2000 à 40% environ en 2003, alors que le Chili augmente la sienne. Seules 10% de ces expéditions ne vont pas sur ces deux marchés dominants.

Le marché le plus rémunérateur est un débouché désormais traditionnel pour le zébu brésilien : il s'agit de la **Suisse**. Le kg s'y vendait à plus 5,2 US\$ en 2003 et même 6,6 US\$ sur les 4 premiers mois de 2004. Les pièces sont à peu près les mêmes que celles qui sont livrées dans l'UE, mais elles sont alors expédiées en avion !

Le Moyen-Orient est l'autre région du Monde qui commence à acheter du "chilled" brésilien. Le **Liban** avait ouvert la voie dès la fin des années 90, où 1 boeuf brésilien a pris le relais des fournitures de taurillons vivants européens qui commençaient à se renchérir. Depuis les volumes ne cessent d'augmenter pour atteindre près de 8 000 tonnes en 2003. Ce marché est exigeant sur la couleur, la fraîcheur, et sur la garantie qu'il s'agit bien de taurillon et non pas de mâle castré. Mais aussi sur le prix. La remontée actuelle des prix en US\$, passés de 2 US\$/kg en 2003 à 2,24 US\$/kg début 2004, a déjà ralenti le rythme des expéditions.

Il faut signaler une expédition de 2 bateaux de taurillons vivants au Liban au premier semestre 2003, expérience qui n'a pas eu de suite, notamment à cause de la farouche opposition du très puissant lobby des abattoir exportateurs (voir encadré).

■ L'ABIEC, le lobby des exportateurs de bœuf

L'Association Brésilienne des Industries Exportatrices de Bœuf réunit le gratin des abattoirs d'exportation. Les 18 sociétaires qui y adhèrent (tous les groupes les plus importants, cf chapitre sur les abattoirs) ont réalisé ensemble près de 90% des exportations de viandes bovines brésiliennes en 2003, dont la quasi-totalité de celles de boeuf frais et congelé. Ces 18 groupes détiennent 67 usines agréées à l'export vers l'UE et beaucoup d'autres destinations.

L'ABIEC est l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics pour la conquête de marchés extérieurs. Cette association patronale gère ainsi en commun avec le gouvernement fédéral la marque "Brazilian Beef" et les opérations de promotion à l'étranger. C'est aussi l'ABIEC qui travaille avec les Douanes pour l'élaboration des statistiques de commerce extérieur en viandes bovines.

Mais l'ABIEC peut aussi être amenée à s'opposer au gouvernement, par exemple sur les taxes qui frappent les industries de viande, ou encore sur la généralisation d'un système obligatoire de classification des carcasses qui ne convient pas du tout à des industriels plus soucieux de gérer les relations avec les éleveurs chacun pour soi.

Le rôle de "lobby" de l'ABIEC est revendiqué jusqu'au choix de son président, M. Pratim de Moraës, un ancien Ministre fédéral de l'agriculture.

Les priorités d'ouverture des marchés au bœuf brésilien concernaient fin 2003 :

1. les USA, le Canada et le Mexique, "parce qu'il n'y a pas de raisons qu'ils importent du bœuf frais et congelé uruguayen et pas du brésilien, alors que 85% du cheptel brésilien est élevé en zone libre de FA avec vaccination" ;
2. la Russie qui a des velléités permanentes de quotas et autres restrictions au commerce ;
3. l'Algérie, jusqu'alors chasse gardée de l'Australie, de l'UE et de l'Uruguay ;
4. la Chine, en commençant par les abats, pour tester le marché des viandes ;
5. le Sud-Est asiatique (Japon, Corée, Taïwan, Malaisie), "dont on est conscient qu'il faudra quelques années encore pour en forcer l'entrée".

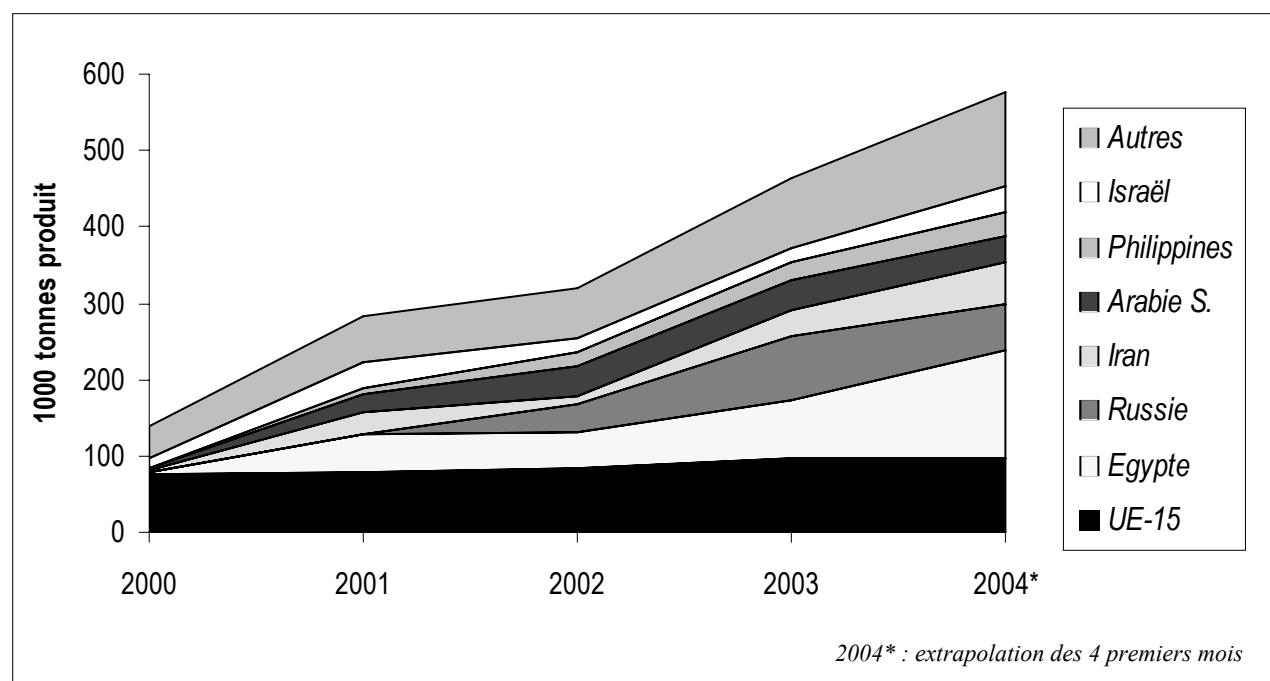
L'ABIEC se veut le fer de lance de la conquête des marchés mondiaux par le bœuf brésilien, et annonce régulièrement dans la presse l'imminence de la prise du leadership sur ces marchés à la place des Australiens.

Si la conquête de volumes structure toujours le discours de l'ABIEC, les aspects "niches de marché" commencent à s'y faire une place, notamment en affichant la volonté de développer des créneaux comme le bœuf biologique, "sans promoteur de croissance" etc. Cependant, il s'agit toujours davantage de promouvoir une image de viande "saine et produite avec de l'herbe", que de s'engager collectivement dans des cahiers des charges collectifs trop contraignants.

L'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes représentent à eux deux un débouché équivalent à celui du Liban, avec des prix à peu près similaires. Leur exigence principale est que les abattoirs d'origine soient agréés à l'exportation par l'UE, que

les animaux soient des mâles entiers, et que l'abattage soit effectué selon le rite Hallal. C'est aussi un débouché largement conditionné par les prix, pour lequel convient sans doute aussi bien la viande congelée.

● Exportations de viandes congelées



Source : GEB d'après Douanes brésiliennes (SECEX/DECEX)

Des découpes congelées tout azimut

Les exportations de viandes congelées ont véritablement explosé à partir de 2001. Entre 1999 et 2003, elles ont été multipliées par 4 en tonnage, atteignant 465 000 tonnes l'an passé. Ces découpes congelées représentaient alors les ¾ des volumes d'exportations de bœuf "in natura", et 63% en valeur. En effet, les valeurs unitaires de ces muscles congelés sont bien moindres que celles des muscles réfrigérés : en moyenne 1,56 US\$/kg pour les premières, contre 2,77 US\$/kg pour les secondes.

La destination UE minorée dans les flux de congelé

En 2000, le marché des viandes congelées était encore relativement simple. D'abord l'UE à 15 qui,

grâce aux contingents à tarif réduit, absorbait 55% des volumes. Ensuite le Moyen-Orient (Israël surtout, Arabie Saoudite, Iran, Egypte) avec 15% des volumes. Puis les "villes-Etats" d'extrême-Orient (Singapour, Hong-Kong) avec 12% des volumes. Enfin, un autre client très traditionnel : le Chili avec 10% des volumes.

L'émergence de nouveaux - et très importants - marchés (comme la Russie, les Philippines) et la croissance exponentielle des marchés moyen-orientaux (Egypte surtout) ont bouleversé ce paysage.

Tant et si bien que l'UE n'occupe plus la place centrale sur ce marché des découpes congelées. Cette destination est toujours importante, avec environ 96 000 tonnes en 2003 et un rythme similaire sur les premiers mois de 2004, mais la croissance depuis 2000 a été limitée à 26%. Et cela malgré une baisse des prix spectaculaire, passés de

3,6 US\$/kg à 2,5 US\$/kg en 2003. La hausse observée sur les muscles réfrigérés expédiés du Brésil en 2003 ne s'est pas répercutée sur les pièces congelées avant les premiers mois de 2004.

Sur les 4 premiers mois de 2004, les volumes expédiés vers l'UE seraient stables, avec des prix plus élevés, d'environ 3,15 US\$/kg.

La répartition de ces importations par pays membre montre également une certaine stabilité. 3 pays se détachent :

- l'Italie, avec 28 000 tonnes en 2003 ;
- les Pays-Bas, avec 20 000 tonnes en 2003 ;
- le Royaume-Uni avec 21 000 tonnes en 2003.

Puis viennent l'Espagne et l'Allemagne, avec respectivement 12 000 et 5 000 tonnes, des volumes stables ces dernières années.

Ensuite l'Irlande, passée de 1 000 à 3 500 tonnes entre 2000 et 2003.

Puis encore 4 autres pays (Grèce, Suède, Portugal, France) entre 1 000 et 2 000 tonnes en 2003, et enfin tous les autres qui sont à niveau moindre.

La progression en 3 ans peut être attribuée essentiellement à 3 pays : l'Italie surtout (+ 8 000 tonnes), le Royaume-Uni (+ 6 000 tonnes) et l'Irlande (+2 500 tonnes). Or ces 3 pays sont aussi ceux qui importent la viande la moins chère au sein de l'UE : 1,5 US\$/kg pour le bœuf congelé destiné à l'Irlande en 2003, 1,7 US\$/kg pour celui destiné au Royaume-Uni et 2,2 US\$/kg pour le bœuf partant en Italie.

Tout laisse donc à penser que ces volumes supplémentaires sont principalement destinés aux usines de transformation (conserveries, salage...) dont ces pays sont dotés.

Des exportations à tarif réduit surtout

En effet, l'UE importe deux types très distincts de découpes congelées du Brésil.

D'une part, des viandes destinées à la vente au consommateur soit en l'état (dans les rayons surgelés des supermarchés ou dans les "frozen centers"), soit après découpe et réemballage dans l'UE, soit enfin en restauration.

D'autre part, des viandes destinées à la transformation (corned-beef, saucisserie, plats cuisinés, viande séchée...), qui sont en général beaucoup moins chères.

Cette séparation du marché en deux flux distincts a été favorisée par les contingents à tarif préférentiel consentis par l'UE dans le cadre du GATT (ancêtre de l'OMC) :

- l'un de 53 000 tonnes de muscles désossés sans restriction de commercialisation ;
- l'autre de 39 000 tonnes de muscles désossés (ou 50 700 tonnes de viandes avec os) destinées à la transformation dans l'UE.

Les importations sous ce contingent ne supportent qu'un droit de douane réduit à 20% de la valeur à l'importation, sans aucun prélèvement fixe²⁸.

Contrairement au Contingent Hilton Beef, ces contingents GATT sont gérés par la Commission Européenne. Les licences d'importation au sein de ces contingents sont attribuées aux entreprises européennes en fonction de leur activité passée, sur une base historique. Même si une petite place est faite aux entreprises qui veulent entrer dans cette activité, cela explique la stabilité des flux d'importation et des rapports de prix d'une année sur l'autre.

On peut ainsi constater que le total des exportations de viandes congelées brésiliennes sur

²⁸ A l'exception des viandes destinées à une transformation qui ne soit pas une mise en conserve (salage, séchage...) qui supportent un droit fixe réduit de 55% par rapport à la normale, soit 0,9945 D/kg pour des avants désossés congelés au lieu de 2,211 D/kg

l'UE est du même ordre de grandeur que la somme des 2 contingents GATT de viandes congelées. Il est très probable que l'expansion des flux du Brésil vers l'UE se soit d'abord réalisée par substitution aux autres fournisseurs à l'intérieur de ce contingent : Argentine et Uruguay.

Des volumes de viandes congelées assez limités (quelques milliers de tonnes) entrent dans l'UE en acquittant les droits pleins (soit 12,8% du prix rendu plus un droit fixe de 3,041 □/kg pour des muscles d'arrière ou de 2,211 □/kg pour des muscles d'avant ou des capas). Cependant, pour supporter de tels droits fixes, il s'agit forcément de pièces bien valorisées dans l'UE, donc plutôt des découpes d'aloyau, comme pour les pièces réfrigérées.

L'objectif pour les exportateurs brésiliens semble consister davantage à remplir les contingents de viande congelée, si possible en relevant les qualités de pièces livrées et donc les prix, plutôt qu'à augmenter les volumes livrés à droit plein, à l'inverse de la stratégie appliquée pour les viandes réfrigérées.

Ces marchés peuvent être extrêmement spécialisés. Ainsi, un exportateur rencontré livre-t-il du tende de tranche correspondant à un cahier des charges strict pour une entreprise qui produit de la viande séchée dans la région de Parme en Italie. Un autre exportateur réalise des UVC (unités de vente au consommateur) congelées pour une chaîne finlandaise...

Les prix moyens les plus élevés correspondent à des viandes destinées à être vendues congelées directement au consommateurs ou à la restauration : ce sont des découpes d'aloyau ou de globe, qui prennent surtout la direction de l'Allemagne, des Pays-Bas, d'Espagne, du Portugal ou de Suède. Les prix de ces débouchés variaient entre 3 et 3,5 US\$/kg en 2003.

A l'inverse, les destinations comme le Royaume-Uni, l'Irlande ou la Grèce proposaient les prix les plus bas, de l'ordre de 1,5 à 1,7 US\$/kg : il s'agit

principalement de viandes de transformation (découpes d'avants), ou alors de découpes de globes destinées à la vente en roastbeef.

La Russie a absorbé presqu'autant que l'UE en 2003

Le marché russe a totalement explosé à partir de 2002. Partant de rien, en 2000, le flux a atteint 39 000 tonnes en 2002 et plus de 83 000 tonnes l'an passé. Les exportateurs brésiliens de viandes veulent d'ailleurs régner sur ce marché, puisqu'ils lui expédient des volumes encore beaucoup plus importants de porc (entre 300 et 400 000 tonnes), et sont les challengers des USA pour les exportations de poulet.

Néanmoins, pour le bœuf comme pour les autres viandes, il s'agit surtout d'un marché de prix : c'est un des débouchés les moins chers de toutes les exportations brésiliennes de bœuf congelé. A 1,2 US\$/kg, on ne trouve guère que les Philippines ou la Chine pour acheter moins cher.

Ces viandes sont avant tout des trimmings, des affranchis ou des muscles d'avants de 3ème catégorie. Il s'agit principalement de viandes destinées à être mélangées avec d'autres (porc, volaille, cheval...) pour faire des salamis, des boulettes de viande, des saucisses... Jusqu'alors, les clients avaient très peu d'exigence qualitative, ce qui permettait d'en faire un vrai marché de dégagement.

Il semble que cela soit en train d'évoluer, les autorités vétérinaires russes devenant de plus en plus pointilleuses. Ainsi, l'histoire des mois passés est ponctuée de suspensions d'importations, de négociations de quota, d'embargo sous un prétexte ou un autre. Mais toutes ces complications n'ont pas empêché le Brésil d'expédier au rythme de 90 000 tonnes annuelles sur les 5 premiers mois de 2004. Fin juin, les négociations semblant avoir abouti, les exportations devraient reprendre de plus belle au 2ème semestre. L'ABIEC accorde

beaucoup d'importance à ce marché, car cela paraît être une des zones structurellement importatrices dans le futur. Il est important d'y maintenir une prééminence en espérant que la demande des consommateurs s'oriente vers le haut de gamme. En outre, il s'agit clairement là d'un marché intégrateur pour écouler des viandes encore plus mal valorisées sur le marché intérieur brésilien.

Cap à l'Est

Les **Philippines** constituent un marché encore moins exigeant que la Russie, avec des volumes qui croissent toujours, et des flux qui, sur les premiers mois de 2004, s'effectuent au rythme d'environ 30 000 tonnes en année pleine. Les prix sont très faibles (1 US\$/kg en 2003), mais cela permet aux exportateurs brésiliens de placer des pions dans cette région stratégique du Sud-Est asiatique, en attendant de pouvoir entrer sur les marchés autrement plus rémunérateurs du Japon, de la Corée, de Taiwan ou encore de Malaisie.

Il se passe la même chose vers la Chine. **Hong Kong** a de longue date constitué la porte d'entrée sur la Chine continentale, avec des volumes dépassant désormais les 20 000 tonnes pour des prix moyens (1,6 US\$/kg en 2003). Il s'agit là par exemple de tranche grasse qui sert à fabriquer des "steaks" minces (80 à 100 g non hachés) vendus peu cher dans les snacks locaux. **Singapour** a exactement le même type de demande. La **Chine** commence à s'ouvrir timidement, avec des flux qui n'atteignent pas encore 1 000 tonnes par an.

Le Moyen-Orient pratiquement conquis

Il fut un temps où les marchés iranien, libanais, égyptien etc. étaient livrés en bœuf européen. Depuis, le Brésil a largement pris la place que comptait lui disputer l'Australie dans cette partie du Monde. Depuis quelques années, seule l'Inde, avec sa viande de bufflon à très bas prix, arrive

encore à résister au rouleau compresseur brésilien. Certes l'Union Européenne d'une part (sur le Liban surtout), l'Argentine et l'Uruguay d'autre part (sur Israël avant tout) arrivent encore à se faire une petite place sur les marchés de la région, mais avec beaucoup de difficultés.

La progression des exportations brésiliennes est surtout impressionnante sur l'**Egypte** : les volumes atteignent 76 000 tonnes en 2003, et ont commencé 2004 sur un rythme annuel double ! Le prix (1,2 US\$/kg en 2003) et la qualité des viandes sont très proches de ceux du marché russe : des viandes surtout destinées à la transformation en hachés.

La progression est réelle également, bien que davantage en dents de scie, vers l'**Iran** (36 000 tonnes en 2003) et l'**Arabie Saoudite** (40 000 tonnes en 2003). Ces deux destinations paient un petit peu plus cher que l'Egypte (1,36 US\$/kg départ Brésil en 2003) pour des muscles d'avants de taurillons. Pour tous ces pays, l'abattage est garanti conforme au rite "hallal", qui tend d'ailleurs à se généraliser dans les abattoirs exportateurs brésiliens. Ce qui montre, si besoin était, l'importance accordée aux pays majoritairement musulmans dans les débouchés du bœuf brésilien.

En fait, le seul débouché de la région qui ait plafonné quelque peu en 2003 est **Israël**. Il s'agit là encore d'un marché de pièces d'avants, valorisées à 1,5 US\$/kg en 2003. La concurrence vient là essentiellement des voisins du cône Sud, Argentins et Uruguayens.

Le Chili, le client régulier

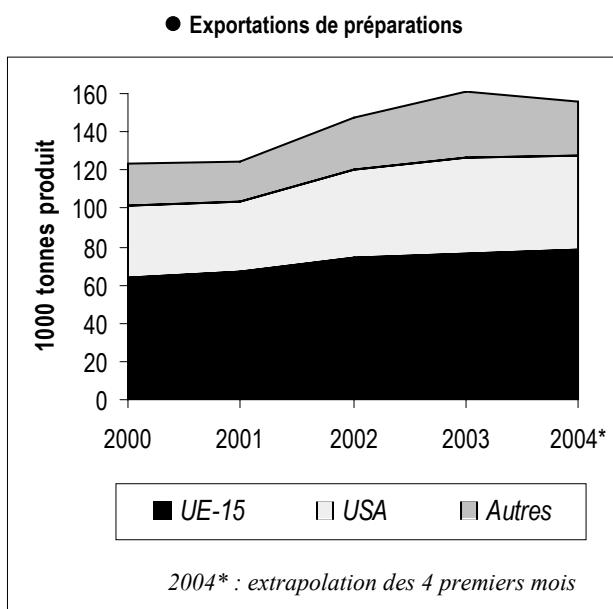
On peut qualifier le **Chili** de marché mûr pour les expéditions congelées brésiliennes. Autant celles de découpes réfrigérés progressent, autant celles de congelés sont stabilisées depuis 2002, tant en volumes aux alentours de 20 000 tonnes qu'en prix, environ 1,2 US\$/kg. Il s'agit toujours de pièces d'avants, avec certaines exigences de qualité, mais une très faible valorisation.

Les expéditions de préparations progressent encore

S'il y a un marché qui paraît mûr de longue date, c'est bien celui des préparations de viandes. Le Brésil est depuis de longues années le leader mondial du corned beef, un produit spécifiquement fabriqué pour l'exportation car les Brésiliens eux-mêmes n'en consomment pas, ou très peu. L'intérêt essentiel de ces fabrications était que les barrières sanitaires à l'export étaient quasi-nulles. Cet intérêt semble décroître avec les efforts sanitaires réalisés pour l'éradication de la fièvre aphteuse, et l'ouverture successive des marchés aux expéditions brésiliennes de bœuf "in natura".

Pourtant, les volumes ont continué à progresser en 2002 et 2003, arrivant à 160 000 tonnes produit, 30% de plus qu'en 2000. Avec un coefficient brésilien de 2,5²⁹ pour le calcul du tonnage équivalent carcasse, cela fait 402 000 tec, soit le tiers des exports de bœuf brésiliens en 2003.

Les deux clients essentiels sont toujours l'Union Européenne d'une part, et les USA d'autre part.



Source : GEB d'après Douanes brésiliennes (SECEX/DECEX)

²⁹ Ce coefficient est de 1,7 dans l'UE.

Du corned beef pour le Royaume-Uni

L'Union Européenne reste le principal acheteur de bœuf préparé brésilien, avec bon an mal an 50% des volumes. Et, au sein de cet ensemble, la part du Royaume-Uni reste extrêmement prépondérante.

Avec 54 000 tonnes en 2003, les Britanniques ont réalisé à eux seuls les 2/3 des importations européennes. Le prix est particulièrement stable, entre 1,7 et 1,9 US\$/kg année après année. Il s'agit principalement de corned beef, qui est, comme le dit un des exportateurs rencontrés, une "commodité pour les classes pauvres des pays riches". Il aurait pu rajouter, "anglo-saxons" tant les habitudes de consommation sont essentiellement limitées aux îles britanniques en Europe, et encore plus depuis la crise de l'ESB.

Du cuit congelé ailleurs dans l'UE

En revanche, les expéditions de préparations qui progressent vers d'autres pays d'Europe (Pays-Bas, Italie surtout) s'effectuent à des prix plus élevés, entre 2 et 2,8 US\$/kg : elles sont davantage composées de pièces cuites congelées (des découpes de globe surtout, avec le procédé IQF) qui sont vendues ensuite à la restauration collective.

Ces importations de préparations cuites ne subissent à l'entrée dans l'UE qu'un tarif douanier limité à 16,6%, sans droit fixe ni limitation en volume : il s'agit d'un marché quasi-totalement libéralisé.

Pour le corned beef comme pour les viandes cuites congelées, le nombre d'opérateurs brésiliens est très limité. Il s'agit souvent de firmes multinationales, qui ont des stratégies mondiales, et peuvent favoriser une filière nationale par rapport à une autre selon leurs intérêts du moment.

Ce sont les seules qui peuvent durablement exister sur un marché qui est totalement normalisé, et où la garantie d'origine joue un rôle tout à fait marginal. Ces dernières années, avec la dévaluation permanente du Real face au dollar US, ces filières brésiliennes avaient le vent en poupe. Ce n'est peut-être plus aussi vrai en 2004 après les fortes dévaluations argentines et uruguayennes et le retour en ordre de marche des filières de ces pays.

Les USA importent surtout du cuit congéle

Les volumes expédiés aux USA ont également progressé, surtout en 2002. Ils ont atteint les 50 000 tonnes en 2003. C'est le marché le plus rémunérateur pour les opérateurs brésiliens, avec des prix en forte hausse sur ces dernières années à 3 US\$/kg en 2003, qui indiquent une part croissante de la proportion de cuit congéle par rapport au corned beef traditionnel.

Le **Canada** et les Caraïbes (**Puerto Rico, Jamaïque**) ont eux maintenu leurs achats, à 11 000 tonnes en 2003 comme en 2000, malgré des prix en baisse. Ces flux, valorisés autour de 1,6 US\$/kg en 2003, concernent essentiellement du corned beef.

Les abats, essentiellement vers Hong-Kong

Par rapport à un pays comme l'Argentine, les volumes d'abats exportés par le Brésil restent moitié moindres : environ 44 000 tonnes en 2003, même s'ils sont en nette progression par rapport aux années antérieures (+50%/2002).

La destination dominante en est toujours **Hong Kong**, avec 30 000 tonnes, valorisées à 1 US\$/kg. Il s'agit principalement d'abats blancs (moelle, aorte, cervelle, pénis, tendons etc.), les mêmes que ceux qui sont demandés sur le marché Chinois émergeant (2 000 tonnes en 2003).

L'autre marché important est le **Pérou**, avec 5 000 tonnes en 2003 : il s'agit notamment de cœurs, pour un prix qui n'excède pas 0,65 US\$/kg.

Ensuite, les destinations sont beaucoup plus atomisées.

Les marchés russes, géorgiens, ukrainiens augmentent un peu leurs achats (environ 1 500 tonnes), à des prix autour de 1 US\$/kg, pour des langues, des trachées...

L'UE ne dépasse pas le millier de tonnes en 2003, avec des panses, des poumons... destinés avant tout aux fabrications d'aliments pour animaux domestiques.

Globalement en 2003, toutes ces exportations ont rapporté 43 millions de US\$, soit 3% environ des exportations de bœuf frais, congéle ou en préparations. Une part certes modeste, mais qui peut servir également de point d'entrée sur des marchés, comme c'est le cas à Hong-Kong ou en Chine.

Et, par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que ce marché des abats reste très important pour les abatteurs brésiliens qui réalisent leur marge sur le 5ème quartier : pour l'instant le marché intérieur valorise bien les abats, mais l'exportation ciblée de certains morceaux permet d'améliorer la rentabilité pour des abattoirs agréés à l'export.

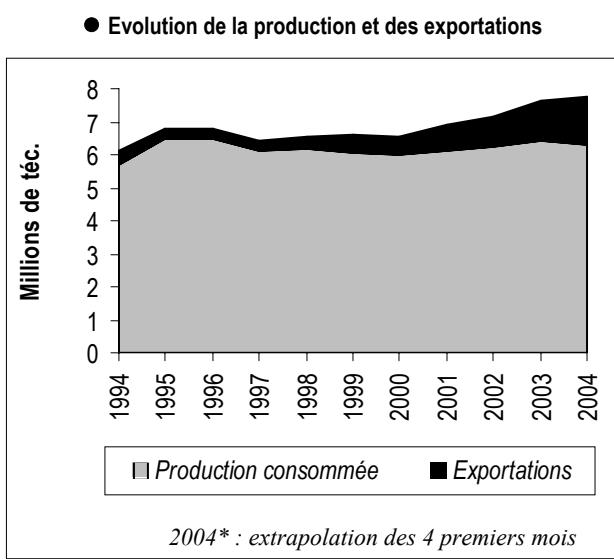
Le zébu brésilien, "star ou météore" ?

La question paraphrase le titre d'un rapport de la Rabobank de 2002, assez dubitatif sur la durabilité des performances à l'export du bœuf brésilien.

La FNP, société de consultants qui publie les statistiques et les analyses les plus écoutées au Brésil, n'hésite pas pour sa part à prévoir à l'horizon 2012 une production de 9 millions de tonnes d'équivalent carcasse (+30% par rapport à 2003), qui permettrait de fournir une consommation intérieure stable à 6,3 millions de tèc et des exportations de 2,7 millions de tèc (1,2 million de tèc 2003) ! Cela peut paraître exagérément optimiste pour la filière brésilienne, mais cette vision d'avenir semble assez largement partagée.

Elle s'appuie, on l'a vu, sur d'indéniables atouts.

La première de ces forces est le marché intérieur considérable. Tout compte fait, les exportations ne représentent encore que 16% de la production de 2003. Certes cette filière devient dépendante des marchés extérieurs pour la valorisation qu'elle y trouve, beaucoup plus élevée que sur le marché interne, mais cette dépendance reste très relative par rapport aux filières bovines océaniennes par exemple.



Source : GEB d'après FNP

Sa seconde force est le potentiel agro-climatique de ce demi-continent : on voit mal ce qui peut stopper l'avancée du zébu vers le Nord-Ouest. En outre, les réserves de productivité sont encore énormes (en culture d'herbes tropicales, en intensification du cycle bovin etc.), et la recherche est performante.

La troisième force est une filière très bien organisée pour l'exportation, avec un nombre limité de groupes agro-industriels ayant les capitaux et les ressources humaines pour prospector toujours davantage. Les méthodes de découpe de la carcasse permettent de pallier la relative hétérogénéité des animaux.

La quatrième force est l'orientation du gouvernement fédéral qui parie clairement sur les filières agro-exportatrices pour financer la dette et le développement économique et social du pays. Le lobby des exportateurs de bœuf (l'ABIEC) et le gouvernement marchent main dans la main pour faire la promotion des produits, ouvrir des marchés en bilatéral, voire mener les négociations internationales à l'OMC. En outre, la politique monétaire évitera désormais toute surévaluation de la monnaie comme cela avait été le cas dans les années 1995-1997.

Comme chaque force a son revers, cette filière agro-exportatrice n'est pas non plus dénuée de faiblesses.

La demande intérieure peut en être une. On a vu que le potentiel de croissance pouvait être énorme à la moindre amélioration du pouvoir d'achat des classes les plus pauvres : 50% de la population, soit tout de même 90 millions de consommateurs qui sont prêts à dépenser davantage pour le bœuf s'ils deviennent un peu moins pauvres.

Le développement de l'élevage dans de grandes fazendas, sur lesquelles repose presqu'exclusivement la filière exportatrice, génère aussi des effets pervers considérables : exclusion des petits agriculteurs-éleveurs, déforestation amazonienne, revendications croissantes des travailleurs

agricoles éjectés par la modernisation agricole dans les bidonvilles des mégalopoles... Ce développement inégal fait depuis longtemps du Brésil une véritable poudrière sociale, dont personne ne sait quand elle va exploser et avec quelle ampleur.

Par ailleurs, la délocalisation du bœuf vers les régions pionnières renchérit toujours plus les coûts de transports, alors que l'intérieur ne dispose pas de bonnes infrastructures de transport de marchandises, reposant quasi-exclusivement sur des routes surchargées et peu sûres (accidents et piratage fréquents).

La filière a un double visage : abattoirs exportateurs d'une part, filière clandestine sans aucun contrôle sanitaire d'autre part. L'étanchéité est-elle si totale qu'elle ne permette pas à la seconde d'infecter la première ? La tentative de généraliser l'identification des bovins vise bien sûr à supprimer la filière clandestine, mais il est à craindre que le calendrier édicté par le gouvernement soit extrêmement optimiste.

En outre, au sein même de la filière exportatrice, les contradictions sont profondes entre les abatteurs et les éleveurs : ces derniers ne disposent encore que de très peu de remontées d'informations. Les abattoirs font quasiment écran entre le marché et les éleveurs, ce qui ne facilite pas la mise en place de filières spécifiques, visant des niches de marché. Les entreprises paraissent pour la plupart opposées à l'imposition d'un système unifié de classement et de paiement des carcasses.

Les exportations brésiliennes ne sont encore pratiquement constituées que de "commodités" certes bien calibrées et à prix très compétitif. Les promotions autour du "Brazilian Beef" visent à

valoriser l'image de bœuf sain et nourri à l'herbe, mais tous les exportateurs d'Amérique du Sud ou d'Océanie peuvent en dire autant. La segmentation de l'offre brésilienne n'en est encore qu'à ses balbutiements, et rien ne sera vraiment possible sans une organisation interprofessionnelle qui se construit lentement et non sans résistances.

Quelle place en Europe ?

Face à cela, l'Union Européenne reste un marché sûr et rentable, une base à partir de laquelle le Brésil peut en conquérir d'autres (des muscles très bien valorisés permettent de vendre le reste de la carcasse à prix très compétitifs). Mais c'est aussi un potentiel de développement, surtout sur des niches de marché. Il est certain que l'offre de l'UE dans les négociations avec le Mercosur (+100 000 tonnes de contingent Hilton Beef) intéresse au plus haut point la filière brésilienne.

Elle lui donnera la possibilité de viser davantage des segments de marchés spécifiques, sur lesquels travaillent aujourd'hui les Argentins et les Uruguayens, et qui constituent encore les principaux débouchés du cheptel allaitant européen. Mais cela ne l'empêchera pas pour autant de continuer à prospecter pour vendre encore plus de volumes à l'UE : la filière brésilienne a montré ces dernières années sa capacité à exporter à droit plein. Ce n'est une augmentation du contingent à droit préférentiel qui tarira les volumes à écouler sur l'UE !

Nous reviendrons plus spécifiquement sur les enjeux des négociations entre l'Union Européenne et les pays du MERCOSUR, et leur impact possible sur les filières viandes bovines de l'UE dans le prochain "Dossier Economie de l'Elevage" daté de juillet 2004.

■ REMERCIEMENTS

Cette étude n'aurait pu être réalisée sans un financement de l'**OFIVAL** et sans l'appui de M. **Wagner CAMPOS-SILVA**, étudiant à l'Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers qui a effectué son stage à l'Institut de l'Elevage, pour l'organisation des rendez-vous et la traduction des entretiens.

Nous remercions toutes les personnes qui nous ont reçus lors de nos missions de terrain en avril et en septembre 2003 pour leur disponibilité et leur accueil.

· **Administration fédérale ou des Etats brésiliens :**

M. Amaury DI MAZZIO, Secrétaire Exécutif du **MAPA**, Ministère de l'Agriculture de la Pêche et de l'Approvisionnement - Brasilia (DF)

Mme Inah SIMONETTI GUATURA, Chef de Cabinet, **IBAMA** (Institut Brésilien de l'Environnement), Brasilia (DF)

M. José Antônio FELICIO, Secrétaire d'Etat à la Production et au Tourisme, **Gouvernement du Mato Grosso do Sul**, Campo Grande (MS)

MM. José Marques de SOUZA, Equipe Technique, et **Jean-Philippe DELORME**, coordinateur, **Parc Régional du Pantanal**, Campo Grande (MS)

· **Organisations professionnelles agricoles :**

M. Antenor de Amorim NOGUEIRA, Président du **Forum National Permanent de la filière Bovins Viandes - CNA**, Brasilia (DF)

MM. Ovidio Carlos de BRITO, Président et **Joao Gilberto BENTO**, directeur, **FUNDEPEC** (Fonds de développement de l'élevage de l'Etat de Sao Paulo), Sao Paulo (SP)

Mme Andrea VERRISSIMO, directrice du **SIC** (Service d'information es viandes), Sao Paulo (SP)

MM. Carlos RIVACI SPEROTTO, Président, et **Fernando ADAUTO LOUREIRO DA SOUZA**, Président de la Commission Elevage Bovin Viande et Industrie, **FARSUL**, section CNA du Rio Grande do Sul, Porto Alegre & Bage (RS)

M. Mauricio Antônio do VALE FARIA, Président, **SOCIEDADE GOIANA de PECUARIA e AGRICULTURA**, Goias (GO)

MM. Antonio José de OLIVEIRA, président de l'association, et **Ezequiel R. VALLE**, directeur commercial de l'**ASPNP** (Association du Mato Grosso du Sud des producteurs de Nelore Précoces), Campo Grande (MS)

MM. Paulo Roberto ANDRADE CUNHA, président, **Paulo FERROLA**, vice-président (aussi vice-président de l'**ABCZ**), **Carlos AUGUSTO**, directeur, **Syndicat Rural du Municipe d'Uberlandia - CNA** (MG)

M. Antônio Leonel POLONI, Directeur, **FUNDEPEC-PR** (Fonds de développement de l'élevage du Parana), Curitiba (PR)

M. Alexandre A.JACEWICZ, Vétérinaire, **FAEP** (Fédération de l'Agriculture de l'Etat du Parana), Curitiba (PR)

· **Organisations de race bovine :**

Luiz Antonio JOSAHKIAN, Superintendant technique de l'**ABCZ**, Association Brésilienne des Eleveurs de Zébus - Uberaba (MG)

M. Djalma TIVERON, trésorier de l'**Association Brésilienne des Eleveurs de la race GIROLANDO**, Uberaba (MG)

M. Rogério Satoru UENISHI, super intendant de l'**Association des éleveurs de Wagyu** (race d'origine japonaise), qui nous a fait visiter la station de sélection et d'IA (toutes races, dont Limousine, Charolaise, Blonde) **YAKULT**, Bragança Paulista (SP)

Mme Greice MARTINS, présidente, **Association Brésilienne des éleveurs de Hereford et Braford**, Bagé (RS)

· **Elevages :**

M. Fernando ADAUTO LOUREIRO DA SOUZA, propriétaire de la **FAZENDA DE SAO CRISPIN**, Bage (RS)

M. Luciano A. FRAGOSO, gérant **FAZENDA MATA VELHA**, grand sélectionneur en race Nelore, Uberaba (MG)

MM. Otavio et Ricardo LAGE DE SIQUEIRA, directeurs du **Groupe LAGE**, entreprise gérant un énorme conglomérat de fermes, de feed-lots, d'abattoir, de sucreries..., Goianésia (GO)

MMme Claudio et Circé MATT, propriétaires de la **FAZENDA NOSSA SENORA DO CARMO**, exploitation de buffles à viande, Camara, Ile de Marajo (PA)

MMme Renato da Cunha et Ilza Helena OLIVEIRA, propriétaire de la **FAZENDA BAIXADINHA**, exploitation laitière à Uberaba (MG)
Gérant de la **FAZENDA ANGELICA**, exploitation bovins viande, Americana (SP)

Propriétaire de la **FAZENDA de SABOIA**, Pantanal (MS)

Propriétaire de la **FAZENDA SANTA FE DO CEDRO**, exploitation culture et viandes bovines près de Uberlandia (MG)

Gérant de la **FAZENDA DE LA VALLEE DE RIODOS**, exploitation de viande bovine, Braganza Paulista (SP)

· **Recherche, enseignement et conseil agricole :**

MM. Antonio Batista SANCEVERO, Chef général du département viande bovine, et **Ezequiel Rodrigues do VALLE**, Superviseur de la communication vers les entreprises, **EMBRAPA - GADO DE CORTE**, Campo Grande (MS)

Dr Claudio Maluf HADDAD, responsable des filières bovins viandes, et **Luis Gustavo NUSSIO**, chercheur dans les filières petits ruminants, **ESALQ** (Université d'Agronomie Luis Queiros), Piracicaba (SP)

MM. Luc QUONIAM, directeur, **Joachim QUEYRAS, CENDOTEC** (Coopération franco-brésilienne pour les sciences et les techniques), Université de Sao Paulo (SP)

M. Dominique PALLET, CIRAD, Projet PROSPER Cone Sud, Sao Paulo (SP)

Mme Valéria da SILVA PEETZ, chercheuse, et **Nelson Batista MARTIN**, ingénieur agronome en Economie, **Institut d'Economie Agricole** de l'Etat de Sao Paulo (SP)

MM. Luiz Carlos ASSEF, Guilherme Fernando ALLEONI, Antonio Joao LOURENCO, Alexander RAZOOK, chercheurs à l'**Institut de Zootechnie** de l'Etat de Sao Paulo, Nova Odessa (SP)

Pr José Peres de LIMA NETO, professeur à l'**UNIUBE** - Université Agronomique du Triangulo Mineiro, Uberaba (MG)

· **Fournisseurs et prestataires de services pour l'élevage et l'agriculture :**

M. Miguel DA ROCHA CAVALCANTI, rédacteur en chef du site internet - **BeefPoint**, Sao Paulo (SP)

M. Marcelo PEREIRA de CARVALHO, rédacteur en chef du site internet - **MilkPoint**, Sao Paulo (SP)

MM. Geide FIGUEIREDO, Gérant des bulletins, et **Gustavo MARIN MONACO**, Consultant élevage à la **FNP Consultoria & Agroinformativos**, Sao Paulo (SP)

M. Ricardo MELO, gérant de **Brasil Business**, compagnie de fourniture d'intrants (paillettes d'IA, matériel, engrais...), Uberlandia (MG)

M. Vincent LE HENAFF, représentant d'**ALLFLEX** (boucles d'identification) pour l'Amérique Latine

M. Gerson RICARDO SEEFFELD, Vice-Président de **SICREDI** (Banque coopérative de l'agriculture), Porto Alegre (RS)

M. Carlos Werner NETO, gérant du marché "agronegocios", **BANQUE DU BRESIL**, Campo Grande (MS)

M. José Humberto GUIMARAES, Directeur, **BOLSA de ARRENDAMENTO de TERRAS** (Bourse des fermages), Uberaba (MG)

M. Félix SCHOUCHANA, Directeur des marchés agricoles et **Mme Fabiana SALGUEIRO PEROBELL**, économiste, **BM&F** (Marché à terme des commodités), Sao Paulo (SP)

· **Abattage, transformation et exportation de viande et de produits dérivés :**

M. CAMARDELLI, Directeur de l'**ABIEC**, Association Brésilienne des Exportateurs de viande bovine - Sao Paulo (SP)

Représentant de **BRASPELCO** (Compagnie leader de la filière cuir) lors de la foire agricole de Campo Grande (MS)

MM. Luciano Borges de OLIVEIRA, Gérant des affaires internationales, et **Ricardo BORGES**, Responsable qualité, Groupe d'abattage et d'exportation de viande **MARFRIG**, Sao Paulo (SP)

M. Mauro Luis PILZ, Directeur de l'abattoir **MERCOSUL**, Bage (RS)

M. Zilmar José MOUSSALLE, Directeur exécutif, **SICADERGS** (Syndicat des Industries des viandes du Rio Grande do Sul), Porto Alegre (RS)

M. Romeu de COSTA TELLES, directeur, abattoir **BOI BRAVO**, Uberaba (MG)

M. José Humberto CORTES, Gérant de l'unité de stockage frigorifique pour l'exportation **BRASFRIGO**, Uberlandia (MG)

M. Gerson RAYMUNDI, chef qualité de l'abattoir **GOIAIS CARNE**, Senador Canedo (GO)

Grâce à l'aide de **M. Yves QUILICHINI**, Directeur du CIR-Viande, compte-rendu de visite de l'**abattoir FRIBOI** d'Andradina (SP).

· **Distribution alimentaire :**

MM. Arnaldo JJ EIJSINK, Directeurs des achats de produits agricoles, et **Adolfo DOMINGOS PETRY**, Responsable de la garantie d'origine, **CARREFOUR-BRASIL**, Sao Paulo (SP)

M. Idenio Rissi BELMONTE FILHO, gérant national des viandes, **SONAE** (chaîne de grande distribution), Porto Alegre (RS)

Mme Claire de MONTILLE, Attachée commerciale, **Mission Economique et Financière de l'Ambassade de France**, Sao Paulo (SP)

